



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 17 DÉCEMBRE 2018
GEMEENTERAAD VAN 17 DECEMBER 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Khadija Zamouri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Sarah Turine, Ahmed El Khannouss, Gerardine Bastin, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandembemt, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Didier Fabien Willy Milis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusé
Verontschuldigd

Laurent Mutambayi, *Conseille(è)r(e) communal(e)/Gemeenteraadslid*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

17.12.2018/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Élection des membres du Conseil de l'Action sociale.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 8.7.1976 organique des centres publics d'action sociale;
Considérant que l'article 12 de ladite loi prévoit que « l'élection des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique un lundi, au plus tôt le deuxième et au plus tard le septième, qui suit l'installation du conseil communal tenu de procéder à l'élection du conseil de l'action sociale » ;
Considérant que, conformément à l'article 6 de la loi du 8.7.1976 précitée, le conseil de l'action sociale de Molenbeek-Saint-Jean est composé de treize membres ;
Considérant que, conformément à l'article 13 de la loi du 8.7.1976, chacun des 45 conseillers dispose de huit voix;
Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale;
Vu les actes de présentation, au nombre de 7 (sept), introduits conformément à l'article 11 de la loi organique, relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux de l'action sociale;
Considérant que le dépôt des actes a eu lieu le lundi 10 décembre 2018 entre 13 heures et 15 heures ;
Considérant que, respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et qu'ils sont signés par les conseillers communaux suivants :

1 . Acte de présentation signé par Hind ADDI, Joke VANDENBEMPT, Luc VANCAUWENBERGE, Dirk DE BLOCK, Conseillers communaux :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Hind ADDI	1.Maria Etelvina DELGADO
	2.Joke VANDENBEMPT
Sarah DJEBARA	1. Willem DEFIEUW
	2. Nathalie RASSON

2. Acte de présentation signé par Karim MAJOROS, Rajae MAOUANE, Sarah TURINE, Conseillers communaux :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Anna RABATTI	1. Achraf BEN H'SSAIN
	2. Taoufik HAMZAOU

3. Acte de présentation signé par Michaël VOSSAERT, Conseiller communal :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Michaël VOSSAERT	/

4. Acte de présentation signé par Olivier MAHY, Conseiller communal :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Gérardine BASTIN	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZOOR
Pascal DUQUESNE	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZOOR
Maria Gloria GARCIA FERNANDEZ	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZOOR
Carine LIEKENDAEL	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZOOR

5. Acte de présentation signé par Ahmed EL KHANNOUSS, Conseiller communal :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Abdelkarim HAOUARI	1. Jean-Yves KITANTOU
	2. Ahmed EL KHANNOUSS

6. Acte de présentation signé par Ann GILLES-GORIS, Conseillère communale :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Pascal VERHEYE	1. Abdelkarim HAOUARI
	2. Jean-Yves KITANTOU

7. Acte de présentation signé par Jamal IKAZBAN, Conseiller communal :

<u>MEMBRES EFFECTIFS</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS</u>
Aicha DAOUDI	/
Tania DEKENS	/
Marc DUMONT	/
Christian MAGERUS	/
Nathalie TIELENS	/

Vu la liste des candidats établie par le Bourgmestre sur la base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

Candidats membres effectifs par ordre alphabétique	Candidats suppléants pour chaque candidat membre effectif mentionné ci-dessus, dans l'ordre suivant lequel ils sont susceptibles de remplacer.
Nom : ADDI	1. Nom : DELGADO
Prénoms : Hind	Prénoms : Maria Etelvina
Date de Naissance : 20/04/1990	Date de naissance : 09/12/1966
Profession : médecin	Profession : employé
	2. Nom : VANDENBEMPT
	Prénoms : Joke
	Date de naissance : 01/09/1970
	Profession : infirmière

<p>Nom : BASTIN</p> <p>Prénoms : Gérardine</p> <p>Date de Naissance : 18/03/1943</p> <p>Profession : retraitée</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1968 Profession : fonctionnaire</p>
	<p>2. Nom : EL OUKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1969 Profession : criminologue</p>
	<p>3. Nom : MBULU AZANG Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1970 Profession : /</p>
	<p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1971 Profession : secrétaire médicale</p>
<p>Nom : DAOUDI</p> <p>Prénoms : Aicha</p> <p>Date de Naissance : 20/01/1970</p> <p>Profession : /</p>	/
<p>Nom : DEKENS</p> <p>Prénoms : Tania</p> <p>Date de Naissance : 02/02/1971</p> <p>Profession : fonctionnaire</p>	/
<p>Nom : DJEBARA</p> <p>Prénoms : Sarah</p> <p>Date de Naissance : 25/05/1984</p> <p>Profession : médecin</p>	<p>1. Nom : DEFIEUW Prénoms : Willem Date de naissance : 08/01/1968 Profession : assistant social</p>
	<p>2. Nom : RASSON Prénoms : Nathalie Date de naissance : 26/06/1968 Profession : animatrice</p>

<p>Nom : DUMONT</p> <p>Prénoms : Marc</p> <p>Date de Naissance : 17/06/1956</p> <p>Profession : assistant social</p>	<p>/</p>
<p>Nom : DUQUESNE</p> <p>Prénoms : Pascal</p> <p>Date de Naissance : 16/06/1966</p> <p>Profession : chef d'entreprise</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1988 Profession : fonctionnaire</p> <p>2. Nom : EL OUAKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1990 Profession : criminologue</p> <p>3. Nom : MBULU AZANG Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1990 Profession : /</p> <p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1990 Profession : secrétaire médicale</p>
<p>Nom : GARCIA FERNANDEZ</p> <p>Prénoms : Maria Gloria</p> <p>Date de Naissance : 20/05/1962</p> <p>Profession : avocate</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1988 Profession : fonctionnaire</p> <p>2. Nom : EL OUAKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1990 Profession : criminologue</p> <p>3. Nom : MBULU AZANG Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1990 Profession : /</p> <p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1990 Profession : secrétaire médicale</p>

<p>Nom : HAOUARI</p> <p>Prénoms : Abdelkarim</p> <p>Date de Naissance : 21/03/1973</p> <p>Profession : expert-comptable</p>	<p>1. Nom : KITANTOU Prénoms : Jean-Yves Date de naissance : 24/04/1980 Profession : employé</p>
<p>Nom : LIEKENDAEL</p> <p>Prénoms : Carine</p> <p>Date de Naissance : 18/05/1980</p> <p>Profession : avocate</p>	<p>2. Nom : EL KHANNOUS Prénoms : Ahmed Date de naissance : 26/01/1980 Profession : parlementaire</p>
<p>Nom : MAGERUS</p> <p>Prénoms : Christian</p> <p>Date de Naissance : 31/01/1956</p> <p>Profession : fonctionnaire</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1980 Profession : fonctionnaire</p>
<p>Nom : RABATTI</p> <p>Prénoms : Anna</p> <p>Date de Naissance : 18/12/1965</p> <p>Profession : assistante sociale</p>	<p>2. Nom : EL OUKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1980 Profession : criminologue</p>
	<p>3. Nom : MBULU AZANG Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1980 Profession : /</p>
	<p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1980 Profession : secrétaire médicale</p>
	<p>/</p>
	<p>1. Nom : BEN H'SSAIN Prénoms : Achraf Date de naissance : 01/07/1980 Profession : médiateur intercult</p>
	<p>2. Nom : HAMZAOUI Prénoms : Taoufik Date de naissance : 21/03/1980 Profession : employé</p>

Nom : TIELENS Prénoms : Nathalie Date de Naissance : 23/04/1971 Profession : comptable	/
Nom : VERHEYE Prénoms : Pascal Date de Naissance : 28/03/1979 Profession : fonctionnaire	1. Nom : HAOUARI Prénoms : Abdelkarim Date de naissance : 21/01/1979 Profession : expert-comptable
	2. Nom : KITANTOU Prénoms : Jean-Yves Date de naissance : 24/04/1979 Profession : employé
Nom : VOSSAERT Prénoms : Michaël Date de Naissance : 07/06/1986 Profession : parlementaire	/

Constate que les conseillers communaux les moins âgés, assistent la Bourgmestre lors des opérations du scrutin et du recensement des voix en qualité d'assesseurs ;
 Considérant que Madame Leila AGIC et Monsieur Mohamed Amine AKROUH, conseillers communaux les moins âgés qui ne sont pas candidats à la présente élection-assistent Madame la Bourgmestre dans les opérations de vote et de dépouillement ;
 Va procéder, en **SÉANCE PUBLIQUE ET AU SCRUTIN SECRET**, à l'élection des membres effectifs et de leurs suppléants du conseil de l'action sociale :

44 (quarante-quatre) conseillers prennent part au scrutin et reçoivent chacun 8 (huit) bulletins de vote ; 352 (trois cent cinquante deux) bulletins sont distribués ;

Sur chaque bulletin de vote, les conseillers communaux ne peuvent voter que pour un seul membre effectif. Les conseillers communaux ont la liberté d'émettre leur vote à leur gré : il peut s'agir d'un vote pour n'importe quel candidat ou d'un vote blanc.

Madame la Bourgmestre invite chaque membre du Conseil à vérifier le nombre de bulletins reçus ; aucune remarque n'est formulée.

Les conseillers sont invités à exprimer leur vote.

Chaque conseiller communal dépose à tour de rôle les huit bulletins de vote dans l'urne.

Le recensement des voix donne le résultat suivant :

1 bulletin non valable

/ bulletins blancs
351 bulletins valables

Les suffrages exprimés sur les 351 bulletins de vote valables, se répartissent comme suit :

Nom et prénom des candidats membres effectifs	Nombre de voix obtenues
ADDI Hind	27
BASTIN Gérardine	29
DAOUDI Aicha	23
DEKENS Tania	31
DJEBARA Sarah	21
DUMONT Marc	24
DUQUESNE Pascal	31
GARCIA FERNANDEZ Maria Gloria	30
HAOUARI Abdelkarim	1
LIEKENDAEL Carine	31
MAGERUS Christian	24
RABATTI Anna	24
TIELENS Nathalie	24
VERHEYE Pascal	23
VOSSAERT Michaël	8
Nombre total de suffrages	351

Constate que les suffrages ont été exprimés au nom de candidats membres effectifs régulièrement présentés;

Constate que les 13 candidats membres effectifs, qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, sont élus ;

Par conséquent, la Bourgmestre constate que :

sont élus membres effectifs du conseil de l'action sociale	les candidats présentés à titre de suppléants pour chaque membre effectif mentionné ci-contre, sont, de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, suppléants de ces membres effectifs élus.
Nom : DEKENS Prénoms : Tania Date de Naissance : 02/02/1971 Profession : fonctionnaire	/

<p>Nom : DUQUESNE</p> <p>Prénoms : Pascal</p> <p>Date de Naissance : 16/06/1966</p> <p>Profession : chef d'entreprise</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1984 Profession : fonctionnaire</p> <p>2. Nom : EL OUAKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1991 Profession : criminologue</p> <p>3. Nom : MBULU AZANGA Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1972 Profession : /</p> <p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1971 Profession : secrétaire médicale</p>
<p>Nom : LIEKENDAEL</p> <p>Prénoms : Carine</p> <p>Date de Naissance : 18/05/1980</p> <p>Profession : avocate</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1984 Profession : fonctionnaire</p> <p>2. Nom : EL OUAKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1991 Profession : criminologue</p> <p>3. Nom : MBULU AZANGA Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1972 Profession : /</p> <p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1971 Profession : secrétaire médicale</p>

<p>Nom : GARCIA FERNANDEZ</p> <p>Prénoms : Maria Gloria</p> <p>Date de Naissance : 20/05/1962</p> <p>Profession : avocate</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1984 Profession : fonctionnaire</p> <p>2. Nom : EL OUAKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1991 Profession : criminologue</p> <p>3. Nom : MBULU AZANGA Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1972 Profession : /</p> <p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1971 Profession : secrétaire médicale</p>
<p>Nom : BASTIN</p> <p>Prénoms : Gérardine</p> <p>Date de Naissance : 18/03/1943</p> <p>Profession : retraitée</p>	<p>1. Nom : VAN MERIS Prénoms : Didier-Charles Date de naissance : 23/01/1984 Profession : fonctionnaire</p> <p>2. Nom : EL OUAKALI Prénoms : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1991 Profession : criminologue</p> <p>3. Nom : MBULU AZANGA Prénoms : Lazare Date de naissance : 24/05/1972 Profession : /</p> <p>4. Nom : MANZOOR Prénoms : Shazia Date de naissance : 10/02/1971 Profession : secrétaire médicale</p>
<p>Nom : ADDI</p> <p>Prénoms : Hind</p> <p>Date de Naissance : 20/04/1990</p>	<p>1. Nom : DELGADO Prénoms : Maria Etelvina Date de naissance : 09/12/1966 Profession : employé</p> <p>2. Nom : VANDENBEMPT Prénoms : Joke Date de naissance : 01/09/1970 Profession : infirmière</p>

<p>Nom : MAGERUS</p> <p>Prénoms : Christian</p> <p>Date de Naissance : 31/01/1956</p> <p>Profession : fonctionnaire</p>	/
<p>Nom : RABATTI</p> <p>Prénoms : Anna</p> <p>Date de Naissance : 18/12/1965</p> <p>Profession : assistante sociale</p>	<p>1. Nom : BEN H'SSAIN Prénoms : Achraf Date de naissance : 01/07/1981 Profession : médiateur interculturel</p> <p>2. Nom : HAMZAOUI Prénoms : Taoufik Date de naissance : 21/03/1990 Profession : employé</p>
<p>Nom : TIELENS</p> <p>Prénoms : Nathalie</p> <p>Date de Naissance : 23/04/1971</p> <p>Profession : comptable</p>	/
<p>Nom : DUMONT</p> <p>Prénoms : Marc</p> <p>Date de Naissance : 17/06/1956</p> <p>Profession : assistant social</p>	/
<p>Nom : DAOUDI</p> <p>Prénoms : Aicha</p> <p>Date de Naissance : 20/01/1970</p> <p>Profession : /</p>	/
<p>Nom : VERHEYE</p> <p>Prénoms : Pascal</p> <p>Date de Naissance : 28/03/1979</p> <p>Profession : fonctionnaire</p>	<p>1. Nom : HAOUARI Prénoms : Abdelkarim Date de naissance : 21/01/1973 Profession : expert-comptable</p> <p>2. Nom : KITANTOU Prénoms : Jean-Yves Date de naissance : 24/04/1983 Profession : employé</p>

<p>Nom : DJEBARA</p> <p>Prénoms : Sarah</p> <p>Date de Naissance : 25/05/1984</p> <p>Profession : médecin</p>	<p>1. Nom : DEFIEUW Prénoms : Willem Date de naissance : 08/01/1957 Profession : assistant social</p> <p>2. Nom : RASSON Prénoms : Nathalie Date de naissance : 26/06/1960 Profession : animatrice</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Constate que les conditions d'éligibilité sont remplies par les 13 (treize) candidats-membres effectifs élus.

La présente délibération sera envoyée en deux exemplaires au Collège juridictionnel de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, conformément à la loi du 8.7.1976 organique des Centres publics d'action sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE.

Par ordonnance,
Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Jacques DE WINNE.
MOUREAUX.

Catherine

Les conseillers communaux-asseesseurs,

Leila AGIC

Mohamed Amine AKROUH

Le Conseil prend acte.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Verkiezingen van de leden van de Raad voor
Maatschappelijke welzijn.

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat artikel 12 van deze bepaalt dat "de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaats heeft in openbare vergadering, op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van

de gemeenteraad die tot de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn moet overgaan”;

Overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8.7.1976, samengesteld is uit 13 (dertien) leden;

Overwegende dat elk van de 45 (vijfenvestig) gemeenteraadsleden overeenkomstig artikel 13 van de wet van 8.7.1976 over 8 stemmen beschikt;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op de voordrachtakten ten getalle van 7 (zeven), ingediend overeenkomstig artikel 11 van de organieke wet betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat het indienen van de voordrachtsakten op maandag 10 december 2018, tussen 13 en 15 uur plaats heeft gehad;

Overwegende dat, respectievelijk deze akten de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende gemeenteraadsleden :

1. Akte van voordracht ondertekend door Hind ADDI, Joke VANDENBEMPT, Luc VANCAUWENBERGE, Dirk DE BLOCK, Gemeenteraadsleden :

<u>EFFECTIEVE LEDEN</u>	<u>KANDIDATEN OPVOLGERS</u>
Hind ADDI	1. Maria Etelevina DELGADO
	2. Joke VANDENBEMPT
Sarah DJEBARA	1. Willem DEFIEUW
	2. Nathalie RASSON

2. Acte van voordracht ondertekend door Karim MAJOROS, Rajae MAOUANE, Sarah TURINE, Gemeenteraadsleden :

<u>EFFECTIEVE LEDEN</u>	<u>KANDIDATEN OPVOLGERS</u>
Anna RABATTI	1. Achraf BEN H'SSAIN
	2. Taoufik HAMZAOU

3. Acte van voordracht ondertekend door Michaël VOSSAERT, Gemeenteraadslid:

<u>EFFECTIEF LID</u>	<u>KANDIDAAT OPVOLGER</u>
Michaël VOSSAERT	/

4. Acte van voordracht ondertekend door Olivier MAHY, Gemeenteraadslid :

<u>EFFECTIEVE LEDEN</u>	<u>KANDIDATEN OPVOLGERS</u>
Gérardine BASTIN	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZOOR

Pascal DUQUESNE	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUAKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZoor
Maria Gloria GARCIA FERNANDEZ	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUAKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZoor
Carine LIEKENDAEL	1. Didier-Charles VAN MERIS
	2. Ibrahim EL OUAKALI
	3. Lazare MBULU AZANGA
	4. Shazia MANZoor

5 .Acte van voordracht ondertekend door Ahmed EL KHANNOUSS, Gemeenteraadslid :

<u>EFFECTIEVE LEDEN</u>	<u>KANDIDATEN OPVOLGERS</u>
Abdelkarim HAOUARI	1. Jean-Yves KITANTOU
	2. Ahmed EL KHANNOUSS

6. Acte van voordracht ondertekend door Ann GILLES-GORIS, Gemeenteraadslid :

<u>EFFECTIEVE LEDEN</u>	<u>KANDIDATEN OPVOLGERS</u>
Pascal VERHEYE	1. Abdelkarim HAOUARI
	2. Jean-Yves KITANTOU

7. Acte van voordracht ondertekend door Jamal IKAZBAN, Gemeenteraadslid :

<u>EFFECTIEVE LEDEN</u>	<u>KANDIDATEN OPVOLGERS</u>
Aicha DAOUDI	/
Tania DEKENS	/
Marc DUMONT	/
Christian MAGERUS	/
Nathalie TIELENS	/

Gelet op de kandidatenlijst opgemaakt door de Burgemeester op grond van gezegde voordrachtakten en luidend als volgt :

Kandidaten effectieve leden - alfabetisch gerangschikt	De kandidaten, die als opvolgers vo hiernaast vermeld verkozen effectief voorgedragen, van rechtswege en in volgorde van de voordrachtakte de o zijn van deze verkozen effectieve lec
--------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Naam : ADDI</p> <p>Voornaam : Hind</p> <p>Geboortedatum : 20/04/1990</p> <p>Beroep : Dokter</p>	<p>1. Naam : DELGADO Voornaam : Maria Etelvina Geboortedatum : 09/12/1966 Beroep : bediende</p> <hr/> <p>2. Naam : VANDENBEMPT Voornamen : Joke Geboortedatum : 01/09/1970 Beroep : verpleegster</p>
<p>Naam : BASTIN</p> <p>Voornamen : Gérardine</p> <p>Geboortedatum : 18/03/1943</p> <p>Beroep : gepensioneerd</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen : Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p> <hr/> <p>2. Naam : EL OUAKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1991 Beroep : criminoloog</p> <hr/> <p>3. Naam : MBULU AZANG Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1971 Beroep : /</p> <hr/> <p>4. Naam : MANZOOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1971 Beroep : medisch secretaress</p>
<p>Naam : DAOUDI</p> <p>Voornamen : Aicha</p> <p>Geboortedatum : 20/01/1970</p> <p>Beroep : /</p>	<p>/</p>
<p>Naam : DEKENS</p> <p>Voornamen : Tania</p> <p>Geboortedatum : 02/02/1971</p> <p>Beroep : ambtenaar</p>	<p>/</p>

<p>Naam : DJEBARA</p> <p>Voornamen : Sarah</p>	<p>1. Naam : DEFIEUW Voornamen : Willem Geboortedatum : 08/01/1957 Beroep: sociale assistent</p>
<p>Geboortedatum : 25/05/1984</p> <p>Beroep : dokter</p>	<p>2. Naam: RASSON Voornamen : Nathalie Geboortedatum : 26/06/1960 Beroep : animatrice</p>
<p>Naam : DUMONT</p> <p>Voornamen : Marc</p> <p>Geboortedatum : 17/06/1956</p> <p>Beroep : sociaal assistent</p>	<p>/</p>
<p>Naam : DUQUESNE</p> <p>Voornamen : Pascal</p> <p>Geboortedatum : 16/06/1966</p> <p>Beroep : bedreifslijder</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen: Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1982 Beroep : ambtenaar</p> <p>2. Naam : EL OUAKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1991 Beroep : criminoloog</p> <p>3. Naam : MBULU AZANG Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1971 Beroep : /</p> <p>4. Naam : MANZOOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1971 Beroep : medisch secretaress</p>

<p>Naam : GARCIA FERNANDEZ</p> <p>Voornamen : Maria Gloria</p> <p>Geboortedatum : 20/05/1962</p> <p>Beroep : advocaat</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen : Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p>
	<p>2. Naam : EL OUKALI Voornamen : Ibrahim Date de naissance : 16/10/1990 Profession : criminologue</p>
	<p>3. Naam : MBULU AZANG Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1970 Beroep : /</p>
	<p>4. Naam : MANZOOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1970 Beroep: medisch secretaress</p>
<p>Naam : HAOUARI</p> <p>Voornamen : Abdelkarim</p> <p>Geboortedatum : 21/03/1973</p> <p>Beroep : accountant</p>	<p>1. Naam : KITANTOU Voornamen : Jean-Yves Geboortedatum : 24/04/1980 Beroep : bediende</p>
	<p>2. Naam : EL KHANNOUS Voornamen : Ahmed Geboortedatum : 26/01/1968 Beroep : parlementair</p>
<p>Naam : LIEKENDAEL</p> <p>Voornamen : Carine</p> <p>Geboortedatum : 18/05/1980</p> <p>Beroep : advocaat</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen : Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p>
	<p>2. Naam : EL OUKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1990 Beroep : criminoloog</p>
	<p>3. Naam : MBULU AZANG Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1970 Beroep : /</p>
	<p>4. Naam : MANZOOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1970 Beroep : medisch secretaress</p>

Naam : MAGERUS Voornamen : Christian Geboortedatum : 31/01/1956 Beroep : ambtenaar	/
Naam : RABATTI Voornamen : Anna Geboortedatum : 18/12/1965 Beroep : sociaal assistente	1. Naam : BEN H'SSAIN Voornamen : Achraf Geboortedatum : 01/07/1981 Beroep : interculturele bemiddelaar
	2. Naam : HAMZAOUI Voornamen : Taoufik Geboortedatum : 21/03/1990 Beroep : Bediende
Naam : TIELENS Voornamen : Nathalie Geboortedatum : 23/04/1971 Beroep : accounting	/
Naam : VERHEYE Voornamen : Pascal Geboortedatum : 28/03/1979 Beroep : Bediende	1. Naam : HAOUARI Voornaam : Abdelkarim Geboortedatum : 21/01/1971 Beroep : accountant
	2. Naam : KITANTOU Voornamen : Jean-Yves Geboortedatum : 24/04/1981 Beroep : Bediende
Naam : VOSSAERT Voornaam : Michaël Geboortedatum : 07/06/1986 Beroep : parlementair	/

Owewegende dat de jongste gemeenteraadsleden de Burgemeester bijstaan in de kiesverrichting en de tellingsverrichtingen in de hoedanigheid van bijzitters;

Overwegende dat Mevrouw Leila AGIC en Mijnheer Mohamed Amine Akrouh, jongste gemeenteraadsleden die niet kandidaat zijn voor de verkiezing - mevrouw de Burgemeester bijstaan in de kies- en tellingsverrichtingen;

Gaatt over in OPENBARE VERGADERING EN BIJ GEHEIME STEMMING, tot de verkiezing van de effectieve leden en hun opvolgers van de raad van maatschappelijk

welzijn;

44 (vierenveertig) raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder 8 (acht) stembiljetten; 352 (driehonderd tweeënvijftig) stembiljetten worden uitgedeeld;

Op elk stembiljet mogen de raadsleden slechts voor één effectief kandidaat stemmen. De raadsleden mogen hun stem uitbrengen zoals het hen past; zij mogen voor om het even welke kandidaat stemmen of een blanco stem uitbrengen;

Mevrouw de Burgemeester nodigt elk gemeenteraadslid uit het aantal ontvangen stembiljetten na te zien; geen enkele opmerking wordt geformuleerd.

Elk gemeenteraadslid wordt uitgenodigd zijn stem uit te brengen;

De stemopneming van deze biljetten geeft volgend resultaat :

1 nietig stembiljet.
/ blanco stembiljetten
351 geldige stembiljetten

De op deze 351 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt:

Naam en voornaam van de kandidaat effectieve leden	Aantal bekomen stemmen
ADDI Hind	27
BASTIN Gérardine	29
DAOUDI Aicha	23
DEKENS Tania	31
DJEBARA Sarah	21
DUMONT Marc	24
DUQUESNE Pascal	31
GARCIA FERNANDEZ Maria Gloria	30
HAOUARI Abdelkarim	1
LIEKENDAEL Carine	31
MAGERUS Christian	24
RABATTI Anna	24
TIELENS Nathalie	24
VERHEYE Pascal	23
VOSSAERT Michaël	8
Nombre total de suffrages	351

Stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaten effectieve leden;

Stelt vast dat 13 kandidaten effectieve leden, die het grootste aantal stemmen hebben bekomen, verkozen worden;

Bijgevolg stelt de Burgemeester vast dat :

<p>Verkozen zijn tot effectief lid van de raad voor maatschappelijk welzijn</p>	<p>De kandidaten, die als opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen effectieve leden</p>
<p>Naam : DEKENS</p> <p>Voornamen : Tania</p> <p>Geboortedatum : 02/02/1971</p> <p>Beroep : ambtenaar</p>	<p style="text-align: center;">/</p>
<p>Naam : DUQUESNE</p> <p>Voornamen : Pascal</p> <p>Geboortedatum : 16/06/1966</p> <p>Beroep : bedreijfslijder</p>	<p style="text-align: center;">1. Naam : VAN MERIS Voornamen: Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p> <p style="text-align: center;">2. Naam : EL OUAKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1991 Beroep : criminoloog</p> <p style="text-align: center;">3. Naam : MBULU AZANGA Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1972 Beroep : /</p> <p style="text-align: center;">4. Naam : MANZOOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1971 Beroep : medisch secretaresse</p>

<p>Naam : LIEKENDAEL</p> <p>Voornamen : Carine</p> <p>Geboortedatum : 18/05/1980</p> <p>Beroep : advocaat</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen: Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p> <p>2. Naam : EL OUAKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1991 Beroep : criminoloog</p> <p>3. Naam : MBULU AZANGA Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1972 Beroep : /</p> <p>4. Naam : MANZOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1971 Beroep : medisch secretaresse</p>
<p>Naam : GARCIA FERNANDEZ</p> <p>Voornamen : Maria Gloria</p> <p>Geboortedatum : 20/05/1962</p> <p>Beroep : advocaat</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen: Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p> <p>2. Naam : EL OUAKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1991 Beroep : criminoloog</p> <p>3. Naam : MBULU AZANGA Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1972 Beroep : /</p> <p>4. Naam : MANZOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1971 Beroep : medisch secretaresse</p>

<p>Naam : BASTIN</p> <p>Voornamen : Gérardine</p> <p>Geboortedatum : 18/03/1943</p> <p>Beroep : gepensioneerd</p>	<p>1. Naam : VAN MERIS Voornamen: Didier-Charles Geboortedatum : 23/01/1984 Beroep : ambtenaar</p> <p>2. Naam : EL OUAKALI Voornamen : Ibrahim Geboortedatum : 16/10/1991 Beroep : criminoloog</p> <p>3. Naam : MBULU AZANGA Voornamen : Lazare Geboortedatum : 24/05/1972 Beroep : /</p> <p>4. Naam : MANZOR Voornamen : Shazia Geboortedatum : 10/02/1971 Beroep : medisch secretaresse</p>
<p>Naam : ADDI</p> <p>Voornaam : Hind</p> <p>Geboortedatum : 20/04/1990</p>	<p>1. Naam : DELGADO Voornaam : Maria Etelvina Geboortedatum : 09/12/1966 Beroep : bediende</p> <p>2. Naam : VANDENBEMPT Voornamen : Joke Geboortedatum : 01/09/1970 Beroep : verpleegster</p>
<p>Naam : MAGERUS</p> <p>Voornamen : Christian</p> <p>Geboortedatum : 31/01/1956</p> <p>Beroep : ambtenaar</p>	<p>/</p>

<p>Naam : RABATTI</p> <p>Voornamen : Anna</p> <p>Geboortedatum : 18/12/1965</p> <p>Beroep : sociaal assistente</p>	<p>1. Naam : BEN H'SSAIN Voornamen : Achraf Geboortedatum : 01/07/1981 Beroep : interculturele bemiddelaar</p> <p>2. Naam : HAMZAOUI Voornamen : Taoufik Geboortedatum : 21/03/1990 Beroep : Bediende</p>
<p>Naam : TIELENS</p> <p>Voornamen : Nathalie</p> <p>Geboortedatum : 23/04/1971</p> <p>Beroep : accounting</p>	<p>/</p>
<p>Naam : DUMONT</p> <p>Voornamen : Marc</p> <p>Geboortedatum : 17/06/1956</p> <p>Beroep : sociaal assistent</p>	<p>/</p>
<p>Naam : DAOUDI</p> <p>Voornamen : Aicha</p> <p>Geboortedatum : 20/01/1970</p> <p>Beroep : /</p>	<p>/</p>

Naam : VERHEYE Voornamen : Pascal Geboortedatum : 28/03/1979 Beroep : Bediende	1. Naam : HAOUARI Voornaam : Abdelkarim Geboortedatum : 21/01/1973 Beroep : accountant 2. Naam : KITANTOU Voornamen : Jean-Yves Geboortedatum : 24/04/1983 Beroep : Bediende
Naam : DJEBARA Voornamen : Sarah Geboortedatum : 25/05/1984 Beroep : dokter	1. Naam : DEFIEUW Voornamen : Willem Geboortedatum : 08/01/1957 Beroep: sociale assistent 2. Naam: RASSON Voornamen : Nathalie Geboortedatum : 26/06/1960 Beroep : animatrice

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door de 13 verkozen kandidaten effectieve leden.

Deze beraadslaging zal overeenkomstig de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in dubbel exemplaar naar het Rechtscollege van het Administratief arrondissement Brussel Hoofdstad worden gezonden.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN OPENBARE

ZITTING.

Op last :
 De Gemeentesecretaris,
 Burgemeester,

De

Jacques DE WINNE.
 MOUREAUX.

Catherine

De Gemeenteraadsleden-bijzitters,

Leila AGIC
 AKROUH

Mohamed Amine

De Raad neemt akte.

17.12.2018/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Attribution des mandats auprès du Centre d'entreprise de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu la décision du 5 décembre 2018 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil communal issu des élections du 14 octobre 2018;
Sur proposition du Collège échevinal en date du 7 décembre 2018;

DECIDE :

Article 1:

De désigner Monsieur Amet GJANAJ, Echevin de l'Economie et de l'Emploi, en qualité d'administrateur du Centre d'entreprise pour un mandat de 4 ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2021, avec effet immédiat;

Article 2 :

De désigner Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, en qualité d'administratrice du Centre d'entreprise pour un mandat de 4 ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2021, avec effet immédiat.

Le point est retiré de l'ordre du jour public de la séance publique et est transféré en séance à huis clos.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Toewijzing van de mandaten "le Centre d'entreprise" van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 5 december 2018 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de Gemeenteraad ten gevolge van de verkiezingen van 14 oktober 2018;
Op voorstel van het Schepencollege in zijn zitting van 7 december 2018;

BESLIST :

Artikel 1 :

Mijnheer Amet GJANAJ, schepen van Economie en Tewerkstelling, aan te duiden in de hoedanigheid van bestuurder van "le Centre d'entreprise" voor een mandaat van 4 jaar tot de Algemene Vergadering van 2021, met onmiddellijke ingang;

Artikel 2 :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, aan te duiden in de hoedanigheid van bestuurster van "le Centre d'entreprise" voor een mandaat van 4 jaar tot de Algemene Vergadering van 2021, met onmiddellijke ingang.

Het punt wordt van de dagorde van de openbare zitting gehaald en naar de zitting met gesloten deuren overgebracht.

17.12.2018/A/0003 **Prévention et Vie Sociale**

Prévention - Convention entre Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) relative à la politique de Prévention - Année 2018.

LE CONSEIL,

Considérant les subsides alloués à la commune dans le cadre de sa politique de prévention ;

Considérant les statuts de l'asbl Molenbeek Vivre Ensemble et ses missions sur le terrain ;

Considérant que les différents arrêtés d'octroi de subvention à la commune autorisent que certains moyens prévus soient mis à disposition d'une asbl ou de toute institution disposant de la personnalité juridique qui se chargera de la réalisation des objectifs liés aux allocations ;

Considérant l'obligation de conclure une convention avec l'asbl Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) dans laquelle sont précisées les droits et obligations de chacune des parties, les objectifs à rencontrer et résultats à atteindre ;

Considérant le montant de 1.862.767 euros de subsides transférés à l'asbl pour l'année 2018 ;

Considérant la convention jointe en annexe ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention avec l'asbl Molenbeek Vivre Ensemble.

L'amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 31 votes négatifs, 6 votes positifs et 6 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 42 votes positifs, 1 abstention.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jan-Molenbeek en de vzw Molenbeek Vivre Ensemble betreffende het preventiebeleid - Jaar 2018.

DE RAAD,

Overwegende de middelen die aan de gemeenten in het kader van zijn preventiebeleid toegekend worden;

Overwegende de status van de vzw Molenbeek Vivre Ensemble en zijn opdrachten op het terrein;

Overwegende de toestemming in de verschillende besluiten om sommige middelen ter beschikking te stellen van een vzw of elke andere instellingen met rechtspersoonlijkheid, die belast is met voor de uitvoering van de doelstellingen en de resultaten die erin moeten bereikt worden;

Overwegende het verplicht om met de vzw Molenbeek Vivre Ensemble een

overeenkomst af te sluiten met waarin de rechten en plichten van elke partij worden opgenomen evenals de doelstellingen en de resultaten die moten bereikt worden;
Overwegende het bedrag van 1.862.767 euro die aan de vzw voor het jaar 2018 wordt overgebracht;
Overwegende de overeenkomst in bijlage;

BESLIST :

Enid artikel :

De overeenkomst met de vzw Molenbeek Vivre Ensemble goed te keuren.

Het amendement neergelegd door Mijnheer De Block wordt verworpen door 31 negatieve stemmen, 6 positieve stemmen en 6 onthouding.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 42 positieve stemmen, 1 onthouding.

17.12.2018/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**

Prévention - Approbation de la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'une subvention spéciale dans le cadre d'actions sociales au bénéfice des personnes dites « roms », personnes migrantes, personnes sans abri et gens du voyage.

LE CONSEIL,

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 2018 qui accorde à la commune une subvention spéciale de 124.1512,86 € à la commune pour couvrir des frais liés à des actions sociales à l'encontre des personnes dites « roms », personnes migrantes, personnes sans abri et gens du voyage pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018;

Considérant que le public cible, en particulier les personnes migrantes, des personnes sans abri, des personnes dites « roms », des gens du voyage est amené à s'adresser au Centre Public d'Action Sociale afin d'obtenir une aide sociale

Considérant que la Région n'est pas compétente pour directement financer les Centres public d'Action Sociale ;

Considérant que la commune s'engage à reverser le subside au Centre public d'Action sociale ;

Considérant la convention entre la commune et le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant les montants inscrits au budget communal à l'article

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention avec le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi d'une subvention spéciale au bénéfice des personnes dites « roms », personnes migrantes, personnes sans abri et gens du voyage.

Le Conseil approuve le point.
43 votants : 43 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst met Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van een bijzondere subsidie die gepaard gaat met de sociale acties ten behoeve van de zogenaamde "Roma", migranten, daklozen en woonwagenbewoners.

DE RAAD,

Overwegende het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 10 july 2018 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 124.151,86 € om de kosten te dekken die gepaard gaan met sociale acties ten behoeve van de zogenaamde "Roma", migranten, daklozen en woonwagenbewoners voor de periode van 1 januari 2018 tot 31 december 2018 ;

Overwegende dat de doelgroep, in het bijzonder migranten, daklozen, zogenaamde « Roma », woonwagenbewoners wordt gevraagd zich te richten tot de Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn om sociale hulp te krijgen

Overwegende dat Het Gewest niet bevoegd is om rechtstreeks subsidies aan Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn toe te kennen;

Overwegende dat de overname van dit soort publiek leidt tot een begrotingstekort voor de Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeente ten laste wordt genomen;

Overwegende dat het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn een financieel dossier in orde voorgelegd heeft ;

Overwegende dat de gemeente verbindt er zicht toe het bedrag aan de Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn te storten;

Overwegende de overeenkomst met de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST :

Enig artikel :

De overeenkomst met Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie ten behoeve van de zogenaamde "Roma", migranten, daklozen en woonwagenbewoners.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 43 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0005 **Département Finances**
Finances - CPAS - budget 2018 - 4ème modification budgétaire.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des CPAS et en particulier les articles 88 et 111;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 14.11.2018 par laquelle celui-ci

arrête les chiffres modifiés du budget de l'exercice 2018 du CPAS;
Considérant que cette modification budgétaire ne revêt qu'un caractère technique et que, dès lors, il n'y avait pas d'obligation de tenir un Comité de concertation au sens de la loi organique précitée;

DECIDE :

Article unique :
d'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 14.11.2018 relative au budget 2018 modifié conformément au tableau repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.
43 votants : 37 votes positifs, 6 abstentions.

Departement Financiën
Financiën - OCMW - 4de begrotingswijziging.

DE RAAD,

Gezien de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de OCMW 's en in het bijzonder artikels 88 en 111;
Gezien de beraadslaging van 14.11.2018 van de Raad voor maatschappelijk welzijn, die de gewijzigde cijfers van de begroting 2018 vaststelt;
Overwegende dat deze begrotingswijziging alleen een technisch karakter bekleedt en dat het dientengevolge geen verplichting was om een Overlegcomité te houden in de zin van de bovenvermelde organieke wet;

BESLUIT :

Enig artikel:
de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 14.11.2018 betreffende de gewijzige begroting 2018, in overeenstemming met het tabel in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
43 stemmers : 37 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

17.12.2018/A/0006 **Département Finances**
Finances - Budget communal de l'exercice 2019 - Arrêt de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2019.

LE CONSEIL,

Considérant que le budget communal de l'exercice 2019 ne sera pas voté par le Conseil communal avant le 1er janvier 2019;
Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de voter des crédits provisoires, afin d'assurer la bonne marche de l'administration, conformément à l'article 14 du règlement général sur

la comptabilité communale;

Considérant que ces crédits provisoires ne pourront excéder, par mois, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent;

Considérant que cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel communal et au paiement des primes d'assurances et des taxes;

Considérant que les crédits provisoires ne concernent que les dépenses relatives au budget ordinaire et excluent, de ce fait, l'engagement de dépenses relatives au budget extraordinaire;

DECIDE :

Article unique :

d'arrêter les crédits provisoires pour le 1er trimestre 2019.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 43 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Gemeentebegroting van het dienstjaar 2019 - Vaststelling van voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2019.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentebegroting van het dienstjaar 2019 niet aan de Gemeenteraad zal voorgelegd worden voor 1ste januari 2019;

Overwegende dat het nodig is voorlopige kredieten te stemmen teneinde de goede werking van de gemeente te garanderen, overeenkomstig artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeenteboekhouding;

Overwegende dat deze voorlopige kredieten mogen, per maand, niet meer bedragen dan een twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar;

Overwegende dat deze beperking niet van toepassing is op de uitgaven betreffende de wedden van het gemeentepersoneel en het betalen van verzekeringspremies en belastingen;

Overwegende dat de voorlopige kredieten alleen betrekking hebben op de uitgaven van de gewone dienst en dat hierdoor de uitgaven betreffende de buitengewone dienst niet mogen aangewend worden;

BESLUIT :

Enig artikel:

Voorlopige kredieten vast te stellen voor het eerste trimester 2019.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goekeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 43 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0007 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe additionnelle au précompte immobilier - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464, 1° ;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 260 ;
Vu sa délibération du 20 décembre 2017, arrêtant le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2018 ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article unique :

Il sera perçu pour l'exercice 2019, au profit de la commune TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE (3350) centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

L'amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 29 votes négatifs, 10 votes positifs et 4 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 10 votes négatifs, 4 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Opcentiemen bij de onroerende voorheffing - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, voornamelijk het artikel 464, 1°;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, voornamelijk artikelen 117 en 260;

Gelet op zijn beraadslaging van 20 december 2017, tot bepaling van het aantal opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Enig artikel :

Voor het dienstjaar 2019 zullen ten bate van de gemeente DRIEDUIZEND DRIEHONDERD VIJFTIG (3350) opcentiemen bij de onroerende voorheffing worden geheven.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

Het amendement neergelegd door Mijnheer De Block wordt verworpen door 29 negatieve stemmen, 10 positieve stemmen en 4 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

17.12.2018/A/0008 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 252 et 260 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 464 à 470 ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2019 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice 2019, une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune.

Article 2

La taxe est fixée à SIX VIRGULE TROIS POUR CENT (6,3 %) de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 à 466bis du code des impôts sur les revenus 1992.

Article 3

L'établissement et la perception de la taxe communale additionnelle sont confiés à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus et à celle en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, aux conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

L'amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 39 votes négatifs, 1 vote positif et 3 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 35 votes positifs, 1 vote négatif, 7 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 252 en 260 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, vooral de artikelen 464 tot 470;

Gelet op de omzendbrief dd. 20 juli 2018 houdende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2019;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het van het Schepencollege;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt gevestigd, voor het dienstjaar 2019, een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting ten laste van de rijksinwoners die belastbaar zijn in de gemeente.

Artikel 2

De belasting wordt vastgesteld op ZES KOMMA DRIE PERCENT (6,3 %) van de berekeningsbasis bepaald overeenkomstig artikels 466 en 466bis van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

Artikel 3

De vestiging en de inning van de aanvullende belastingen op de personenbelasting worden toevertrouwd aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen en deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, onder de voorwaarden en volgens de regelen die de Koning bepaalt.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

Het amendement neergelegd door Mijnheer De Block wordt verworpen door 39 negatieve stemmen, 1 positieve stem en 3 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 35 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 7 onthoudingen.

Taxes communales - Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

Il est établi, au profit de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour l'exercice 2019, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 :

L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 :

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 35 votes positifs, 8 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Er worden voor het aanslagjaar 2019 ten voordele van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2 :

De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3 :

Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 35 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

17.12.2018/A/0010 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution perturbent particulièrement la propreté et la tranquillité publiques, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à davantage de travail, qu'il est dès lors légitime de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la commune ;

Considérant que pour l'ouverture d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, les documents suivants sont nécessaires: une inscription au registre de commerce ou à la Banque Carrefour des Entreprises, un permis d'urbanisme et éventuellement un permis d'environnement ;

Considérant qu'il existe une communauté d'intérêts entre le propriétaire et le locataire de tels biens et que celle-ci justifie qu'ils soient tenus solidairement au paiement de la taxe instaurée par le présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur toutes les entreprises situées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean, quelle que soit leur activité principale, qui mettent à disposition contre rétribution des appareils de télécommunication.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « appareil de télécommunication » : tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique.

Article 3

Le montant de la taxe d'ouverture est fixé à 12.000,00 EUR et est dû à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication, tels que défini à l'article 2 du présent règlement, contre rétribution. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à 500,00 EUR pour chaque agence ou filiale située sur le territoire de la commune.

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'exercice, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises et celles reprises dans les fichiers du Cadastre font foi.

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 5

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de l'imposition.

L'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des attestations requises. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire est tenu d'en réclamer un au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

À défaut de déclaration, en cas de déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'une entreprise dont l'activité principale consiste à mettre à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8

Sont exonérées de l'impôt :

- les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991 ;
- les entreprises qui ne mettent à disposition que des ordinateurs permettant uniquement la connexion à l'internet.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base du procès-verbal tel que défini à l'article 5 du présent règlement.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %

- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur entièreté.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen de gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen in het bijzonder de openbare orde verstoren, de netheid aantasten en de ordehandhavers en gemeentelijke openbare diensten extra belasten; dat het gewettigd is om deze zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de gemeente;

Overwegende dat voor de opening van een bedrijf dat telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt, de volgende documenten vereist zijn: inschrijving in het handelsregister of de Kruispunbank van Ondernemingen, een stedenbouwkundige vergunning en eventueel een milieuvergunning;

Overwegende er een belangengemeenschap bestaat tussen de eigenaar en de huurder van de goederen en dat dit het rechtvaardigt dat ze solidair zijn wat betreft de

betaling van de belasting vastgesteld door huidig reglement.
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, zowel een openingsbelasting als een jaarlijkse belasting geheven op al de bedrijven, gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, welke ook hun hoofdactiviteit, die tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder "telecommunicatieapparatuur" verstaan worden: elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen.

Artikel 3

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 12.000,00 EUR en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een bedrijf die telecommunicatieapparatuur, zoals gedefinieerd in artikel 2 van huidig reglement, tegen vergoeding ter beschikking stelt. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

De aanslagvoet van de jaarlijkse belasting is vastgesteld op 500,00 EUR voor ieder agentschap of bijkantoor gelegen op het grondgebied van de gemeente.

De openingsbelasting en jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het geheel dienstjaar ongeacht de stopzetting van economische activiteit of de wijziging van uitbating in het jaar van de inkohiering.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de inkohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van huidig belastingsreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De gegevens die in de Kruispuntbank van Onderneming registreert zijn en de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, zijn rechtsgeldig.

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 5

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand zijn ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Het gemeentebestuur stuurt naar alle bedrijven in uitbating een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld,

ondertekend en teruggestuurd te worden samen met de eensluitende afschriften van de noodzakelijke vergunningen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij gebreke van aangifte, bij onvolledigheid hiervan en bij bedrijven waarvan de conformiteit met de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. De vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met vaststelling van opening van een bedrijf wiens hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen. De opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de bedrijven die universele diensten, zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, verzekeren en die de hoedanigheid van operator kunnen rechtvaardigen in naleving van de wet van 21 maart 1991.
- de bedrijven die alleen computers ter beschikking stellen die uitsluitend een verbinding tot het internet toelaten.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht op basis van het proces-verbaal gedefinieerd in artikel 5 van huidig reglement.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels aangaande de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999 zijn van toepassing.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

17.12.2018/A/0011 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploitées par des personnes ou entités privées - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploités par des personnes ou entités privées, établi par décision du Conseil communal du 27 mai 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ; que

dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la présence de salles de fêtes, de spectacles et de divertissements situées sur le territoire de la commune et exploitées par des personnes ou entités privées est susceptible d'engendrer des charges supplémentaires pour la commune, notamment en matière de maintenance et de sécurisation des voiries ainsi qu'en terme de renforcement de la surveillance policière sans qu'il y ait une contrepartie financière ;

Considérant toutefois que des exonérations de la présente taxe sont prévues en raison de l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour l'exercice 2019, une taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploitées par des personnes ou entités privées.

Sont exonérés de l'application du présent règlement :

-les salles communales ;

-les salles se trouvant dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics ;

-les salles affectées à des activités culturelles, sportives ou touristiques, poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréés par les pouvoirs publics ;

-les premiers 75 m² de la surface brute totale des salles ;

-les parkings.

Article 2

Par « salle de fêtes, de spectacles et de divertissements », il y a lieu d'entendre toute salle exploitée dans un but de lucre pour organiser des fêtes, des représentations ou spectacles accessibles au public dans le but de divertir ou de distraire.

Article 3

La taxe est calculée sur base de la superficie brute totale de la salle. Le taux est fixé à 3,00 EUR par m², par an et par salle.

La taxe est due au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

Article 4

La taxe est due par le propriétaire du lieu où est organisé la fête, le spectacle ou le divertissement.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration et qui n'a jamais déclaré la taxe est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné et de la renvoyer selon les mêmes modalités que celles énoncées ci-dessus. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans un délai de 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

Article 6

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 7

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 11

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploités par des personnes ou entités privées, établi par décision du Conseil communal du 27 mai 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Overwegende dat de aanwezigheid van feestzalen en zalen voor vertoningen en ontspanning, gevestigd op het grondgebied van de gemeente en uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen, bijkomende kosten voor de gemeente met zich kan meebrengen, met name inzake onderhoud en beveiliging van de wegen, alsook wat betreft de versterking van de politiebewaking, zonder dat er een financiële compensatie is;

Overwegende echter dat er vrijstellingen voor deze belasting voorzien zijn met het oog op het algemeen belang;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2019 een belasting ingevoerd ten gunste van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen.

Worden vrijgesteld van de toepassing van onderhavig reglement:

- de gemeentelijke zalen;
- de zalen die zich in onderwijsinstellingen bevinden, ingericht of gesubsidieerd door de openbare overheden;
- de zalen bedoeld voor culturele, sportieve of toeristische activiteiten, uitgeoefend zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;
- de eerste 75 m² van de totale bruto oppervlakte van de zalen;
- de parkings.

Artikel 2

Onder « feestzalen en zalen voor vertoningen en ontspanning » dient iedere zaal te worden verstaan die met winst oogmerk gebruikt wordt voor het organiseren van feesten, voorstellingen of vertoningen, toegankelijk voor het publiek, met ontspanning of vermaak als doel.

Artikel 3

De belasting wordt berekend op basis van de totale bruto oppervlakte van de zaal (in m²). De belastingvoet is vastgesteld op 3,00 EUR per m², per jaar en per zaal.

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het belastingjaar, en in haar geheel voor het hele jaar. Ze kan niet, al dan niet verhoudingsgewijs, in gedeeltes van jaren onderverdeeld worden.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de plaats waar het feest, het spektakel of de vertoning georganiseerd wordt.

Artikel 5

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die op het genoemde formulier vermeld staat. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, en die de belasting nooit heeft aangegeven, is ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen, en dit ten laatste op 31 december van het betreffende dienstjaar, en dit terug te sturen volgens dezelfde modaliteiten hierboven aangegeven. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij een wijziging van de belastbare basis moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, dit naar behoren invullen, ondertekenen en binnen een termijn van 10 werkdagen volgend op deze wijziging terugsturen naar het gemeentebestuur.

Artikel 6

Het niet aangeven binnen de voorziene termijn, of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte leidt tot ambtshalve inkohiering van de belasting.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden als volgt verhoogd, overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 7

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen zijn er eveneens toe gehouden vrije toegang te verschaffen tot de gebouwen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten, of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die daar speciaal voor aangeduid worden, en die hun brief betreffende de aanduiding bij zich hebben, dit met het oog op het vaststellen of controleren van de belastbare basis.

Artikel 8

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 11

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

De Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

17.12.2018/A/0012 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les résidences non principales - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les résidences non principales, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser le manque à gagner lié aux personnes non domiciliées sur le territoire de la commune qui n'y paient donc pas leurs taxes additionnelles communales, tout en bénéficiant des services de la commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune

de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les résidences non principales.

Article 2

Par « résidence non principale » il faut entendre : tout logement privé, meublé ou non, dont l'usager principal (propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, occupant ou usager à titre gratuit) n'est pas inscrit pour ce logement là aux registres de la population de la commune.

Est censé disposer à tout moment d'une résidence non principale, la personne qui peut l'occuper, même d'une façon intermittente, durant l'année d'imposition.

Article 3

Le montant de la taxe est fixé à 520,00 EUR par an et par résidence.

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date à laquelle la résidence non principale a été recensée par l'administration communale et quelle que soit la date de cessation d'occupation de cette résidence.

Article 4

L'impôt est dû par la personne, inscrite ou non aux registres de la population de Molenbeek-Saint-Jean, qui :

- y occupe un logement, autre que celui dans lequel elle a établi sa résidence principale, en tant que propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, occupant ou usager à titre gratuit;
- y exerce une activité commerciale ou une profession libérale et y dispose d'un logement privé, autre que celui dans lequel elle a établi sa résidence principale, en plus des locaux destinés à l'exercice de son activité professionnelle.

L'usager principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage si elle ne peut faire la preuve de leur location à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

Les copropriétaires d'une habitation – quel que soit l'accord qu'ils aient conclu mutuellement en vue de disposer de l'habitation – sont tenus solidairement de payer la taxe.

Article 5

Sont exonérées de la taxe :

- les personnes qui ne disposent que d'une résidence sur le territoire de la commune et qui sont inscrites, avant le 31 décembre de l'exercice d'imposition, dans les registres de la population de Molenbeek-Saint-Jean, à l'adresse de cette résidence.

La date d'inscription qui sera prise en considération sera celle renseignée par le

Registre National.

- les personnes qui résident temporairement dans une institution de soins de santé ou dans un home de retraite pour y recevoir les soins médicaux exigés par leur état de santé.
- les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein pour autant qu'ils justifient de leur qualité.

Article 6

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'administration communale. Celle-ci adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 8

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans l'enrôlement de la taxe.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les résidences non principales établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 35 votes positifs, 8 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de verblijven andere dan hoofdverblijven - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de verblijven andere dan hoofdverblijven, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het moet overgegaan worden tot de compensatie van een gebrek aan een inning door de personen die niet woonachtig zijn op het grondgebied van de gemeente et die dus hun aanvullende gemeentebelastingen niet betalen, maar wel gebruikmaken van de diensten van de gemeente;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de verblijven andere dan hoofdverblijven.

Artikel 2

Onder "verblijf ander dan het hoofdverblijf" dient te worden verstaan, elke private woongelegenheden, gemeubeld of niet, waarvan de hoofdgebruiker (eigenaar, bezitter van de bloot eigendom, ouder van het vruchtgebruik, bezetter, niet-betalende bewoner) niet ingeschreven is, voor die woongelegenheden, in de bevolkingsregisters van de

gemeente.

Wordt geacht over een tweede verblijfplaats te allen tijde te beschikken, de persoon die haar kan bezetten, zelfs op een intermitterende wijze, gedurende het aanslagjaar.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 520,00 EUR per jaar en per verblijfplaats.

De belasting is verschuldigd voor gans het jaar, welke ook de datum waarop het tweede verblijf door het gemeentebestuur wordt vastgesteld en welke ook de datum van stopzetting van de bezetting van dat verblijf.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de persoon die ingeschreven is of niet in de bevolkingsregisters van Sint-Jans-Molenbeek en die :

- er een woongelegenheden bezet, ander dan zijn hoofdverblijf, als eigenaar, bezitter van de bloot eigendom, ouder van het vruchtgebruik, bezetter, niet-betalende bewoner ;
- er een commerciële activiteit of een vrij beroep uitoefent en er kan beschikken over een privé-woning, ander dan zijn hoofdverblijf, buiten de lokalen bestemd voor de uitoefening van de beroepsactiviteit.

De hoofdgebruiker van de plaatsen wordt geacht er zich het gebruik van voor te behouden indien hij de verhuring ervan aan derden of de gehele en bestendige onbezetheid ervan niet kan bewijzen.

De mede-eigenaars van een woning - en wat ook de onderlinge overeenkomst weze wat betreft het beschikken over de woning - zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 5

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- de personen die alleen van één verblijf beschikken op ons grondgebied, die vóór 31 december van het belastingjaar, in de bevolkingsregisters van Sint-Jans-Molenbeek ingeschreven zijn.

De datum van inschrijving die in aanmerking genomen zal worden is de datum aangegeven in de Rijksregisters.

- de personen die tijdelijk verblijven in een verpleeginstelling of in een rusthuis om er medische zorgen, geëist door hun gezondheidstoestand, te krijgen.
- de studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen

Artikel 6

De telling van de belastbare elementen gebeurt door de zorgen van het Gemeentebestuur.

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffend belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte

onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 8

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur, per aangetekend schrijven, te verwittigen van alle veranderingen die de invordering van de belasting zouden kunnen wijzigen.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de verblijven andere dan hoofdverblijven, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 35 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

17.12.2018/A/0013 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les panneaux publicitaires - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 publié au Moniteur Belge le 26 mai 2004 ;

Vu le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ;

Considérant que les exonérations visées par le présent règlement sont justifiées eu égard à l'intérêt général poursuivi ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les panneaux publicitaires exploités à des fins commerciales.

Article 2

Par panneau publicitaire, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert visible de la voie publique, destinée à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou par tout autre moyen à l'exclusion de celle figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- 26,00 EUR par m² / dispositif de moins de 1 m²/ an ;

- 50,00 EUR par m² / dispositif / an ;
- 75,00 EUR par m² / dispositif / an pour les dispositifs situés en ZICHEE, zone de protection d'un site classé ou espace structurant comme défini au PRAS ;
- 100,00 EUR par m² / dispositif / an pour les dispositifs placés sans autorisation ou n'ayant plus d'autorisation ;

Le taux de la taxe est calculé par m² de surface utile, c'est à dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

Pour les dispositifs publicitaires équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs publicités sur une même face, le taux de la taxe est doublé.

Lorsque la surface du dispositif publicitaire diffère de la surface publicitaire visible, la taxe est calculée sur base de la surface publicitaire visible.

Article 4

La taxe est due en entier pour toute l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a utilisation du panneau.

Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe est due principalement par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'autorisation de placement du dispositif a été donnée par l'Autorité communale compétente.

A défaut d'autorisation de placement de l'Autorité communale compétente, la taxe est mise à charge de la personne physique ou morale au nom de laquelle est établie la publicité.

Le propriétaire, personne physique ou morale, du bien bâti ou non bâti, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

Sont exonérés :

- Les panneaux installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploitent ;
- Les panneaux utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une ASBL ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
- Les panneaux placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
- Les panneaux électoraux placés par la commune.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

Le redevable est tenu, le cas échéant, de notifier à l'administration communale, les modifications, déplacements ou suppressions de panneaux intervenus en cours d'exercice.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des

accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur entièreté.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 35 votes positifs, 8 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de reclameborden - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 26 mei 2004;

Gelet op het belastingsreglement op de reclameborden gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente uiteraard bevoegdheden heeft op stedenbouwkundig en milieuvlak;

Overwegende dat de vrijstellingen bedoeld door het onderhavig reglement gerechtvaardigd worden gelet op het beoogde algemeen nut;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op reclameborden die voor commerciële doeleinden gebruikt worden.

Artikel 2

Onder reclamebord wordt iedere constructie verstaan, in om het even welk materiaal, die zich langsheen de openbare weg bevindt, of op om het even welke plaats in de open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, bestemd om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, hechting, beschildering of door gebruik van om het even welk ander middel, met uitzondering van de constructies die men aantreft als uithangborden en signalisatie van wegen, locaties en instellingen van algemeen nut, of met een toeristische bestemming;

Artikel 3

De basisbelasting wordt vastgesteld op:

- 26,00 EUR per m² / reclamebord van minder dan 1 m²/ jaar;
- 50,00 EUR per m² / reclamebord / jaar;
- 75,00 EUR per m² / reclamebord / jaar voor reclameborden die geplaatst zijn in GCHEWS, een zone ter bescherming van een geklasseerde site of structureerende ruimte zoals bepaald in het GBP;
- 100,00 EUR per m² / reclamebord / jaar voor reclameborden die aangebracht zijn zonder toestemming, of waarvoor geen toestemming meer verleend is;

Het bedrag van de belasting wordt berekend per m² van de nuttige oppervlakte, dat wil zeggen de oppervlakte die kan gebruikt worden voor reclame, met uitzondering van de omlijsting.

Voor de reclameborden voorzien van meerdere zijden met reclame, wordt het bedrag van de belasting vermenigvuldigd met het aantal zijden met reclame.

Voor reclameborden uitgerust met een systeem waarmee meerdere reclames op eenzelfde zijde achtereenvolgens worden getoond, wordt de belasting verdubbeld.

Indien de oppervlakte van het reclamebord verschillend is dan de zichtbare oppervlakte met reclame, wordt de belasting berekend op basis van de zichtbare oppervlakte met reclame.

Artikel 4

De belasting is geheel verschuldigd voor het hele lopende jaar, ongeacht sinds wanneer en tot wanneer het reclamebord gebruikt wordt.

Er wordt geen enkele vermindering of teruggave toegestaan ongeacht de reden.

Artikel 5

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in wiens naam de vergunning voor het plaatsen van het reclamebord afgeleverd werd door de bevoegde gemeentelijke overheid.

Bij gebrek aan vergunning van de bevoegde gemeentelijke overheid, wordt de belasting gevestigd ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de publiciteit aangeplakt werd.

De eigenaar, natuurlijke of rechtspersoon, van het bebouwde of niet-bebouwde goed, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

Worden vrijgesteld:

- De reclameborden die op een bepaalde plaats de uitoefening van een handel of een bedrijf aankondigen;
- De borden gebruikt voor eigen rekening, door een publiekrechtelijke persoon, door een VZW of door een instelling van openbaar nut die geen winstoogmerk nastreeft;
- De borden geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten;
- De verkiezingspanelen geplaatst door de gemeente.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de erin vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar.

De belastingplichtige betekent, in voorkomend geval, aan het Gemeentebestuur, de wijzigingen, verplaatsingen of verwijderingen van borden die in de loop van het jaar plaatsvonden.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

De belastingen die ambtshalve worden ingekohierd, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het belastingsreglement betreffende de reclameborden, ingesteld door het besluit van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 35 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

17.12.2018/A/0014 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les surfaces de bureaux - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les surfaces de bureaux, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que nonobstant les pouvoirs qui ont été confiés à la Région, les communes ont conservé toutes leurs compétences en matière d'urbanisme et de politique du logement ;

Considérant que la présente taxe poursuit des objectifs urbanistiques évidents tendant à enrayer le processus d'envahissement des bureaux, en particulier dans les zones réservées au logement ; que cette prolifération, a un impact négatif sur la sécurité des quartiers désertés par les habitants ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des bureaux ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les surfaces de bureaux installées sur le territoire de la commune.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par « bureau » : l'espace où, avec un équipement et un mobilier adéquats, l'information est susceptible d'être traitée. L'information peut être contenue non seulement dans des documents, fichiers informatiques, etc. mais également dans des échantillons ou prototypes.

Sont exonérés de la taxe :

A) les surfaces :

- exploitées dans un logement par l'occupant qui y vit et y exerce une profession d'indépendant ou une profession libérale;
- servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires et œuvres de bienfaisance ;
- occupées par les personnes de droit public, à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

B) les premiers 75 m² de la surface brute totale des bureaux.

Article 3

L'impôt a pour base la surface brute des planchers des immeubles ou parties d'immeubles utilisés aux fins définies à l'article 1^{er}.

La surface imposable est la surface brute mentionnée ci-dessus réduite de 10 % pour les dégagements et locaux de service.

Article 4

La taxe est fixée à 13,00 EUR par m² de surface imposable et par an.

Article 5

La taxe est due par l'occupant des bureaux.

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation.

Pour l'application des présentes dispositions, tout mois commencé compte en entier.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 8

En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être établie dans les dix jours.

Toute nouvelle occupation de bureaux dans le courant d'un exercice doit être déclarée dans le même délai de dix jours.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 10

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 11

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 12

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 14

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition.

Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 15

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les surfaces de bureaux, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 35 votes positifs, 8 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de kantooroppervlakten - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de kantooroppervlakten gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat, ondanks de bevoegdheden die aan het Gewest toegekend zijn, de gemeentes al hun bevoegdheden behouden hebben betreffende de stedenbouw en het woonbeleid;

Overwegende dat deze belasting duidelijke stedenbouwkundige doelstellingen nastreeft die trachten de overrompeling van kantoren tegen te gaan, in het bijzonder in de zones gereserveerd voor woonplaatsen; dat deze overrompeling een negatief effect heeft op de veiligheid van de wijken verlaten door de inwoners;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de compensatie van de verliezen die voortkomen uit de inkomsten van de opcentiemen die niet geïnd worden op de belasting van natuurlijke personen voor de personen die deze woonplaatsen zouden kunnen bezet hebben, en die als kantoor bestemd zijn;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een belasting gevestigd op de kantooroppervlakten op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement dient onder "kantoor" te worden verstaan, de ruimte waar, met behulp van een aangepaste uitrusting en meubilair, informatie wordt verwerkt. De informatie kan vervat zijn niet alleen in documenten, informatica bestanden, enz. maar eveneens in stalen of prototypen.

Worden van de belasting vrijgesteld:

A) de oppervlakten:

- uitgebaat door een bezetter in een woning waar hij leeft en waarin hij een zelfstandig of vrij beroep uitoefent;
- dienstig voor erediensten, onderwijsinstelling, hospitalen, klinieken, dispensaria en werken van liefdadigheid;
- in gebruik door publiekrechtelijke personen met uitzondering van alle oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevende of handelsdoeleinden.

B) de eerste 75 m² van de totale bruto kantooroppervlakten.

Artikel 3

De belasting heeft als basis de bruto oppervlakte van de gebouwen of gedeelte van gebouwen, gebruikt tot de oogmerken vastgesteld in artikel één.

De belastbare oppervlakte is de hierboven vermeld bruto oppervlakte, verminderd met 10 % voor de toegangs- en uitgangswegen alsook de dienstlokalen.

Artikel 4

De belasting is vastgesteld op 13,00 EUR per m² belastbare oppervlakte en per jaar.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantoren.

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

In geval van staking of het begin van ingebruikneming van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting gevestigd op basis van de effectieve maanden van ingebruikneming.

Voor de toepassing van de huidige beschikkingen wordt iedere begonnen maand aangerekend als volledige.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermeld vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 8

In geval van wijziging van de belastingbasis dient een nieuwe aangifte te gebeuren binnen de tien dagen.

Iedere nieuwe ingebruikname van kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar dient aangegeven te worden binnen dezelfde termijn van tien dagen.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur onmiddellijk te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 9

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %

- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaald; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 10

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde, daartoe speciaal aangewezen ambtenaren. Deze ambtenaren worden aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 11

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 12

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 13

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 14

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 15

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de kantooroppervlakten, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 35 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

17.12.2018/A/0015 **Département Finances**

Taxes communales - Redevance pour la communication de données à caractère personnel - Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu le règlement de la redevance pour la communication de données à caractère personnel, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-redevance;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il sera perçu une redevance de 2,50 EUR par demande de communication de données introduite par une personne physique quel que soit le nombre de traitements pour lesquels la communication des données est demandée.

Article 2

La redevance est perçue au comptant contre remise d'une quittance, soit directement, lorsque la demande est introduite au guichet, soit par versement sur le compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, lorsque la demande est adressée par courrier. Dans ce dernier cas, le montant de la redevance sera majoré de la valeur d'un timbre postal pour le retour du courrier.

Article 3

La demande écrite, datée et signée, doit être adressée au maître du fichier ou à toute autre personne désignée par le Roi.

Article 4

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement de la redevance pour la communication de données à caractère personnel établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 35 votes positifs, 8 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributie voor het verstrekken van gegevens van

persoonlijke aard - Vernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het reglement van de retributie voor het verstrekken van gegevens van persoonlijke aard, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit retributiereglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt een retributie van 2,50 EUR ingevorderd per verzoek dat door dezelfde natuurlijk persoon wordt ingediend, ongeacht het aantal verwerkingen waarvoor de mededeling van gegevens wordt gevraagd.

Artikel 2

De retributie wordt contant geïnd tegen verstrekking van een kwitantie, hetzij onmiddellijk indien de aanvraag wordt ingediend aan het loket hetzij door overschrijving op de rekening-courant van het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek als de aanvraag per post wordt ingediend. In het laatste geval zal het bedrag van de heffing verhoogd worden met de waarde van een postzegel voor het terugsturen van de zending.

Artikel 3

De schriftelijke aanvraag, gedateerd en getekend, moet aan de houder van het bestand of aan elke andere persoon aangewezen door de Koning, worden overgemaakt.

Artikel 4

Huidig reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement van de retributie voor het verstrekken van gegevens van persoonlijke aard, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 35 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

17.12.2018/A/0016 **Département Finances**

Taxes communales - Règlement-taxé portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 162 et 170, § 4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu les articles 117 et 135, § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant l'intérêt général à un bon environnement urbanistique et à la santé publique ;

Considérant que la présente taxe a notamment pour objet l'embellissement des façades et de l'espace public, y compris le versant avant des toits de biens immobiliers, visible de cet espace, sis sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant tout d'abord que l'autorité communale est en droit de recourir à la voie fiscale à l'effet d'inciter les divers opérateurs de communication d'ondes, de sons ou d'images à limiter le nombre de pylônes et de mâts qui nuisent à l'esthétique des façades ou des toits et à la santé publique ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est cependant pas exclu que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres » (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques et constituent une nuisance visuelle notoire voire une atteinte à l'esthétique des paysages urbains, dans des périmètres relativement importants, d'une part et plus particulièrement à la santé publique de la population eu égard à leur nombre ou à leur concentration dans des zones parfois restreintes d'autre part ;

Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ; que la multiplication des antennes relais constitue manifestement un trouble anormal de voisinage ;

Considérant que les communes et les propriétaires sont de plus en plus fréquemment sollicités, notamment par des sociétés qui souhaitent d'une part implanter des pylônes afin d'accueillir des antennes, de mâts ou des supports d'antennes destinés à la diffusion d'ondes, de sons ou d'images et d'autre part placer des câbles ou lignes aériennes destinés au même usage, portant atteinte à l'environnement et à la santé publique dans un périmètre relativement important ;

Considérant au surplus que les personnes physiques ou morales retirent des supports, antennes, câbles ou lignes aériennes des profits importants, soit comme opérateur soit comme propriétaire de l'immeuble ; que ces moyens financiers perçus proviennent d'une atteinte à l'intérêt général tel que défini ci-avant et qu'il est dès lors justifié que les Communes perçoivent une indemnité financière destinée à couvrir ses dépenses générales ;

Considérant de plus que l'importance des bénéfices générés par l'exploitation des

réseaux de communication de sons, d'ondes ou d'images est, de notoriété publique ; que les taux raisonnables fixés par le présent règlement-taxe sont proportionnés aux profits générés par ces diverses activités (cf. CE 10 janvier 2007 publié dans JLMBi 2007/16, page 661) ; que la commune est en droit également de taxer les activités économiques sur son territoire surtout si celles-ci portent atteintes à la santé publique ;

Considérant que la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis du 5 août 2009 a clairement indiqué que l'article 98 § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 doit être compris « comme interdisant uniquement les impositions- quelles qu'elles soient – ayant pour objet d'obtenir une contrepartie à l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de télécommunications », avec pour conséquences que des taxes portant sur l'exploitations ou la propriété de pylônes ou mâts porteurs d'antennes GSM « sont sans rapport avec l'article 98 § 2, de la loi du 21 mars 1991 »(cf. Revue de droit communal 2009/4 page 18) ; que le présent règlement-taxe n'a pour objet que de pallier les nuisances urbanistiques et environnementales subies par la commune ;

Considérant aussi que le règlement-taxe ne constitue pas une restriction au développement des réseaux de mobilophonie interdite par l'article 2.3 de la directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques ;

Considérant en effet, que l'article 2 de la directive 2002/77/CE précité reprend le régime organisé par l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés de télécommunication ;

Considérant que la Cour de justice des Communautés européennes a, dans son arrêt du 8 septembre 2005, dit pour droit que « des mesures d'ordre fiscal s'appliquant à des infrastructures de communications mobiles ne relèvent pas de l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 sauf si ces mesures favorisent, directement ou indirectement, les opérateurs disposant ou ayant disposé de droits spéciaux ou exclusifs au détriment des nouveaux opérateurs et affectent d'une façon appréciable la situation concurrentielle » ;

Considérant que dans son avis n°47.011/2/V du 5 août 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM (cf. Doc. Parl. Ch. Repr., 20087-2009, Doc 52-1867/04, page 6), la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que « puisque l'article 98, § 2 de la loi du 21 mars 1991 ne peut être interprété comme interdisant les règlements communaux visant à taxer les supports d'antennes GSM en tant que révélateurs d'une exploitation économique, il n'y a pas lieu de prévoir une disposition telle que l'article 2 en projet » (voir aussi les arrêts du CE du 10 janvier 2007 en cause SA BELGACOM MOBILE, n°s 166.441 et 166.442 ; CE 20 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.664 ; CE 21 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.702) ;

Considérant que le présent règlement-taxe respecte le principe d'égalité de traitement dans la mesure où il vise tout support, mât ou pylône de communication, de transmission ou d'émission d'ondes, d'images ou de sons sis sur les immeubles relevant du patrimoine privé des propriétaires, emphytéotes ou superficiaires ;

Considérant par ailleurs que la solidarité entre l'exploitant ou le propriétaire du mât ou du pylône d'une part et le propriétaire de l'immeuble d'autre part, se justifie dans la mesure où ces derniers perçoivent des sommes parfois très importantes pour accorder la simple autorisation d'installer ce mât ou pylône sur un immeuble ;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires de certaines installations visées par la présente taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée ;

Considérant au surplus, que la commune est tenu de respecter le principe de précaution ; que ce principe est particulièrement en cause dans le cas d'émission d'ondes pouvant entraîner des atteintes à la santé publique eu égard à la prolifération de ces antennes sur un territoire limité et plus particulièrement pour les habitants résidant sous ces antennes ;

Considérant à cet égard que le pouvoir régional a déjà pris des mesures afin de pallier aux nuisances et aux dangers de ces émetteurs d'ondes en réduisant leur capacité de nuisance ; qu'il est dès lors justifié que la commune prenne des mesures afin de réduire les nuisances visuelles occasionnées par ces mâts ou pylônes porteurs d'antennes tant en matière urbanistique, environnementale et de santé publique ;

Considérant qu'il est parfaitement légitime pour les autorités communales ne tenir compte de l'inquiétude légitime des citoyens eu égard aux controverses existantes sur les effets nocifs des antennes-relais de GSM et des antennes WI-FI ; qu'à cet égard, il y a lieu d'observer que la ville de Paris a fixé, d'après la charte signée en 2003 avec les opérateurs la limite à 2 V/m en moyenne sur 24h et le comté de Salzbourg a fixé la limite à 0,6 V/m ;

Considérant que dans le même ordre d'idées, le tribunal de grande instance de Nanterre a, dans son jugement du 18 septembre 2008 (8^{ième} chambre n° RG 07/02173), condamné la firme BOUYGUES à démonter ses antennes relais pour risques de troubles sur la santé dans la mesure où cette société n'a pu démontrer l'absence de danger pour la santé publique ;

Considérant que la cour d'appel de Versailles considère, dans son arrêt du 4 février 2009 confirmant un jugement du tribunal de grande instance de Nanterre, que l'exposition à la simple éventualité d'un danger constitue un trouble de voisinage et il prend en considération le principe de précaution pour condamner l'opérateur à des dommages et intérêts ; de même, la cour d'appel de Bordeaux avait déjà estimé, dans son arrêt du 20 septembre 2005, que la pollution visuelle induite par les antennes relais constituait un trouble anormal de voisinage (cf. aussi le jugement du 16 février 2009 du tribunal de grande instance de Carpentras) ;

Considérant ensuite que le présent règlement-taxe poursuit également toutes atteintes aux façades avant des immeubles afin d'éviter toutes nuisances urbanistiques à celles-ci ; que dans cet esprit, le présent règlement vise également le placement d'appareillage de conditionnement d'air, de publicités obsolètes ou de boîtes de connexion, de communication ou de dérivation placées sur les façades avant des immeubles afin de protéger l'esthétique de ces dernières ; que certains de ces objets sont en outre prohibés par les réglementations urbanistiques ;

Considérant cependant que les paraboles sont exemptées de la présente taxe dans la mesure où celles-ci sont déjà sanctionnées par le Règlement régional d'urbanisme et par le Règlement général de police ;

Considérant toutefois que les supports d'antennes des services de police, de taxi et des services de sécurité agréés sont exemptés de la présente taxe eu égard à l'intérêt général poursuivi ;

Considérant que les boîtes ou caissons inhérents à un système d'alarme sont également exemptés de la taxe dans la mesure où ils contribuent de manière efficace à la sécurité publique et à l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, un règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement-taxe, il y a lieu d'entendre par :

- a) Façade avant : face extérieure d'un bâtiment où se trouve l'entrée principale de ce bâtiment et étant visible depuis l'espace public par une personne se trouvant, sur l'espace public, perpendiculairement au bâtiment ;
- b) Toit : versant avant de la surface supérieure d'un bâtiment et visible de l'espace public y compris les toits plats si l'objet de la taxe est visible de l'espace public ;
- c) Espace public : partie des biens immobiliers gérés par les pouvoirs publics en raison de leur affectation principale de fait ou de droit à une fonction de voie de communication et soumis au régime de la domanialité publique de la voirie ;
- d) Dispositif technique de conditionnement d'air : tout appareil, instrument, engin ou assemblage de pièces réunis pour contribuer au fonctionnement de tout système de climatisation ;
- e) Enseigne obsolète : toute surface destinée à servir de support à des inscriptions ou desseins, sans rapport avec les activités actuelles hébergées dans le bâtiment sur lequel elle est apposée ;
- f) Pylône et mat : tout matériel ou objet permettant de supporter, de fixer ou d'attacher par un quelconque moyen tout mode de transmission, de communication, d'émission ou de réception de sons, d'ondes ou d'images ;
- g) Redevable : titulaire du droit de propriété, du droit d'emphytéose, de superficie, possesseur (ou exploitant) de l'objet constituant l'assiette de la taxe (pylône, panneau publicitaire obsolète, etc.).

Article 3

Il est établi:

1. Une taxe annuelle sur la propriété ou l'exploitation d'un pylône ou d'un mât *supportant* des antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe visible sur la façade ou sur le versant avant du toit tel que défini à l'article 1 du présent règlement ;
2. Une taxe annuelle sur les installations techniques externes de conditionnement d'air en façade avant d'un bâtiment ;
3. Une taxe annuelle sur les enseignes obsolètes fixées sur la façade avant d'un bâtiment.

Ne tombent pas sous l'application du présent règlement-taxe : les boîtes d'alarme, les paraboles, boîtes et fils d'alimentation placés par la Zone de Police Bruxelles-Ouest ou par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, les panneaux solaires placés selon la réglementation urbanistique en vigueur ainsi que les antennes des services de sécurité agréés, des services de transport en commun et de radio-transmission pour les services de taxis.

De même, les paraboles visées par le règlement régional d'urbanisme de la région de Bruxelles-capitale ainsi que les boîtiers des systèmes d'alarme ne sont pas soumis au présent règlement.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé à :

- a) 1.000,00 EUR par pylône ou mât supportant 1 seule activité visée à l'article 1, f) ci-avant et nécessitant un permis d'environnement ;

- b) 500,00 EUR par pylône ou mât supportant 1 seule activité visé à l'article 1, f) ci-avant et ne nécessitant pas de permis d'environnement ;
- c) 3.000,00 EUR par pylône ou mât supportant différentes activités visées à l'article 1, f) ci-avant et nécessitant un permis d'environnement ;
- d) 1.000,00 EUR par pylône ou mât supportant différentes activités visées à l'article 1, f) ci-avant et ne nécessitant pas de permis d'environnement ;
- e) 150,00 EUR par installation technique externe de conditionnement d'air, avec un plafond de 500,00 EUR ;
- f) 150,00 EUR par enseigne obsolète, avec un plafond de 500,00 EUR.

Article 5

La taxe sur la propriété ou l'exploitation d'un pylône ou d'un mât supportant des antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe est due solidairement par l'exploitant de ces biens et par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces biens sont placés.

La taxe sur la propriété des dispositifs techniques de conditionnement d'air et sur les enseignes obsolètes est due solidairement par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces dispositifs sont placés et par l'exploitant de ces dispositifs.

Article 6

La situation prise en compte afin de déterminer le redevable de la taxe est celle au 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de décès, la taxe est due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaire(s).

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de l'enlèvement du bien, visé à l'article 1^{er} du présent règlement, dans le courant de l'exercice.

Article 7

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 30 juin de l'exercice concerné. A défaut d'avoir reçu cette formule, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce au plus tard le 31 août de l'exercice d'imposition.

Article 8

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des éléments dont la Commune dispose.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées de 150,00 EUR. Le montant de cette majoration sera également enrôlé.

S'il y a eu fraude ou tentative de fraude ou en cas d'intention d'éluder la taxe, un accroissement de 20% sera en outre appliqué et enrôlé.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe, sans préjudice du droit pour le Receveur communal de prendre toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utile de mettre en œuvre en vue de préserver les droits de la Commune.

La réclamation de même que le recours en justice éventuel contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ne suspend pas le cours des intérêts.

Article 12

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Ce règlement remplace à partir de l'exercice 2019 le règlement de la taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belastingsreglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 162 en 170, par. 4 van de Grondwet, bij dewelke de fiscale autonomie van de gemeenten wordt bekrachtigd ;

Gelet op de artikelen 117 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het reglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek deze belasting invoert met het oog op het zich verschaffen van de financiële middelen die vereist zijn voor het uitvoeren van de opdrachten;

Overwegende het algemeen belang inzake een gezonde stedenbouwkundige omgeving en de openbare gezondheid;

Overwegende dat deze belasting voornamelijk gericht is op de verfraaiing van de gevels en de openbare ruimte, waaronder het dakschild vooraan van de gebouwen, die vanaf deze ruimte zichtbaar zijn, en die gelegen zijn op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende, allereerst, dat de gemeentelijke overheid het recht heeft om fiscale middelen in te zetten, die ertoe leiden dat de diverse operatoren op het vlak van

communicatie via geluidsgolven, klank of beelden ertoe worden aangezet het aantal pylonen en masten te beperken, die afdoen aan het esthetisch aspect van de gevels of de daken, en aan de openbare gezondheid;

Overwegende dat het evenwel niet uitgesloten is dat de gemeenten ook doelstellingen nastreven die gericht zijn op aanmoediging of ontrading, naast de financiële drijfveer, daar waar de doelstellingen die worden nagestreefd door de invoering van een belasting in eerste instantie van financiële aard zijn ; dat, volgens de Raad van State, « geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling een gemeente verbiedt om prioritair belastingen te heffen op activiteiten waarvan ze vindt dat ze meer te bekritisieren zijn dan andere, bij het invoeren van belastingen die ingevolge de toestand van haar financiën gerechtvaardigd zijn » (arrest nr. 18.368 van 30 juni 1977);

Overwegende, bovendien, dat de installaties beoogd bij de belasting bijzonder onesthetisch zijn en, binnen een eerder aanzienlijke perimeter duidelijk leiden tot visuele hinder, en zelfs het esthetisch aspect van het stadslandschap aantasten enerzijds, en meer bepaald de openbare gezondheid van de bevolking nadelig beïnvloeden, gelet op hun aantal of hun concentratie in zones die soms beperkt zijn anderzijds;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente duidelijk bevoegdheden heeft op milieuvlak en op stedenbouwkundig vlak ; dat de toename van het aantal relaisantennes duidelijk leidt tot een abnormale verstoring in de buurt;

Overwegende dat steeds vaker een beroep wordt gedaan op gemeenten en eigenaars, met name door bedrijven die, enerzijds, pylonen willen plaatsen, om er antennes, masten of draagstructuren voor antennes in aan te brengen, die bestemd zijn voor de verspreiding van geluidsgolven, klank of beelden en, anderzijds, kabels of bovengrondse leidingen willen installeren, die bestemd zijn voor een gelijkaardig gebruik, waarbij het milieu en de volksgezondheid binnen een eerder aanzienlijke perimeter nadelige gevolgen ondervinden;

Overwegende, daarenboven, dat de fysieke of rechtspersonen uit de draagstructuren, antennes, kabels of bovengrondse leidingen aanzienlijke winsten halen, hetzij als operator, hetzij als eigenaar van het gebouw ; dat deze geïnde financiële middelen voortvloeien uit een aantasting van het algemeen belang, zoals hiervoor bepaald, en dat het aldus gerechtvaardigd is dat de Gemeenten een financiële vergoeding innen, die bestemd is voor het dekken van de algemene uitgaven;

Overwegende, bovendien, dat de omvang van de winsten die voortgekomen zijn uit de uitbating van de netwerken voor communicatie van klank, geluidsgolven of beelden algemeen bekend is; dat de tarieven die redelijkerwijs met dit belastingreglement vastgesteld zijn, in verhouding zijn tot de winsten die met deze verschillende activiteiten gegenereerd worden (cf. EG 10 januari 2007, gepubliceerd in JLMBi (geïnformatiseerd tijdschrift voor Jurisprudentie voor Luik, Bergen en Brussel) 2007/16, pagina 661);

Overwegende dat de gemeente ook het recht heeft om de economische activiteiten op haar grondgebied te belasten, vooral indien deze de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Overwegende dat de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies van 5 augustus 2009 duidelijk heeft aangegeven dat artikel 98 § 2, 1^e lid van de wet van 21 maart 1991 dient te worden begrepen “als het uitsluitend verbieden van belastingen – van welke aard ook – die ten doel hebben een tegenhanger te hebben voor het privaat gebruik van het openbaar domein door de operatoren voor telecommunicatie”, wat ertoe leidt dat belastingen die betrekking hebben op de uitbating of de eigendom van pylonen of masten waaruit GSM-antennes worden ondersteund « geen verband houden met artikel 98 § 2, van de wet van 21 maart 1991 »(cf. Tijdschrift voor gemeentelijk

recht 2009/4, pagina 18); dat het huidige belastingreglement enkel ten doel heeft de hinder te verhelpen op milieuvlak en stedenbouwkundig vlak die de gemeente ondervindt;

Overwegende ook dat het belastingreglement geen beperking vormt voor de ontwikkeling van netwerken voor mobilofonie, die verboden zijn door artikel 2.3 van de richtlijn 2002/77/EG van de Commissie van 16 september 2002 betreffende de mededinging op de markten voor elektronische communicatienetwerken en -diensten;

Overwegende, immers, dat in artikel 2 van de voormelde richtlijn 2002/77/EG het systeem wordt vermeld dat wordt ingericht door artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatie ; dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, in zijn arrest van 8 september 2005, voor recht zegt dat « maatregelen van fiscale aard die van toepassing zijn op infrastructuur voor mobiele communicatie niet vallen onder het toepassingsgebied van artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 ... tenzij die maatregelen rechtstreeks of onrechtstreeks operatoren die over bijzondere of uitsluitende rechten beschikken of hebben beschikt, bevoordelen ten nadele van nieuwe operatoren, en zij de mededingingssituatie merkbaar aantasten”;

Overwegende dat de afdeling wetgeving van de Raad van State, in haar advies nr. 47.011/2/V van 5 augustus 2009 over het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven waarmee men zich richt op de mogelijkheid van het innen van belastingen op pylonen en draagstructuren voor GSM-antennes ten gunste van de gemeenten (cf. Parl. Doc. K. Volksv., 2008-2009, Doc 52-1867/04, pagina 6), heeft geoordeeld dat « aangezien artikel 98, § 2 van de wet van 21 maart 1991 niet mag worden geïnterpreteerd als een verbod op de gemeentelijke reglementen waarmee het belastingen van draagstructuren voor GSM-antennes als aanwijzing van economische uitbating wordt beoogd, niet dient te worden voorzien in een bepaling zoals ontwerp-artikel 2 » (zie ook de desbetreffende arresten van de EG van 10 januari 2007 NV BELGACOM MOBILE, nummers 166.441 en 166.442; desbetreffende EG 20 januari 2009 NV MOBISTAR, nummer 189.664; desbetreffende EG 21 januari 2009 NV MOBISTAR, nr. 189.702);

Overwegende dat bij dit belastingreglement het principe van gelijkheid van behandeling wordt gerespecteerd, voor zover iedere draagstructuur, mast of pyloon voor communicatie, transmissie of emissie van geluidsgolven, beelden of klank wordt beoogd, die zich op de gebouwen bevindt, die vallen onder het privépatrimonium van de eigenaars, erfpachters of gebruikers van de oppervlakte;

Overwegende overigens dat de solidariteit tussen de uitbater of de eigenaar van de mast of de pyloon enerzijds, en de eigenaar van het gebouw anderzijds, wordt gerechtvaardigd in zoverre deze laatsten soms aanzienlijke bedragen ontvangen voor het verlenen van een eenvoudige toestemming om deze mast of pyloon op een gebouw aan te brengen;

Overwegende dat de sociale en administratieve zetels van de bedrijven van de eigenaars van sommige installaties zoals bedoeld bij deze belasting zich niet op het grondgebied van de gemeente bevinden, en dat deze laatste uit deze vestigingen dus geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie haalt, ondanks de nadelen waarmee ze wordt geconfronteerd;

Overwegende, daarenboven, dat de gemeente het principe van voorzorg dient in acht te nemen; dat dit principe speciaal in het geding is bij emissie van geluidsgolven die de volksgezondheid nadelig kunnen beïnvloeden, gelet op de sterke toename van deze antennes op een beperkt grondgebied, en meer bepaald voor de inwoners die onder deze antennes wonen;

Overwegende in dit verband dat de regionale overheid al maatregelen heeft genomen om komaf te maken met de hinder en de gevaren waarmee deze emissie van geluidsgolven gepaard gaat, door het verminderen van de stoorcapaciteit ; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeente maatregelen neemt om de visuele hinder te beperken, die wordt veroorzaakt door deze masten of pylonen ter ondersteuning van antennes, zowel op stedenbouwkundig vlak, op milieuvlak als op het vlak van volksgezondheid ;

Overwegende dat het voor de gemeentelijke instanties volkomen legitiem is om rekening te houden met de gerechtvaardigde bezorgdheid van de burgers, gelet op de controverse rond de schadelijke effecten die uitgaan van de relaisantennes voor GSM en de WI-FI-antennes; dat in dit verband moet worden opgemerkt dat de stad Parijs, overeenkomstig het charter dat in 2003 samen met de operatoren werd ondertekend, de limiet heeft vastgesteld op een gemiddelde van 2 V/m over 24 uur, terwijl het graafschap Salzburg de limiet heeft vastgesteld op 0,6 V/m ;

Overwegende dat in deze zelfde gedachtegang, de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre, in zijn vonnis van 18 september 2008 (8^e kamer nr. RG O7/02173), de firma BOUYGUES heeft veroordeeld tot het demonteren van haar relaisantennes wegens het risico van gezondheidsstoornissen, in zoverre dat dit bedrijf het ontbreken van gevaren voor de volksgezondheid niet heeft kunnen aantonen;

Overwegende dat het hof van beroep van Versailles, in zijn arrest van 4 februari 2009, waarbij een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre wordt bekrachtigd, van oordeel is dat blootstelling aan mogelijk gevaar leidt tot verstoring van de buurt, en hierbij het principe van voorzorg in aanmerking neemt om de operator te veroordelen tot schadevergoeding; evenzo had het hof van beroep van Bordeaux in zijn arrest van 20 september 2005 al geoordeeld dat de visuele verontreiniging die met de relaisantennes optreedt, resulteerde in een abnormale verstoring van de buurt (cf. ook het vonnis van 16 februari 2009 van de rechtbank van eerste aanleg van Carpentras);

Overwegende, vervolgens, dat met dit belastingreglement ook alle schade aan voorgevels van gebouwen wordt vervolgd, om zodoende alle stedenbouwkundige hinder te voorkomen ; dat, in dezelfde geest, met dit reglement ook het aanbrengen van aircotoestellen, verouderde publiciteit of kasten voor aansluiting, communicatie of aftakking worden beoogd, die op de voorgevels van de gebouwen worden aangebracht, om deze laatste op esthetisch vlak te beschermen; dat sommige van deze voorwerpen bovendien door de stedenbouwkundige reglementering verboden zijn;

Overwegende evenwel dat de paraboolantennes vrijgesteld zijn van deze belasting, voor zover deze al goedgekeurd zijn op grond van het Regionaal Reglement van het urbanisme en het Algemeen politiereglement;

Overwegende evenwel dat de draagstructuren voor de antennes van de politiediensten, de taxidiensten en de erkende veiligheidsdiensten vrijgesteld zijn van deze belasting, gelet op het nagestreefd algemeen belang;

Overwegende dat de kasten of caissons die bij een alarmsysteem horen, eveneens vrijgesteld zijn van de belasting, voor zover ze op een efficiënte manier bijdragen tot de openbare veiligheid en het algemeen belang;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting

geheven met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavig belastingreglement, dient te worden verstaan onder:

- a) voorgevel : buitenzijde van een gebouw waar zich de hoofdingang van dit gebouw bevindt, die zichtbaar is vanaf de openbare ruimte voor een persoon die zich, verticaal ten opzichte van het gebouw, in de openbare ruimte bevindt;
- b) dak : helling vooraan die deel uitmaakt van het buitenoppervlak van een gebouw, en zichtbaar is vanaf de openbare ruimte, met inbegrip van de platte daken indien het voorwerp van de belasting zichtbaar is vanaf de openbare ruimte;
- c) openbare ruimte : gedeelte van de gebouwen die worden beheerd door de openbare instanties omwille van hun feitelijke hoofdbestemming of hun hoofdbestemming van rechtswege als verkeersweg, onderworpen aan de regeling voor het openbaar domein van het wegennet;
- d) technisch aircotoestel : ieder toestel, instrument, apparaat of geassembleerd geheel van stukken die samengevoegd zijn om bij te dragen tot de werking van om het even welk aircosysteem;
- e) verouderd uithangbord : ieder vlak dat bestemd is om dienst te doen als draagstructuur voor inscripties of patronen, zonder dat er enig verband is met de huidige activiteiten die ondergebracht zijn in het gebouw waarop dit aangebracht wordt;
- f) pyloon en mast : alle materiaal of ieder voorwerp waarmee iedere modus voor transmissie, communicatie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden met om het even welk middel kan worden ondersteund, afgesteld of aangezet ;
- g) belastingschuldige : houder van het eigendomsrecht, erfpachtrecht, opstalrecht, bezitter (of uitbater) van het voorwerp dat de grondslag van de belasting bepaalt (pyloon, camera, verouderd reclamebord, enz.).

Artikel 3

Er wordt opgesteld:

1. Een jaarlijkse belasting op de eigendom of uitbating van een pyloon of een mast die dienst doet als draagstructuur voor antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en ieder ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen, die zichtbaar zijn op de gevel of op de dakhelling vooraan, zoals omschreven in artikel 1 van dit reglement;
2. Een jaarlijkse belasting op de technische buiteninstallaties voor airconditioning op de voorgevel van een gebouw;
3. Een jaarlijkse belasting op de verouderde uithangborden die op de voorgevel van een gebouw aangebracht zijn;

Vallen niet onder de toepassing van het onderhavig belastingsreglement : de alarmkasten, parabolantennes, voedingskasten en -kabels die door de Politiezone Brussel West of de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangebracht zijn, de zonnepanelen die conform de van kracht zijnde stedenbouwkundige reglementering geplaatst zijn, en de antennes van de erkende veiligheidsdiensten, van de diensten van het openbaar vervoer en de radiotransmissie voor de taxidiensten.

Artikel 4

Het belastingtarief wordt vastgesteld op:

- a) 1.000,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor 1 enkele

- activiteit zoals bedoeld in artikel 1, f) hiervoor en waarvoor een milieuvergunning vereist is;
- b) 500,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor 1 enkele activiteit zoals bedoeld in artikel 1, f) hiervoor en waarvoor geen milieuvergunning vereist is;
- c) 3.000,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor verschillende activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, f) hiervoor en waarvoor een milieuvergunning vereist is;
- d) 1.000,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor verschillende activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, f) hiervoor en waarvoor geen milieuvergunning vereist is;
- e) 150,00 EUR per technische buiteninstallatie voor airconditioning, met een plafond van 500,00 EUR;
- f) 150,00 EUR per verouderd uithangbord, met een plafond van 500,00 EUR.

Artikel 5

De belasting op de eigendom of uitbating van een pyloon of een mast die dienst doet als draagstructuur voor antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en om het even welk ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater van deze gebouwen, en door de eigenaar van het onroerend goed waarop deze goederen aangebracht worden.

De belasting op het eigendom van de technische toestellen voor airconditioning, op de verouderde uithangborden is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar van het gebouw waarop deze toestellen worden geplaatst, en door de uitbater van deze toestellen.

Artikel 6

De toestand waarmee rekening wordt gehouden bij het bepalen wie de belasting verschuldigd is, is de toestand op 1 januari van het betrokken dienstjaar.

Bij versnippering van het eigendomsrecht ingevolge een transfer tussen levenden of wegens overlijden, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de vruchtgebruiker en de naakte eigenaar(s).

De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar, ongeacht de datum waarop het gebouw zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement in de loop van het dienstjaar weggehaald is.

Artikel 7

Het Gemeentebestuur zendt aan de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze laatste, volledig ingevuld en ondertekend, dient terug te sturen vóór de vervaldatum die op het genoemd formulier vermeld is.

De belastingplichtige die geen formulier heeft ontvangen, dient ten laatste op 30 juni van het betrokken dienstjaar om dit formulier te verzoeken. Indien de belastingplichtige dit formulier niet heeft ontvangen, dient hij bij het Gemeentebestuur alle elementen aan te geven die vereist zijn voor de belastingheffing, dit uiterlijk op 31 augustus van het belastingjaar.

Artikel 8

Niet-aangifte binnen de vastgestelde termijnen, of een niet-correcte, onvolledige, of onnauwkeurige aangifte leidt tot het ambtshalve ten kohier brengen van de belasting op basis van de elementen waarover de Gemeente beschikt.

De ten kohier gebrachte belastingen worden met 150,00 EUR vermeerderd. Het bedrag van deze vermeerdering wordt eveneens ten kohier gebracht.

Is er sprake geweest van fraude of poging tot fraude, of bij opzet van belastingontduiking wordt bovendien een verhoging met 20% toegepast en ten kohier

gebracht.

Artikel 9

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van een bezwaar moet de eiser niet rechtvaardigen waarom de belasting moet worden betaald, dit onverminderd het recht voor de gemeentelijke Ontvanger om alle conservatoire maatregelen te nemen die hij nuttig acht, met het oog op behoud van de rechten van de Gemeente.

Het bezwaar, alsook een eventuele toevlucht tot het gerecht, tegen het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen is niet opschortend ten aanzien van de lopende intresten.

Artikel 12

Bij ontstentenis van betaling van de belasting binnen de termijn is een interest op het vastgesteld tarief voor directe belastingen verschuldigd, terwijl deze interest wordt berekend per kalendermaand. Deze berekening gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldag.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het belastingsreglement betreffende enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden, ingevoerd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

17.12.2018/A/0017 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce, établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de commerces établies sur le territoire de la commune peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à leur disposition sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, ... et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour les exploitants de commerces ; qu'il est donc logique et raisonnable que ces derniers contribuent au financement des infrastructures publiques mises à leur disposition ;

Considérant que les implantations commerciales, par leur ampleur ou par la concentration de commerces, créent des désagréments pour la collectivité tels que des problèmes de stationnement de véhicules, d'insécurité sur les parkings, d'augmentation du trafic aux alentours des commerces, de chargement et de déchargement de marchandises susceptibles d'entraîner des dommages à la voirie, des zones d'insécurité ou de malpropreté ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce au sens de l'article 2 du Code de commerce, que ces actes soient posés pour le compte d'une personne physique ou accomplis pour le compte d'une personne morale et dont les bénéficiaires sont soumis à l'impôt sur les sociétés ou qui constituent pour les exploitants des bénéfices au sens du Code des impôts sur les revenus.

Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises font foi.

Sont exonérés de la taxe les établissements déjà soumis, pour le même exercice et à due concurrence, à la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, à la taxe sur les établissements bancaires, à la taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de voitures d'occasion, à la taxe sur les magasins de nuit ou à la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes de commerce sont exercés.

Le propriétaire du bien ou tout titulaire d'un droit réel, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 3

La taxe est due quelle que soit la date du début des activités. Elle est fixée proportionnellement aux mètres carrés de superficie totale des établissements commerciaux ou autres locaux bâtis visés à l'article 1er du présent règlement.

La taxe sera réduite de moitié pour les locaux dont l'exploitation a débuté après le 30 juin ou s'est terminée avant le 1^{er} juillet de l'exercice.

Elle sera établie selon les paliers suivants :

- jusqu'à 99 m² : 75,00 EUR (moitié : 37,50 EUR)
- de 100 à 199 m² : 150,00 EUR (moitié : 75,00 EUR)
- de 200 à 299 m² : 750,00 EUR (moitié : 375,00 EUR)
- 300 m² et plus : 1.500,00 EUR (moitié : 750,00 EUR)

Article 4

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 5

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 6

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 9

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 10

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 11

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 11 votes négatifs, 3 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het reglement der belasting op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de gebruikers van de oppervlaktes van de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd op het grondgebied van de gemeente, kunnen gebruikmaken van de gemeentelijke infrastructures die ter hun beschikking gesteld worden op het grondgebied van de gemeente, met inbegrip van het wegennetwerk en parken, waarvan het onderhoud een zekere en niet te onderschatten kost inhoudt, zowel wat betreft netheid als de bloemenversiering of feestdecoratie, veiligheid, verlichting, ... en dat al deze voordelen een meerwaarde vormen voor de uitbaters van deze lokalen; dat het dus logisch en redelijk is dat deze laatste bijdragen tot de financiering van de openbare infrastructures die ter hun beschikking gesteld zijn;

Overwegende dat de handelsvestigingen, door hun omvang of door de concentratie van de lokalen, ongemakken veroorzaken voor de gemeenschap zoals parkeermoeilijkheden voor de voertuigen, onveiligheid op de parkeerplaatsen, een toenemend verkeer in de omgeving van de lokalen, de in- en uitladingen die de wegen kunnen beschadigen, onveilige zones of de vervuiling;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op alle lokalen die bestemd zijn voor het verrichten van handelsdaden zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van koophandel, dat deze daden gesteld worden

voor rekening van een natuurlijke- of rechtspersoon en waarvan de voordeeltrekkende onderworpen zijn aan de belasting op de Maatschappijen of die winsten voor de uitbaters vastzetten zoals bedoeld in het Wetboek van de belasting op de inkomsten. De gegevens die in de Kruispuntbank van Ondernemingen registreert zijn, zijn rechtsgeldig.

Zijn van de belasting vrijgesteld de inrichtingen die al onderworpen zijn, voor hetzelfde dienstjaar en tot 't verschuldigd bedrag, aan de belasting op de private kringen, aan de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, aan de belasting op de bankinstellingen, aan de belasting op de opslagplaatsen van schroot, aan de belasting op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehandse voertuigen, aan de belasting op de nachtwinkels of aan de belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen verdoeding ter beschikking stellen.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon voor wiens rekening een activiteit is uitgeoefend.

De eigenaar van het goed of de houder van een zakelijk recht op het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd onverschillig de datum van begin van de activiteiten. Ze wordt vastgesteld in evenredigheid met de vierkante meters van de totale oppervlakte van de handelsinstellingen of andere bebouwde lokalen zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement.

De belasting zal tot de helft herleid worden voor de lokalen waarvan het beheer na 30 juni van start gegaan is of vóór 1 juli van het dienstjaar stopgezet werd.

Ze zal, als volgt, trapsgewijs vastgesteld worden:

- tot 99 m²: 75,00 (helft: 37,50 EUR)
- van 100 tot 199 m²: 150,00 EUR (helft: 75,00 EUR)
- van 200 tot 299 m²: 750,00 EUR (helft: 375,00 EUR)
- 300 m² en meer: 1.500,00 EUR (helft: 750,00 EUR)

Artikel 4

De belastingplichtige ontvangt, vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 5

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %

- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 6

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde, daartoe speciaal aangewezen ambtenaren. Deze ambtenaren worden aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 7

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 9

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 10

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 11

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het belastingsreglement op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid

overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

17.12.2018/A/0018 **Département Finances**

**Taxes communales - Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux -
Renouvellement pour 2019.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les agences de paris aux courses de chevaux courues à l'étranger, établies sur le territoire de la commune et autorisées dans le cadre de l'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Article 2

La taxe est fixée à 744,00 EUR par agence.

Article 3

Le redevable est taxé pour l'année entière, mais il peut introduire, avant le 1er décembre de l'année d'imposition, une demande pour revoir le calcul de la taxe proportionnellement au nombre de mois d'exploitation de l'agence, toute fraction de mois étant comptée pour un mois entier.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant de l'agence. Si l'agence est tenue pour le compte d'un tiers par un gérant ou un autre préposé, le commettant est seul considéré comme exploitant pour l'application de la taxe.

Article 5

Les personnes auxquelles la taxe est applicable sont tenues de faire déclaration à l'administration communale de l'ouverture, de la fermeture, du transfert ou de la cession d'agences dans les 15 jours de l'événement.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 6

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 7

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur entièreté.

Article 8

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 9

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 40 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 74 van het Wetboek op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen in het buitenland gelopen, gelegen in de gemeente en toegelaten in het kader van artikel 66 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Artikel 2

De belasting is vastgesteld op 744,00 EUR per agentschap.

Artikel 3

De belastingplichtige wordt voor het hele jaar belast, maar hij kan, vóór 1 december van het belastingjaar, een aanvraag indienen, om de berekening van de belasting te herzien, in evenredigheid met het aantal maanden van uitbating van het agentschap. Fracties van een maand worden als een volledige maand aangerekend.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van het agentschap. Indien het agentschap gehouden is door een beheerder of een andere aangestelde voor rekening van een derde persoon, wordt de lastgever alleen beschouwd als uitbater voor de toepassing van de belasting.

Artikel 5

De personen voor wie die belasting toepasselijk is zijn ertoe gehouden aangifte aan het gemeentebestuur te doen van de opening, de sluiting, de overbrenging of de overlating van agentschappen, binnen de vijftien dagen van de gebeurtenis.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de

belastingplichtige: geen vermeerdering

- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 6

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 7

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 8

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 9

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 40 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

17.12.2018/A/0019 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur l'affichage public - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur l'affichage public établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Attendu qu'il est nécessaire d'assurer la protection et la défense de l'environnement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe trimestrielle sur les affiches comportant de la publicité à des fins commerciales, culturelles, sociales ou sportives.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- Trimestre : la période du 01-01 au 31-03, du 01-04 au 30-06, du 01-07 au 30-09 et du 01-10 au 31-12 ;
- Publicité à des fins commerciales : toute inscription, forme ou image destinée à promouvoir des produits, des services, des marques ;
- Publicité à des fins culturelles, sociales ou sportives : toute inscription, forme, image destinée à promouvoir des produits, des services, des événements, des manifestations à caractère culturel, social ou sportif ;
- Dispositif temporaire : tout support, espace ou moyen mis en œuvre, établi, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen et qui revêt un caractère occasionnel, événementiel ou momentané.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- Affichage sur les dispositifs publicitaires privés appartenant à des agences ou à des tiers : 2,50 EUR le m² par affiche par mois.
- Affichage à des fins culturelles, sociales ou sportives : 2,50 EUR le m² par affiche par mois.

Le Collège échevinal se réserve le droit d'accorder l'exonération de la taxe sur l'affichage à des fins culturelles, sociales ou sportives lorsque l'affichage est d'intérêt général.

- Affichage sur les dispositifs temporaires : par affiche à partir de 1 m² de surface et plus, à 3,50 EUR le m² par semaine avec un montant minimum de 50,00 EUR.

Pour le calcul des surfaces imposables, toute fraction de surface est comptée pour une unité.

Les affiches qui sont exemptées du timbre de l'Etat sont exonérées de la taxe.

Article 4

La taxe est due solidairement par l'exploitant des panneaux ou mobilier urbain et par l'annonceur du message qui y figure.

Article 5

Le relevé des affichages effectués doit être transmis à l'administration communale à la fin de chaque mois.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 6

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 7

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 8

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur entièreté.

Article 9

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur l'affichage public, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 40 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de openbare aanplakking - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de openbare aanplakking gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de beveiliging en de bescherming van het leefmilieu te verzekeren;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een driemaandelijke belasting geheven op de aanplakking met commerciële, culturele, sociale of sportieve doelen.

Artikel 2

Voor de toepassing van onderhavig reglement, verstaat men onder:

- Driemaandelijks: de periode van 01-01 tot 31-03, van 01-04 tot 30-06, van 01-07 tot 30-09 en van 01-10 tot 31-12.
- Publiciteit met commercieel doeleinde: elk opschrift, elke vorm of afbeelding bestemd voor het promoten van producten, diensten, merken.
- Publiciteit met culturele, sociale of sportieve doeleinden: elk opschrift, elk vorm of afbeelding bestemd voor het promoten van producten, diensten, evenementen, manifestaties van culturele, sociale of sportieve aard.
- Tijdelijke inrichting: elke drager, ruimte of middel ingezet tot stand gebracht, ingericht of gebruikt om publiciteit te ontvangen, hetzij door aanplakking, nieten, verankering, schilderen, verven, vasthechting, projectie of elk ander middel en die een occasioneel, evenementgericht of tijdelijk karakter heeft.

Artikel 3

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op:

- Aanplakking op publicitaire inrichtingen die eigendom zijn van agentschappen of derden: 2,50 EUR per m² per affiche en per maand.
- Aanplakking met culturele, sociale of sportieve doeleinden: 2,50 EUR per m² per affiche en per maand.

Het Schepencollege behoudt zich het recht een vrijstelling van de belasting toe te kennen op aanplakkingen met culturele, sociale of sportieve doeleinden, wanneer deze aanplakkingen van algemeen nut zijn.

- Aanplakking op tijdelijke inrichtingen: per affiche van 1 m² en meer, 3,50 EUR per m² en per week met een minimal bedrag van 50,00 EUR.

Voor de berekening van de belastbare oppervlakten, zal elke fractie van een m² voor één eenheid beschouwd worden.

De aanplakbiljetten die van de Staatszegel ontheven zijn, worden van de belasting vrijgesteld.

Artikel 4

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater van de borden of van het stedelijk roerend goed en door de aankondiger van het bericht dat geplaatst wordt.

Artikel 5

De opgave van de aanplakkingen moet voor het einde van elke maand naar het gemeentebestuur overgezonden worden.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 6

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 7

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 8

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 9

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting

op de openbare aanplakking, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 40 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

17.12.2018/A/0020 **Département Finances**

**Taxes communales - Taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables -
Renouvellement pour 2019.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4, de la Constitution;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu le règlement de la taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables, établi par décision du Conseil communal du 25 février 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus ;

Considérant que les logements déclarés insalubres ou inhabitables ne satisfont pas aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité ou d'équipements ; que les immeubles de logements et logements inhabitables, insalubres, dangereux ou menaçant ruine constituent un trouble pour l'ordre public et contreviennent à l'objectif d'améliorer et d'augmenter le parc de logements ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, dont celle de garantir et d'améliorer le cadre de vie des habitants, ainsi que d'assurer son équilibre financier;

Considérant que la présente taxe vise les propriétaires indécents qui n'effectuent pas les travaux indispensables dans les logements déclarés insalubres ou inhabitables, de sorte que ces derniers ne sont plus en mesure d'être mis en location ou entraînent une dégradation du cadre de vie pour les éventuels occupants, pour le voisinage et, plus généralement, pour toute la population de la Commune;

Considérant que dans la poursuite de cet objectif, il est aussi tenu compte de la capacité contributive des propriétaires qui, malgré l'existence d'un arrêté d'inhabitabilité ou d'insalubrité, n'effectuent pas les dépenses et travaux nécessaires pour mettre fin à cette situation et, en outre, continuent à percevoir des loyers, au mépris de la décision administrative prise et des conditions de vie des occupants;

Considérant qu'il convient de tenir compte, dans les exonérations envisagées, d'une part de situations où la perception de la taxe ne se justifie pas, d'autre part des nouvelles formes d'occupation temporaire à des fins sociales et/ou humanitaires d'immeubles laissés à l'abandon et devenus inhabitables, pour autant que les conventions d'occupation temporaire portant sur ces immeubles soient encadrées par les pouvoirs publics ou par des associations reconnues par ces derniers à cet effet;

Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les logements insalubres ou inhabitables.

Sont soumis à cette taxe le ou les logement(s) déclaré(s) insalubre(s) ou inhabitable(s) tel(s) que défini(s) à l'article 2, sous réserve des causes d'exonération visées à l'article 4 du présent règlement.

Le montant de la taxe annuelle est fixé à 2.000,00 EUR par unité de logement.

Dans le cas où le redevable n'effectue pas les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté tout en poursuivant la mise à disposition du bien à des tiers à titre onéreux, le montant de la taxe est porté à 3.000,00 EUR la deuxième année de taxation et à 4.000,00 EUR à partir de la troisième année de taxation.

La taxe est due par année entière quelle que soit la date de l'arrêté visé à l'article 2, 2^e tiret.

Article 2

Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- Logement : l'immeuble ou la partie d'immeuble destiné(e) à l'habitation, ainsi que la partie d'immeuble non destinée à l'habitation (tels atelier, cave, grenier, bureau, garage) mais dont il est constaté dans les faits qu'elle est illicitement utilisée à ce titre;
- Logement insalubre ou inhabitable : l'unité ou les unités de logement faisant l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou d'inhabitabilité pris par le Bourgmestre en vertu de son pouvoir de police sur pied de l'article 135, § 2 de la Nouvelle Loi Communale, ou d'une interdiction de mise en location fondée sur l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement ;
- Unité de logement: logement ou partie de logement servant exclusivement à la vie d'un ménage ou de personnes ayant décidé de constituer une communauté de vie entre elles ; en cas de chambres louées en vertu de contrats de baux distincts à des personnes ne formant pas une communauté de vie entre elles, il y a autant d'unités de logement que de chambres distinctes ;
- Demande de permis d'urbanisme : la demande qui a fait l'objet d'une notification de la part de l'administration au demandeur signalant le caractère complet du dossier;
- Travaux qui font l'objet d'un permis d'urbanisme: les travaux et mesures requis pour l'abrogation de l'arrêté, résultant de l'arrêté lui-même ou de l'interdiction de mise en location de l'Inspection régionale du Logement, lorsque ces travaux sont en lien avec une demande et l'obtention d'un permis d'urbanisme, visant le cas échéant à la régularisation urbanistique du bien, puis réalisés en conformité avec le permis obtenu,
- Travaux qui ne font pas l'objet d'un permis d'urbanisme: les travaux et mesures requis pour l'abrogation de l'arrêté, résultant de l'arrêté lui-même ou de l'interdiction de mise en location de l'Inspection régionale du Logement, qui n'ont pas donné lieu à l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme.

Article 3

La taxe est due solidairement par la ou les personne(s) physique(s) et/ou morale(s) qui possède(nt) un droit réel sur le logement inhabitable ou insalubre au 1^{er} janvier de l'exercice.

L'enrôlement se fait au nom d'un des titulaires d'un droit réel.

Article 4

§ 1^{er} La personne qui acquiert un immeuble ou une partie d'immeuble concerné par le présent règlement peut demander à être exonérée de la taxe dans les hypothèses suivantes:

a) si les travaux à effectuer en vue de l'abrogation de l'arrêté font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme:

1. pour autant que la demande complète visée à l'article 2, 4^e tiret, soit introduite dans les 6 mois et le permis accordé dans les 12 mois de l'acte authentique d'acquisition, de l'acte de transmission de la propriété, ou du jour du décès en cas de transfert de propriété suite à une succession en faveur des héritiers réservataires et/ou légaux. Cette exonération ne vaut que pour l'exercice d'imposition au cours duquel la demande visée à l'article 2, 4^e tiret a été introduite.

2. en cas d'exécution des travaux effectués conformément au permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté sont terminés endéans les 12 mois de la délivrance du permis et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule communale du Logement, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai de 12 mois susvisé du fait de leur ampleur, l'exonération peut être accordée pour une période maximale de 3 exercices consécutifs, commençant à courir à la date de délivrance du permis, pour autant qu'un délai total de 24 mois, calculé depuis la date de délivrance du permis, ne soit pas dépassé.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure, dûment établie. Le refus de délivrance de permis d'urbanisme ne constitue en aucun cas un motif de force majeure.

b) en cas d'exécution des travaux ne faisant pas l'objet d'une demande de permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à la levée de l'arrêté sont terminés dans les 12 mois de l'acquisition telle que précisée au littéra a) 1. et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule communale du Logement, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Le cas échéant, si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai susvisé du fait de leur ampleur, le délai de réalisation des travaux peut être prolongé pour une nouvelle période de 6 mois.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure dûment établie.

§ 2 La personne titulaire d'un droit réel sur le logement concerné par le présent règlement peut demander à être exonérée de la taxe dans les hypothèses suivantes:

a) si les travaux à effectuer en vue de l'abrogation de l'arrêté font l'objet d'une demande préalable de permis d'urbanisme:

1. pour autant que la demande complète visée à l'article 2, 4^e tiret soit introduite dans les 6 mois et le permis accordé dans les 12 mois de l'arrêté. Cette exonération ne vaut que pour l'exercice d'imposition au cours duquel la demande visée à l'article 2, 4^e tiret a été introduite.

2. en cas d'exécution des travaux effectués conformément au permis d'urbanisme :
Lorsque les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté sont terminés endéans les 12 mois de la délivrance du permis et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule communale du Logement, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due

Si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai de 12 mois susvisé, du fait de leur ampleur, l'exonération peut être invoquée pour une période maximale de 3 exercices consécutifs, commençant à courir à la date de délivrance du permis, pour autant qu'un délai total de 24 mois, calculé depuis la date de délivrance du permis, ne soit pas dépassé.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure dûment établie.

b) en cas d'exécution de travaux ne faisant pas l'objet d'une demande de permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté sont terminés dans les 6 mois de l'arrêté et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule communale du Logement, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Le cas échéant, si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai de 6 mois susvisé du fait de leur ampleur, le délai de réalisation des travaux peut être prolongé pour une nouvelle période de 6 mois.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure dûment établie.

§ 3 La taxe n'est pas due:

- a. s'il est démontré que la partie d'immeuble frappée d'un arrêté d'inhabitabilité qui n'est pas affectée urbanistiquement au logement n'est manifestement plus utilisée ni aménagée comme logement, ayant retrouvé sa fonction initiale;
- b. en cas d'un arrêté résultant d'une interdiction de l'Inspection régionale du Logement, uniquement si les trois conditions cumulatives suivantes sont réunies:
 - la délivrance d'une attestation de contrôle de conformité de l'Inspection régionale du Logement n'est pas possible, soit que les travaux qui seraient nécessaires pour l'obtenir seraient disproportionnés par rapport à l'objectif à atteindre, soit que le logement ne peut structurellement être mis en conformité au Code du Logement, ce qui doit résulter d'une attestation écrite circonstanciée d'un ingénieur/architecte;
 - le logement ne présente pas ou plus de danger pour la sécurité et la salubrité publiques;
- c. si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ou gouvernemental.
- d. si l'immeuble ou la partie d'immeuble visée par l'arrêté d'inhabitabilité ou d'insalubrité fait l'objet d'une convention d'occupation précaire encadrée par les pouvoirs publics ou par un organisme reconnu par ces derniers à cet effet.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ledit formulaire. Le contribuable qui n'a pas reçu le formulaire de déclaration doit en réclamer une au plus tard le 1^{er} décembre de l'exercice d'imposition concerné.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %.

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 6

Le redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement de celle-ci, de produire tous les documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Le bien faisant l'objet de la taxation doit être rendu accessible par chacun aux représentants de l'administration, munis de leur lettre de désignation en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents communaux spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 9

Le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables établi par décision du Conseil communal du 25 février 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Pour les arrêtés antérieurs à 2016, l'exercice d'imposition 2016 est assimilé à une première année de taxation pour l'application des montants fixés à l'article 1^{er}.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 39 votes positifs, 4 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastigen - Belasting op woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn niet voldoen aan de basisvereisten inzake veiligheid, gezondheid of voorzieningen; dat de woongebouwen en onbewoonbare, ongezone, gevaarlijke gebouwen of deze die

dreigen te vervallen, een verstoring betekenen voor de openbare orde en de doelstelling om het woningenbestand te verbeteren en te verhogen overtreden;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, waaronder deze om het levenskader van de inwoners te garanderen en te verbeteren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Overwegende dat de huidige belasting de oneerlijke eigenaars beoogt die de noodzakelijke werken niet uitvoeren in de ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen, zodat deze laatste niet kunnen verhuurd worden of een verslechtering van het levenskader met zich meebrengen voor de eventuele bewoners, de buurt en, meer algemeen, voor de hele bevolking van de Gemeente;

Overwegende dat voor de voortzetting van deze doelstelling, eveneens rekening wordt gehouden met de draagkracht van de eigenaars die, ondanks het bestaan van een onbewoonbaarheids- of ongezondheidsbesluit, de nodige uitgaven en werken niet uitvoeren om een einde te stellen aan de situatie en, bovendien, huurprijzen blijven ontvangen, ondanks de genomen administratieve beslissing en de leefomstandigheden van de bewoners;

Overwegende dat bij de beoogde vrijstellingen rekening moet gehouden worden met, enerzijds de situatie waarin de inning van de belasting niet gerechtvaardigd is, en anderzijds met de nieuwe vormen van tijdelijk gebruik voor sociale en/of humanitaire doeleinden van verwaarloosde en onbewoonbaar geworden gebouwen, voor zover de gebruiksovereenkomsten met betrekking tot deze gebouwen omkaderd zijn door de openbare overheden of verenigingen erkend door deze laatste;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen.

Zijn aan deze belasting onderworpen de woning of de woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn zoals bepaald in artikel 2, onder voorbehoud van oorzaken van vrijstelling bedoeld in artikel 4 van dit reglement.

De aanslagvoet van de jaarlijkse belasting is vastgesteld op 2.000,00 EUR per wooneenheid.

In het geval de belastingplichtige de nodige werken niet uitvoert voor de opheffing van het besluit en het goed tegen betaling blijft ter beschikking stellen aan derden, wordt het bedrag van de belasting gebracht tot 3.000,00 EUR voor het tweede aanslagjaar en tot 4.000,00 EUR vanaf het derde aanslagjaar.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar ongeacht de datum van het besluit bedoeld in artikel 2, 2^{de} streepje.

Artikel 2

In de zin van dit reglement, dient verstaan te worden onder:

- Woning: het gebouw of het gedeelte van het gebouw bestemd voor

huisvesting, alsook het gedeelte van het gebouw niet bestemd voor huisvesting (zoals werkplaats, kelder, zolder, bureel, garage) waarbij in de praktijk vastgesteld wordt dat dit onrechtmatig hiervoor gebruikt wordt;

- Ongezonde of onbewoonbare woning: de wooneenheid of de wooneenheden die het voorwerp uitmaken van een ongezondheids- of onbewoonbaarheidsbesluit genomen door de Burgemeester krachtens zijn/haar politiemacht op grond van artikel 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, of een verbod tot verhuur op basis van de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 met betrekking tot de Brusselse Huisvestingscode;
- Wooneenheid: woning of gedeelte van woning die/dat uitsluitend dient voor het leven van een gezin of van personen die beslist hebben er onderling een gemeenschapsleven samen te stellen; in geval van verhuurde kamers krachtens aparte huurcontracten aan personen die onderling geen gemeenschapsleven vormen, zijn er zoveel wooneenheden als aparte kamers;
- Aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning: de aanvraag die het voorwerp heeft uitgemaakt van een betekening door het bestuur ten aanzien van de aanvrager met vermelding van de volledigheid van het dossier;
- Werken die het voorwerp uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning: de werken en maatregelen vereist voor de opheffing van het besluit, voortkomend uit het besluit zelf of het verbod op terbeschikkingstelling door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, wanneer deze werken in verband staan met een aanvraag en het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning, in voorkomend geval met als doel de stedenbouwkundige regularisatie van het goed, nadien verwezenlijk in conformiteit met de verkregen vergunning,
- Werken die geen voorwerp uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning: de werken en maatregelen vereist voor de opheffing van het besluit, voortkomend uit het besluit zelf of het verbod op terbeschikkingstelling door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, die geen aanleiding gegeven hebben tot de indiening van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 3

De belasting is solidair verschuldigd door de natuurlijke en/of morele persoon/personen houder van een zakelijk recht over de onbewoonbare of ongezonde woning op 1 januari van het dienstjaar.

De inkohiering gebeurt op naam van één van de houders van het zakelijk recht.

Artikel 4

§ 1 De persoon die een gebouw of een gedeelte van een gebouw aankoopt waar dit reglement betrekking op heeft, kan vragen om vrijgesteld te worden van de belasting bij de volgende veronderstellingen:

a. Indien de uit te voeren werken voor de opheffing van het besluit het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning:

1. voor zover de volledige aanvraag bedoeld in artikel 2, 4^{de} streepje, ingediend wordt binnen de 6 maanden en de vergunning toegekend binnen de 12 maanden na de authentieke aankoopakte, de overdrachtsakte van het eigendom, of van de dag van het overlijden in geval van eigendomsoverdracht ten gevolge van een successie ten voordele van reservataire en/of wettelijke erfgenamen. Deze vrijstelling geldt enkel voor het dienstjaar waarin de aanvraag bedoeld in artikel 2, 4^{de} streepje ingediend werd.

2. in geval van uitvoering van de werken uitgevoerd overeenkomstig de stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de werken nodig voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 12 maanden na de afgifte van de vergunning en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Gemeentelijke Huisvestingscel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

Indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn van 12 maanden, wegens hun omvang, kan de vrijstelling toegestaan worden voor een maximale periode van 3 opeenvolgende dienstjaren, die begint te lopen vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, zolang een totale termijn van 24 maanden, berekend vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, niet overschreden wordt.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld. De weigering van afgifte van de stedenbouwkundige vergunning betekent in geen geval een reden voor overmacht.

b) in geval van uitvoering van werken die geen voorwerp uitmaken van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de werken nodig voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 12 maanden na aankoop zoals nader verklaard in letter a) 1. en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Gemeentelijke Huisvestingscel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

In voorkomend geval, indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn, wegens hun omvang, kan de vrijstelling ingeroepen worden voor een nieuwe periode van 6 maanden.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van

overmacht, behoorlijk vastgesteld.

§ 2 De persoon houder van een zakelijk recht op de woning waar dit reglement betrekking op heeft kan vragen om vrijgesteld te worden van de belasting bij de volgende veronderstellingen:

a) indien de uit te voeren werken voor de opheffing van het besluit het voorwerp uitmaken van een voorafgaande aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning:

1. Voor zover de volledige aanvraag bedoeld in artikel 2, 4^{de} streepje, ingediend wordt binnen de 6 maanden en de vergunning toegekend binnen de 12 maanden na het besluit. Deze vrijstelling geldt enkel voor het dienstjaar waarin de aanvraag bedoeld in artikel 2, 4^{de} streepje ingediend werd.
2. in geval van uitvoering van werken uitgevoerd overeenkomstig de stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de werken nodig voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 12 maanden na afgifte van de vergunning en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Gemeentelijke Huisvestingscel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

Indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn van 12 maanden, wegens hun omvang, kan de vrijstelling toegestaan worden voor een maximale periode van 3 opeenvolgende dienstjaren, die begint te lopen vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, zolang een totale termijn van 24 maanden, berekend vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, niet overschreden wordt.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld.

b) in geval van uitvoering van werken die geen voorwerp uitmaken van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de nodige werken voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 6 maanden na het besluit of, en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Gemeentelijke Huisvestingscel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

In voorkomend geval, indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn van 6 maanden, wegens hun omvang, kan de termijn voor de verwezenlijking van de werken verlengd worden met een nieuwe periode van 6 maanden.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld.

§ 3 De belasting is niet verschuldigd:

- a. indien het aangetoond wordt dat het gedeelte van het gebouw met een onbewoonbaarheidsbesluit dat op stedenbouwkundig vlak niet bestemd is als woning overduidelijk niet langer gebruikt noch ingericht wordt als woning omdat het zijn initiële functie teruggevonden heeft;
- b. in geval van een besluit voortkomend uit een verbod door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, enkel indien voldaan wordt aan de drie volgende cumulatieve voorwaarden:
 - de plaatsen worden niet langer verhuurd aan of ter beschikking gesteld van derden, in welke hoedanigheid ook, ze zijn hetzij leeg hetzij bewoond door de eigenaars;
 - de afgifte van een conformiteitscontroleattest door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie is niet mogelijk, ofwel omdat de werken die nodig zouden zijn om dit te bekomen niet in verhouding zouden zijn, ofwel omdat de woning structureel gezien niet in conformiteit kan gesteld worden met de Huisvestingscode, wat moet voortvloeien uit een uitvoerig gedetailleerd attest geschreven door een ingenieur/architect;
 - de woning houdt geen of niet langer een gevaar in voor de openbare veiligheid en gezondheid;
- c. indien het gebouw in de perimeter is gelegen van een onteigeningsplan goedgekeurd bij koninklijk of regeringsbesluit.
- d. indien het gebouw of gedeelte van gebouw bedoeld in het onbewoonbaarheids- of ongezondheidsbesluit het voorwerp uitmaakt van een preciaire gebruiksovereenkomst omkaderd door de openbare overheden of een orgaan hiervoor erkend door deze laatste.

Artikel 5

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de vervaldatum van voornoemd formulier moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 1 december van het betreffende belastingjaar.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen zoals volgt:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %;
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %;

- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %;
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %;
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %.

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 6

De belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing van dit laatste, alle bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

Het goed dat het voorwerp uitmaakt van de belastingheffing moet toegankelijk zijn door iedereen aan de vertegenwoordigers van het bestuur, voorzien van hun aanstellingsbrief, om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Artikel 7

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingskohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 9

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019 het belastingsreglement betreffende de woningen die ongezonder of onbewoonbaar verklaard zijn, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

Voor de besluiten van vóór 2016, wordt het aanslagjaar 2016 gelijkgesteld met een eerste aanslagjaar voor de toepassing van de bedragen vastgesteld in artikel 1.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 39 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Taxes communales - Taxe sur les constructions et les reconstructions - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu le règlement de la taxe sur les constructions et les reconstructions établi par décision du Conseil communal du 25 février 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe sur certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme à savoir :

§1. Les actes ou travaux de construction, reconstruction et transformation de toute nature, les changements de destination ou d'utilisation d'un bien bâti, nécessitant ou non des travaux, la modification du nombre de logements dans une construction existante:

- pour toute construction destinée à l'habitation : 1,00 EUR par m² de surfaces de planchers faisant l'objet de la demande de permis.
- pour toute construction qui n'est pas destinée à l'habitation : 2,50 EUR par m² de surfaces de planchers faisant l'objet de la demande de permis.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de rénovation intérieure portant exclusivement sur une modification structurelle (impliquant une modification de structure du bâtiment au niveau des baies, murs,...) sans porter sur le changement de destination, la modification du nombre de logements, la construction de volume supplémentaire dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;

§2. Les modifications de façade portant sur tout changement de grandeur ou de proportion des vides et des pleins, tout remplacement des châssis et toute adjonction d'éléments contre les façades (enseignes, auvents, volets,...) à l'exception des habillages, peintures, cimentages et travaux d'entretien :

- 15,00 EUR par m² de superficie globale de façade modifiée.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de rénovation de

façade dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;

§3. Les travaux de démolition d'une construction :

- 0,25 EUR par m³ du volume global de la démolition.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de démolition effectués pour améliorer la perméabilité du terrain et dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;

§4. La modification de la destination ou de l'utilisation d'un bien non bâti, la modification du relief du sol (au niveau du terrain), l'utilisation habituelle d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitraille, de matériaux ou de déchets, le stationnement de véhicules, en ce compris les véhicules ou remorques destinés à des fins publicitaires, le placement d'une ou de plusieurs installation(s) mobile(s) pouvant être utilisée(s) pour l'habitation, telles que roulottes, caravanes, véhicules désaffectés, tentes :

- 1,00 EUR par m² de superficie au sol.

§5. L'abattage d'arbres :

- 25,00 EUR pour la totalité des arbres à abattre.

A l'exception du §5, le montant total de la taxe ne pourra être inférieur à 100,00 EUR. En cas de travaux ou d'actes soumis à permis d'urbanisme réalisés en infraction au Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, le montant total de la taxe sera doublé, avec un minimum de 200,00 EUR, et ce sans préjudice des sanctions prévues par le CoBAT.

En cas d'un abattage d'arbre en infraction, le montant de la taxe sera de 100,00 EUR par arbre abattu, et ce sans préjudice des sanctions prévues par le CoBAT.

En cas d'absence d'avertissement du début des travaux, le montant total de la taxe sera doublé (Art. 5 du permis d'urbanisme : le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes).

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Surface de plancher : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 mètres dans tous les locaux, ainsi que les locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts.

Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

- Superficie au sol : surface totale du terrain reprise dans la demande de permis d'urbanisme.
- Superficie globale de façade : la surface calculée en prenant en compte les largeurs et hauteurs hors-tout des éléments de façade modifiés.
- Volume global : le volume calculé en prenant en compte les mesures extérieures du bâtiment prises et les entre-axes des murs mitoyens, sous-sol et

combles compris, toutes les surfaces externes comprises. Les surfaces couvertes mais latéralement ouvertes ne sont prises en compte que si elles sont supérieures à 6 m². Ce calcul s'applique également aux volumes annexes qu'ils forment ou non corps avec le bâtiment principal. Toute fraction d'un mètre est comptée pour un mètre entier.

Article 2

La taxe est due par le bénéficiaire du permis d'urbanisme.

Si le bénéficiaire du permis d'urbanisme est une copropriété, chaque copropriétaire est redevable de la taxe selon les quotités prévues par l'acte de base de l'immeuble. Si aucune quotité n'est prévue, la taxe sera répartie proportionnellement au revenu cadastral de chaque partie d'immeuble.

L'aliénation de l'immeuble ne décharge pas les redevables originaires du paiement de la taxe à moins que le tiers acquéreur ou détenteur ait été dûment informé que le bien est frappé par la taxe et qu'il accepte expressément et sans réserve d'en être désormais l'unique redevable. A cette fin, le redevable originaire est tenu de notifier la preuve de cet accord à l'Administration communale dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de mutation de la propriété de l'immeuble, par lettre recommandée à la poste. Aussi longtemps que pareille notification n'aura pas été faite, le redevable originaire sera seul réputé redevable de la taxe.

Article 3

Le titulaire du permis avisera l'Administration communale du démarrage des travaux de mise en œuvre du permis.

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle du début des travaux.

En cas de modification de la base taxable, celle-ci devra faire l'objet d'une modification préalable du permis.

Article 4

La taxe est perçue au comptant dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement. Elle est valablement acquittée par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

A défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus, la taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 5

Sont exonérés de la présente taxe :

- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, pour les constructions affectées au logement ;
- L'État, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, citydev.brussels et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 6

Les règles relatives à l'ordonnance du 3 avril 2014 susvisée sont applicables dans leur intégralité.

Article 7

Le redevable de l'imposition peut introduire une réclamation écrite, signée et motivée, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, rue Comte de Flandre, 20 à 1080 Bruxelles dans les trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 8

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les constructions et les reconstructions établi par décision du Conseil communal du 25 février 2015 pour les exercices 2015 à 2018.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 38 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelasting - Belasting op het bouwen en herbouwen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Gelet op het belastingsreglement op het bouwen en herbouwen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een belasting geheven op bepaalde handelingen en werken onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning, namelijk:

§1. Handelingen of werken voor het bouwen, het herbouwen en transformatie van allerlei aard, veranderingen van bestemming of het gebruik van een gebouwd goed waarvoor al dan niet werken vereist zijn, wijziging van het aantal woningen in een bestaande constructie:

- voor iedere constructie die bestemd is als woonst: 1,00 EUR per m² oppervlakte van de plankenvloeren waarvoor de vergunningsaanvraag wordt gedaan,
- voor iedere constructie die niet bestemd is als woonst: 2,50 EUR per m² oppervlakte van de plankenvloeren waarvoor de vergunningsaanvraag wordt

gedaan.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de binnenhuis renovatiewerken die uitsluitend betrekking hebben op een structurele wijziging (houdende een wijziging van de structuur van het gebouw betreffende de openingen, muren, ...) zonder dat dit een wijziging inhoudt van de bestemming, van het aantal woningen, de bouw van een bijkomend volume, waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§2. Wijzigingen aan de gevel die betrekking hebben op alle wijzigingen qua grootte van, of verhouding tussen de lege en opgevulde delen, iedere vervanging van het lijstwerk, en iedere toevoeging van elementen tegen de gevels (uithangborden, luifels, luiken, ...) met uitzondering van belegstukken, schilderwerken, cementering en onderhoudswerken:

- 15,00 EUR per m² van de globale oppervlakte van de gewijzigde gevel:

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de renovatiewerken aan de gevel waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§3. Afbraakwerken van een constructie:

- 0,25 EUR per m³ van het globale afbraakvolume.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de afbraakwerken uitgevoerd om de doordringbaarheid van de grond te verbeteren en waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§4. Een wijziging van de bestemming of het gebruik van een onbebouwd goed, een wijziging van het vloerrelief (ter hoogte van het terrein), het gewoonlijk gebruik van een terrein voor het deponeren van een of meer gebruikte voertuigen, schroot, materialen of afvalstoffen, het parkeren van voertuigen, waaronder de voertuigen of bijwagens bestemd voor publicitaire doeleinden, het plaatsen van een (of meer) mobiele installatie(s) die kan/kunnen worden gebruikt om er in te wonen, zoals woonwagens, caravans, buiten dienst gestelde voertuigen, tenten :

- 1,00 EUR per m² vloeroppervlakte

§5. Het kappen van bomen:

- 25,00 EUR voor het totaal aantal te kappen bomen.

Met uitzondering van §5, kan het totale bedrag van de belasting niet lager zijn dan 100,00 EUR.

Bij werken of handelingen onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning, die een inbreuk vormen op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, wordt het totaal bedrag van de belasting verdubbeld, met een minimum van 200,00 EUR, en dit, onverminderd de sancties die vastgelegd zijn in het BWRO.

Bij het kappen van een boom in overtreding, bedraagt de belasting 100,00 EUR per gekapte boom, en dit, onverminderd de sancties voorzien door het BWRO.

Bij gebrek aan verwittiging bij aanvang van de werken wordt het totale bedrag van de belasting verdubbeld. (Art. 5 van de stedenbouwkundige vergunning : de houder van de vergunning verwittigt, via aangetekend schrijven, het College van Burgemeester en Schepenen en de afgevaardigde ambtenaar van de aanvang van de toegestane werken

of handelingen, en dit, minstens acht dagen vóór de aanvang van deze werken of handelingen.)

Voor de toepassing van onderhavig reglement, wordt verstaan onder:

- Oppervlakte van de plankenvloer : totaliteit van de oppervlakte van de overdekte plankenvloeren, en een vrije hoogte biedend van minstens 2,20 meter in alle lokalen, ook de lokalen die zich bevinden onder het niveau van de vloer, die bestemd zijn voor parkeren, als kelders, voor technische voorzieningen en als depots.

De afmetingen van de plankenvloeren worden gemeten vanaf de naakte buitenkant van de gevelmuren, daar van de plankenvloeren wordt verondersteld dat ze doorlopen, zonder rekening te houden met een onderbreking door de scheidingswanden en binnenmuren, door de bekledingen, trapzalen en liften.

- Vloeroppervlakte: totale oppervlakte van het terrein die in de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning wordt opgenomen
- Globale geveloppervlakte: de oppervlakte die wordt berekend, rekening houdend met de totale breedten en hoogten van de gewijzigde gevelelementen
- Globaal volume : het volume dat wordt berekend, rekening houdend met de maten die genomen zijn aan de buitenkant van het gebouw, en de afstand tussen de tussenmuren, kelder- en dakverdieping inbegrepen, alle externe oppervlakten inbegrepen. Met de oppervlakten die overdekt zijn, maar aan de zijkanten open zijn, wordt enkel rekening gehouden als ze groter zijn dan 6m². Deze berekening wordt ook toegepast op de bijkomende volumes, ongeacht of ze al dan niet één geheel vormen met het hoofdgebouw. Iedere breuk van een meter wordt geteld voor een volledige meter.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning.

Indien de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning een mede-eigendom betreft, is de belasting verschuldigd door iedere mede-eigenaar, volgens de verdelingen vastgesteld in de basisakte van het gebouw. Indien er geen verdelingen voorzien zijn, wordt de belasting onderverdeeld in functie van het kadastraal inkomen van ieder deel van het gebouw.

Bij vervreemding van het gebouw is er voor de oorspronkelijke verschuldigden geen kwijtschelding van betaling van de belasting, tenzij de derde verwerver of bezitter er naar behoren over ingelicht is dat er op het goed een belasting wordt geheven, en dat hij uitdrukkelijk en zonder voorbehoud aanvaardt dat hij voortaan de enige verschuldigde is. Hiervoor is de oorspronkelijke verschuldigde ertoe gehouden om binnen dertig dagen na het verlijden van de authentieke akte van mutatie van de eigendom van het gebouw via een ter post aangetekend schrijven aan het Gemeentebestuur kennis te geven van het bewijs van dit akkoord. Zolang een dergelijke kennisgeving niet heeft plaatsgevonden, is de oorspronkelijke verschuldigde als enige de belasting verschuldigd.

Artikel 3

De houder van de vergunning verwittigt het Gemeentebestuur van de aanvang van de uitvoeringswerken voor de vergunning.

De belastingplichtige dient de controle op de aanvang van de werkzaamheden te vergemakkelijken.

Bij een wijziging van de belastbare basis moet de vergunning op voorhand gewijzigd worden.

Artikel 4

De belasting wordt contant ingevorderd, binnen twee maanden na de verzending van de verwittiging. Ze wordt op geldige wijze vereffend door overschrijving op de zichtrekening van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, of tegen afgifte van een kwijting.

Bij ontstentenis van betaling binnen de hiervoor vastgestelde termijn wordt de belasting ingevoerd via kohier.

Artikel 5

Worden vrijgesteld van de huidige belasting:

- de erkende regionale of lokale ondernemingen die zich bezighouden met de bouw of verhuur van sociale woningen, voor constructies die gericht zijn op huisvesting;
- de Staat, provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, citydev.brussels en de gemeenten, bij constructies gericht op huisvesting.

Artikel 6

De regels betreffende de bovenvermelde ordonnantie van 3 april 2014 zijn in hun geheel van toepassing.

Artikel 7

De verschuldigde van de belasting kan een schriftelijk, ondertekend en gemotiveerd bezwaar indienen, dat wordt aangeboden bij het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 20, te 1080 Brussel, binnen drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 8

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op het bouwen en herbouwen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 38 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

17.12.2018/A/0022 **Département Finances**
Taxes communales - Taxe sur les emplacements dans les gares à marchandises -
Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les emplacements dans les gares à marchandises, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les hangars et tous autres emplacements occupés à quelque titre que ce soit dans l'enceinte ou sur les dépendances de la gare de l'Ouest ou de la partie de la gare de Pannenhuis située sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

La taxe est due par celui qui occupe l'emplacement dans l'enceinte ou sur les dépendances des gares à marchandises.

L'impôt dû par des sociétés, associations de fait ou communautés sera perçu à charge de celles-ci ou, à leur défaut, à charge des personnes physiques ou morales qui en font partie. Après la dissolution de ces sociétés, associations de fait ou communautés, les personnes physiques ou morales qui en faisaient partie seront solidairement débitrices de l'impôt à recouvrer. Cette solidarité est applicable dans les limites prévues dans le Code des Sociétés.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à 0,50 EUR par mètre carré de superficie imposable des emplacements occupés dans l'enceinte ou sur les dépendances des gares à marchandises.

La superficie imposable est égale :

a) pour les emplacements à découvert : aux 3/4 de la superficie stipulée dans le contrat d'occupation;

b) pour les hangars ou autres emplacements sous abri : à la superficie réelle de ces installations.

Article 4

La taxe sera établie chaque année d'après les renseignements fournis par la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Article 5

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 6

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière

d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 7

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 8

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 9

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les emplacements dans les gares à marchandises établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 38 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de ruimten gelegen in de goederenstations - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de ruimten gelegen in de goederenstations gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de hangars en alle andere ruimten bezet, ongeacht de hoedanigheid van de gebruiker, in het Weststation of in het gedeelte van het Pannenhuisstation gelegen op grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door degene die de ruimte in de goederenstations bezet. De belasting verschuldigd door vennootschappen, feitelijke verenigingen of gemeenschappen zal worden geïnd ten laste van deze, of bij gebrek ten laste van de natuurlijke- of rechtspersonen die er deel van uitmaken. Na de ontbinding van deze vennootschappen, feitelijke verenigingen of gemeenschappen zullen de natuurlijke- of rechtspersonen die er deel van uitmaakten solidair de te innen belasting verschuldigd zijn. Die solidariteit zal toegepast worden voor zover het Wetboek van Vennootschappen het beperkt.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 0,50 EUR per vierkante meter belastbare oppervlakte van de in de goederenstations gelegen ruimten;

De belastbare oppervlakte is gelijk:

- a) voor de onoverdekte ruimten: aan $\frac{3}{4}$ der oppervlakte die in het bezettingscontract bepaald is;
- b) voor de hangars en andere beschutte ruimten: aan de reële oppervlakte van die instellingen.

Er zal vermindering verleend worden van $\frac{1}{4}$ der belasting, voor het hele trimester waarin de ruimte niet bezet zal zijn.

Artikel 4

De belasting zal elk jaar vastgesteld worden volgens de gegevens van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Artikel 5

De belasting is ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 6

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 7

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 8

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 9

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de ruimten gelegen in de goederenstations, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 38 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Taxes communales - Taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III du code du logement relatif aux sanctions en cas de logement inoccupé, à modifier l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ;

Considérant que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dispose, depuis 2012, d'un service chargé de rechercher et de constater l'infraction administrative visée à l'article 23 duodecies, § 1 du Code bruxellois du Logement, cette infraction pouvant aboutir à l'infliction d'une amende administrative par le fonctionnaire dirigeant ce service ; que, par application du § 8 de ce même article, les immeubles ou parties d'immeubles inoccupés destinés au logement sont exclus du champ d'application du présent règlement-taxe ;

Vu le règlement de la taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Compte tenu du fait que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles laissés partiellement ou totalement inoccupés et d'immeubles inachevés est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat et en matière d'entrepreneuriat ;

Vu que cette situation, s'il n'y est porté remède, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier sis sur le territoire de la commune ;

Attendu qu'il convient dès lors de prendre toutes mesures utiles en vue d'amener les propriétaires ou autres titulaires d'un droit réel défaillants à exécuter les travaux de remise en état nécessaires en vue d'enrayer un processus de détérioration du patrimoine immobilier ;

Considérant que les immeubles visés par le présent règlement attirent nombre de personnes susceptibles de perturber la tranquillité et la sécurité publique ;

Considérant que cette situation occasionne un surcoût en matière de dépenses policières pour assurer au mieux la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les immeubles partiellement ou totalement inoccupés et sur les immeubles inachevés.

Article 2

1. Sont considérés comme immeubles inoccupés : les immeubles bâtis ou partie(s) d'immeuble bâti qui ne sont pas effectivement occupé(e)s ou utilisé(e)s pendant une période de 12 mois consécutifs de manière conforme à leur destination, qu'ils (elles) aient ou non fait l'objet d'une quelconque mesure de Police administrative.

On entend par :

- a) « utilisation », l'utilisation existante de fait d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti ;
- b) « destination », la destination d'un bien bâti, indiquée dans le permis de bâtir, d'urbanisme ou d'environnement.

Sans préjudice de tous autres signes démontrant son état d'inoccupation sera présumé inoccupé l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti :

- Pour lequel il n'y a pas d'inscription à la banque carrefour des entreprises pendant 12 mois consécutifs,
- Qui n'est pas garni du mobilier ou des installations indispensables à son occupation.

2. Sont considérés comme immeubles partiellement inoccupés : ceux dont certains niveaux ou parties répondent à la définition des alinéas précédents ; ils seront taxés à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement inoccupés.
3. Sont considérés comme immeubles inachevés : les immeubles dont les travaux de construction ou de transformation sont interrompus ou pour lesquels il n'y a pas d'avancement significatif depuis 12 mois, prenant cours à la date de la constatation de ces faits, par l'agent communal habilité à cette fin, pour autant que cette interruption ne résulte pas d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique ou d'un cas de force majeure. En aucun cas, le refus de permis d'urbanisme, ou l'arrêt des travaux dus à l'absence ou à la non-conformité d'un permis d'urbanisme, ne pourra être invoqué comme « résultant d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique ».

Article 3

Le taux de la taxe est fixé, que l'immeuble soit inoccupé ou inachevé, à 450,00 EUR par mètre courant de façade et par niveau inoccupé ou inachevé, autre que les caves et les combles.

Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement à front d'une de ces rues.

Si l'immeuble forme un coin, est pris en considération le plus grand développement en ligne droite, augmenté de la moitié du pan coupé ou arrondi.

Lorsque la construction ne touche à aucune rue, le taux de l'impôt est fixé à 60 EUR le m² de superficie, multiplié par niveau inoccupé ou inachevé, autre que les caves et les combles.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale qui a la qualité de titulaire du droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose sur l'immeuble concerné au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Si plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'alinéa 1er sur tout ou partie d'un immeuble partiellement ou totalement inoccupé ou inachevé, celles-ci sont tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

La taxe est due pour l'année entière à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition. En cas d'aliénation ou de transfert de la propriété d'un immeuble, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours auprès du tiers acquéreur; la taxe reste due par le titulaire du droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose sur le bien concerné au 1er janvier de l'exercice auquel se rapporte l'impôt.

Article 5

La taxe n'est pas due :

1. S'il est démontré que l'inoccupation résulte de travaux qui se déroulent et se poursuivent normalement, durant plus de 12 mois, et qui font obstacles à toute jouissance paisible des lieux. Cette exonération n'est applicable que pour 2 exercices d'imposition maximum, et devra être justifiée par la liste des travaux effectués et par la production des factures y afférentes ;
2. S'il s'agit d'un immeuble inachevé édifié sur un terrain vendu par la commune, lorsque l'acte de vente prévoit des pénalités particulières au cas où l'immeuble ne serait pas achevé dans le délai fixé contractuellement pour autant que ces pénalités particulières ne soient pas inférieures au montant de la taxe sur les immeubles inachevés ;
3. Si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ;
4. Si l'immeuble a été accidentellement sinistré et ce, uniquement pendant les 2 exercices d'imposition qui suivent le sinistre ;
5. Si l'immeuble ou la partie d'immeuble inoccupé est « destiné(e) » au logement, au sens de l'article 2, A, b) du présent règlement.
6. Si l'état d'inoccupation ou l'inachèvement résulte d'un cas de force majeure;

Les dispositions ci-dessus deviennent sans objet si, durant l'exercice d'imposition, des panneaux d'affichage sont apposés sur ou devant tout ou partie de la façade.

Article 6

L'état d'inoccupation de tout ou partie d'un immeuble ou d'inachèvement, fait l'objet d'un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin.

L'administration communale adresse au domicile ou au siège social du redevable, une copie de ce constat, ainsi qu'une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, endéans le délai mentionné sur cette formule de déclaration. Un extrait du règlement et l'évaluation, au titre de simple renseignement, du montant de la taxe qui serait due en application dudit règlement figurent sur la déclaration.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale, et ce au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

La non- déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %

- Absence de déclaration avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 7

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles susceptibles de constituer un élément imposable aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

Le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 39 votes positifs, 4 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 april 2009 ertoe strekkend een hoofdstuk V toe te voegen aan titel III van de huisvestingscode en betreffende de straffen ingeval van woningleegstand, tot wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op het feit dat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, sinds 2012, beschikt over een dienst die belast is met het opzoeken en het vaststellen van administratieve overtredingen, bedoeld in artikel 23 duodecies, § 1 van de Brusselse Huisvestingscode, en dat deze overtredingen een administratieve boete tot gevolg kunnen hebben, opgelegd door de leidende ambtenaar van deze dienst; dat, door toepassing van § 8 van ditzelfde artikel, de leegstaande gebouwen of delen ervan bestemd voor huisvesting geen deel uitmaken van het toepassingsgebied van onderhavig belastingsreglement;

Gelet op het belastingsreglement op de geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Rekening houdende met het feit dat de aanwezigheid, op het gemeentelijk grondgebied, van geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen, kan leiden tot het ontmoedigen van de initiatiefzin van de bewoners en het teweegbrengen van een proces tot veralgemeende belangeloosheid betreffende het woningbeleid en de bedrijfsactiviteiten;

Overwegende dat deze situatie, indien er niets aan gedaan wordt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend goed, gevestigd op het gemeentelijk grondgebied, tegenhoudt en in gevaar brengt;

Aangezien het dus noodzakelijk is alle nuttige maatregelen te nemen teneinde de in gebreke zijnde eigenaars of andere houders van een zakelijk recht, ertoe aan te zetten de nodige werken uit te voeren om deze gebouwen in hun oorspronkelijke staat te herstellen, teneinde beschadiging aan onroerend goed te voorkomen;

Overwegende dat de gebouwen bedoeld door onderhavig reglement veel mensen aantrekken om de openbare rust en netheid te verstoren;

Overwegende dat deze situatie een bijkomende kost met zich meebrengt wat betreft de politie-uitgaven om de veiligheid van personen en goederen te garanderen;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, met als wettelijke bekommernis een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2019, ten bate van de gemeente, een jaarlijkse belasting geheven op de geheel of gedeeltelijk leegstaande gebouwen en de onafgewerkte gebouwen.

Artikel 2

- A. Worden als leegstaande gebouwen beschouwd: de bebouwde of gedeelte(s) van de bebouwde gebouwen die niet bezet zijn of gebruikt worden gedurende een periode van 12 opeenvolgende maanden, en dit conform hun bestemming ongeacht het feit of deze het voorwerp uitmaken van om het even welke administratieve Politie maatregel;

Men verstaat onder:

- a. “gebruik”: het bestaande feitelijke gebruik van een onbebouwd goed of van één of verschillende lokalen van een bebouwd goed;
- b. “bestemming: de bestemming van een onbebouwd goed of van één of verschillende lokalen van een bebouwd goed, vermeld in de bouwvergunning, een stedenbouwkundige vergunning of een milieuvergunning.

Onverminderd alle andere tekenen die zijn staat van leegstand vertonen, wordt een bebouwd gebouw of een deel ervan als leegstaand beschouwd:

- Waarvoor gedurende 12 opeenvolgende maanden geen inschrijving bestaat in de kruispuntbank van ondernemingen;
- Het gebouw dat niet voorzien is van meubilair of van de nodige installaties voor de bezetting ervan.

B. Worden als gedeeltelijk leegstaande gebouwen beschouwd: deze waarvan sommige verdiepingen of delen beantwoorden aan de definitie in de voorgaande alinea's; deze zullen belast worden in de juiste verhouding tot de belasting op de geheel leegstaande gebouwen.

C. Worden als onafgewerkte gebouwen beschouwd: de gebouwen waarvan de bouw- of de verbouwingswerken onderbroken worden of waarvoor geen echte vooruitgang van de werken is gedurende 12 maanden, die beginnen op de datum van de vaststelling van deze feiten door de gemeentelijke gezaghebbende ambtenaar, voor zover deze onderbreking niet het gevolg is van een beslissing of een daad van de overheid of van een geval van overmacht. In geen geval kan de weigering van de stedenbouwkundige vergunning of de stoopzetting van de werken te wijten aan het gebrek of de ongeschiktheid van een stedenbouwkundige vergunning, opgeroepen worden als “het gevolg van een beslissing of een daad van de overheid”.

Artikel 3

De belastingvoet is vastgesteld op, voor zowel leegstaande als onafgewerkte gebouwen, 450 EUR per lopende meter van de gevel en per leegstaande of onafgewerkte verdieping, kelders en zolders niet inbegrepen.

Wanneer een gebouw aan twee of meerdere straten paalt, wordt de grootste gevelbreedte langs één van die straten als grondslag van de belastingrekening genomen.

Wanneer een gebouw een hoek vormt, wordt de grootste gevelbreedte in aanmerking genomen, vermeerderd met de helft van de afgesneden of afgeronde hoek.

Voor een gebouw dat niet aan een straat grenst, wordt de aanslagvoet vastgesteld op 60

EUR per m² van de oppervlakte en per leegstaande of onafgewerkte verdieping, kelders en zolders niet inbegrepen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon die houder is van het eigendomsrecht, het vruchtgebruik, de oppervlakte of de erfpacht van het betreffende gebouw op 1 januari van het belastingsjaar.

Indien meerdere personen houder zijn van de rechten opgesomd in alinea 1 van het geheel of een deel van een gedeeltelijk of geheel leegstaand of een onafgewerkt gebouw, zijn deze, gezamenlijk en onscheidbaar, gehouden tot de betaling van de belasting.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, te berekenen vanaf 1 januari van het belastingsjaar.

In geval van verkoop of overdracht van het eigendom van een gebouw, zal er geen nieuwe belasting geheven worden ten laste van de derde koper voor het lopende dienstjaar; de belasting blijft verschuldigd door de houder van het eigendomsrecht, het vruchtgebruik, de oppervlakte of de erfpacht van het goed op 1 januari van het dienstjaar waarvoor de belasting geheven wordt.

Artikel 5

De belasting is niet verschuldigd:

1. Wanneer kan aangetoond worden dat de leegstand voortkomt uit werken die er bezig zijn en dat ze op een normale wijze kunnen voortgezet worden, gedurende langer dan 12 maanden, en die hinderlijk zijn voor een vredige ingebruikname van de plaatsen. Deze vrijstelling is enkel toepasbaar op maximum 2 belastingsjaren, en moet gerechtvaardigd worden door de lijst van de uitgevoerde werken en door het voorleggen van eventuele facturen;
2. Wanneer het een onafgewerkt gebouw betreft, opgericht op een terrein verkocht door de gemeente, en wanneer de verkoopakte bijzondere straffen voorziet in geval het gebouw niet zou afgewerkt worden binnen de contractueel bepaalde termijn, voor zover deze bijzondere boeten niet minder zijn dan het bedrag van de belasting op de onafgewerkte gebouwen;
3. Wanneer het gebouw gelegen is binnen de omtrek van een onteigeningsplan, goedgekeurd door koninklijk besluit;
4. Wanneer het gebouw door een onheil getroffen wordt, en dit enkel gedurende de 2 dienstjaren volgend op het onheil;
5. Wanneer het leegstaande gebouw of een deel ervan "bestemd" is voor woning, zoals hernomen in het artikel 1, A, b) van onderhavig reglement;
6. Wanneer de leegstand of de onafgewerktheid het gevolg zijn van een geval van overmacht;

De bovenstaande bepalingen zijn niet van toepassing indien er, gedurende het belastingsjaar, aanplakkingen worden geplaatst op of vóór het geheel of een deel van de gevel.

Artikel 6

De staat van leegstand van het geheel of een deel van het gebouw of de onafgewerktheid, maakt het voorwerp uit van een vaststelling uitgevoerd door een hiervoor bevoegde gemeentelijke ambtenaar.

Het gemeentebestuur betekent, naar de woning of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige, een kopie van deze vaststelling alsook een aangifteformulier dat deze moet terugsturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, binnen de termijn vermeld op dit aangifteformulier. Een uittreksel van het reglement en de schatting, enkel ter informatie, van het bedrag van de belasting dat verschuldigd zal zijn als toepassing van

onderhavig reglement staan vermeld op dit aangifteformulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingsjaar.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier worden gebracht, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %.

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt, deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 7

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de heffing van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen voor de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van een aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen op onderhavig reglement worden vastgesteld door de beëdigde en daartoe speciaal aangewezen ambtenaren door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 11

De bezwaarindiener moet de betaling van de belasting niet aantonen. Het indienen van een bezwaar schorst echter de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2019 het reglement van de belasting op geheel of gedeeltelijk onbewoonde en de onafgewerkte gebouwen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 39 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

17.12.2018/A/0024 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les emplacements de parking - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les emplacements de parking, établi par décision du Conseil communal du 20 avril 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;

Considérant que la commune a jugé nécessaire d'établir une taxe sur les emplacements de parking accessibles au public, de manière à pouvoir se procurer des recettes supplémentaires destinées à financer ses dépenses ;

Considérant que les exploitants d'emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou, plus généralement, économique peuvent faire bénéficier leurs utilisateurs de toutes les infrastructures communales mises à leur disposition, en ce compris les voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable pour la commune ; que ces avantages constituent une plus-value pour les exploitants de ces emplacements de parking ; qu'il est donc logique et raisonnable que ces derniers contribuent au financement des infrastructures publiques mises à leur disposition ;

Considérant toutefois qu'il y a lieu d'exonérer de la présente taxe les parkings exploités ou gérés par des personnes morales de droit public ou par des personnes qui poursuivent une finalité sociale, bénévole ou philanthropique étant donné que leur

situation est objectivement différente de celle des entreprises poursuivant un but lucratif, de par la nature des activités, de leur financement et des règles qui les régissent ; que l'autorité communale n'entend pas entraver des missions d'intérêt général ou d'utilité publique ;

Considérant que la commune entend assigner à la présente taxe un objectif accessoire de mobilité visant à inciter les exploitants d'emplacements de parking à une utilisation optimale desdits emplacements et ce par le biais d'une réduction de la taxe en cas de partage des emplacements de parking au bénéfice des riverains qui en ont besoin en dehors des heures d'ouverture normales des entreprises ou commerces ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice 2019, une taxe sur les emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou desservant des bureaux ainsi que sur l'exploitation commerciale d'emplacements de parking.

La taxe établie par le présent règlement ne concerne pas le stationnement sur la voirie publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- "emplacement de parking", une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil, soit de personnes qui y travaillent, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs;

- "emplacements de parking exploités commercialement": emplacements de parking exploités par une personne physique ou morale lorsqu'ils sont exclusivement réservés à une personne, de manière ininterrompue, moyennant contrepartie pécuniaire.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant des emplacements de parking.

Article 4

La taxe est due indépendamment d'une utilisation effective des emplacements de parkings.

Elle est calculée en fonction du nombre d'emplacements et est due à partir du 6ème emplacement de parking.

Article 5

Le taux annuel de la taxe est fixé à 75,00 EUR par emplacement de parking.

La taxe est due au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

Article 6

Une réduction de 50 % du taux par emplacement est accordée aux personnes physiques ou morales qui exploitent des emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou desservant des bureaux lorsqu'elles mettent leurs emplacements de parking à disposition des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur entreprise ou de leur commerce et ce pendant au moins 10 heures consécutives.

Cette réduction porte exclusivement sur les emplacements mis à disposition des riverains en dehors des heures d'ouverture normales des entreprises ou commerces.

Le redevable devra indiquer, sur le formulaire de déclaration visé à l'article 8, le nombre d'emplacements de parking mis à disposition de riverains et produire, à l'appui de sa déclaration, une copie de la ou des conventions qu'il aura conclue(s) avec un ou plusieurs riverains pour la mise à disposition desdits emplacements.

La réduction prévue au présent article ne sera en aucun cas applicable aux emplacements de parking exploités commercialement, tels que définis à l'article 2.

Article 7

Sont exonérés de la présente taxe :

-les parkings utilisés ou exploités par les personnes morales de droit public lorsqu'ils relèvent du domaine public ou reçoivent une affectation de service public, eu égard à la jurisprudence de la Cour de Cassation ;

-les parkings exploités ou gérés par des personnes morales de droit public ou par des personnes qui poursuivent une finalité sociale, bénévole ou philanthropique, à l'exception des parkings exploités par des personnes poursuivant un intérêt strictement personnel ou lucratif.

Sont également exonérés de la taxe:

-les emplacements pour handicapés avec un maximum de :

- 1 emplacement pour des parkings de 1 à 10 emplacements
- 2 emplacements pour des parkings de 11 à 20 emplacements
- 4 emplacements pour des parkings d'une capacité supérieure à 20 emplacements

-les emplacements pour voitures électriques avec borne pour recharger.

Article 8

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné et de la renvoyer selon les mêmes modalités que celles énoncées ci-dessus. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'administration communale dans les 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

Article 9

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou

imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

En cas de taxation d'office, la taxe est établie sur la base des données dont la commune dispose.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 50% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office

Article 10

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 11

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 12

La taxe est payable dans les 2 mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 15

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les emplacements de parking, établi par décision du Conseil communal du 20 avril 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 1 vote négatif, 13 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de parkeerplaatsen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de parkeerplaatsen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 april 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid, in het kader van haar fiscale autonomie

en onder toezicht van de toezichhoudende overheid, de elementen dient te bepalen van belastingheffingen die ze vestigt, hetzij de grondslag en het tarief van de heffingen waarvan ze de noodzakelijkheid waarneemt in verband met de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, onder voorbehoud opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om aan de gemeentes te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Overwegende dat de gemeente het nodig achtte een belasting te heffen op de parkeerplaatsen toegankelijk aan het publiek, teneinde zich bijkomende inkomsten te verschaffen bestemd voor de financiering van haar uitgaven;

Overwegende dat de uitbaters van de parkeerplaatsen verwant aan een commerciële, industriële, ambachtelijke of, meer algemeen, economische activiteit, hun gebruikers kunnen laten genieten van alle gemeentelijke infrastructures ter hun beschikking gesteld, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een bepaalde en niet te verwaarlozen kost voorstelt voor de gemeente; dat deze voordelen een meerwaarde betekenen voor de uitbaters van deze parkeerplaatsen; dat het dus logisch en redelijk is dat deze laatsten bijdragen tot de financiering van de ter hun beschikking gestelde openbare infrastructures;

Overwegende evenwel dat er moet overgegaan worden tot vrijstellingen voor deze belasting van de parkings uitgbaat of beheerd door publiekrechtelijke rechtspersonen of door personen met een maatschappelijk, vrijwillig of liefdadig doel, aangezien hun situatie objectief gezien verschillend is dan deze van de ondernemingen met winstgevend oogmerk, door de aard van de activiteiten, hun financiering en regelgevingen; dat de gemeentelijke overheid de missies van algemeen belang of openbaar nut niet wenst te belemmeren;

Overwegende dat de gemeente een bijkomende doelstelling van mobiliteit wil toewijzen aan deze belasting, bedoeld om de uitbaters van parkeerplaatsen aan te sporen om optimaal gebruik te maken van deze plaatsen, en dit, via een vermindering van de belasting in geval van de verdeling van de parkeerplaatsen ten voordele van de bewoners die ze nodig hebben buiten de normale openingsuren van bedrijven of handelszaken.

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2019, een belasting geheven op de parkeerplaatsen verwant aan een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of voor het gebruik van kantoorgebouwen alsook op de commerciële uitbating van parkeerplaatsen.

De belasting gevestigd door dit reglement betreft niet het parkeren op de openbare weg.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement, dient verstaan te worden onder:

- “parkeerplaats”, een afgebakende oppervlakte bestemd voor het parkeren van een gemotoriseerd voertuig, gelegen in een gesloten ruimte of in de open lucht,

op of in een onroerend goed, gratis of tegen betaling ter beschikking gesteld door iedere natuurlijke of rechtspersoon en bedoeld voor het onthaal, hetzij van personen die er werken, hetzij van klanten, hetzij van leveranciers, hetzij van bezoekers;

- “commercieel uitgebate parkeerplaatsen”: parkeerplaatsen uitgbaat door een natuurlijke of rechtspersoon wanneer deze uitsluitend voorbehouden zijn aan één persoon, ononderbroken, in ruil voor een geldelijke compensatie.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de parkeerplaatsen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd onafhankelijk van een effectief gebruik van de parkeerplaatsen.

Ze wordt berekend in functie van het aantal plaatsen en is verschuldigd vanaf de 6^{de} parkeerplaats.

Artikel 5

De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 75,00 EUR per parkeerplaats.

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in haar geheel voor het hele jaar. Ze kan niet opgesplitst worden, verhoudingsgewijs of niet, tussen de gedeeltes van het jaar.

Artikel 6

Een vermindering van 50 % van de aanslagvoet per plaats wordt toegekend aan natuurlijke of rechtspersonen die parkeerplaatsen uitbaten verwant aan een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of voor het gebruik van kantoorgebouwen wanneer ze hun parkeerplaatsen ter beschikking stellen van de bewoners buiten de normale openingsuren van hun bedrijf of handelszaak, en dit, gedurende minstens 10 opeenvolgende uren.

Deze vermindering betreft uitsluitend de plaatsen ter beschikking gesteld van de bewoners buiten de normale openingsuren van bedrijven of handelszaken.

De belastingplichtige moet op het aangifteformulier bedoeld in artikel 8, het aantal parkeerplaatsen vermelden die ter beschikking gesteld zijn van de bewoners en, ter ondersteuning van zijn aangifte, een kopie bezorgen van de overeenkomst(en) die hij heeft afgesloten met één of meerdere bewoners voor de terbeschikkingstelling van de voornoemde plaatsen.

De vermindering voorzien in dit artikel zal in geen geval van toepassing zijn op de commercieel uitgebate parkeerplaatsen, zoals beschreven in artikel 2.

Artikel 7

- Worden vrijgesteld van deze belasting:

- de parkings gebruikt of uitgebaat door publiekrechtelijke rechtspersonen wanneer deze behoren bij het openbaar domein of een bestemming van openbare dienstverlening krijgen, gezien de rechtspraak van het Hof van Cassatie;
- de parkings uitgebaat of beheerd door publiekrechtelijke rechtspersonen of door personen met een maatschappelijk, vrijwillig of liefdadig doel, uitgezonderd de parkings uitgebaat door personen die een uitsluitend persoonlijk of winstgevend belang beogen.

- Worden eveneens vrijgesteld van de belasting:

- de parkeerplaatsen voor gehandicapte personen met een maximum van:

- 1 parkeerplaats voor de parkings met 1 tot 10 plaatsen
- 2 parkeerplaatsen voor de parkings met 11 tot 20 plaatsen
- 4 parkeerplaatsen voor de parkings met een grotere capaciteit dan 20 plaatsen

- de parkeerplaatsen voor elektrische wagens met een oplaadpunt.

Artikel 8

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die vermeld op voornoemd formulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is ertoe gehouden om er één aan te vragen, ten laatste op 31 december van het betreffende dienstjaar, en dit terug te sturen volgens dezelfde modaliteiten hierboven aangegeven. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Elke wijziging van de belastbare basis dient betekend te worden aan het gemeentebestuur binnen de 10 werkdagen die op de genoemde wijziging volgen.

Artikel 9

Het niet aangeven binnen de voorziene termijn, of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte leidt tot ambtshalve inkohiering van de belasting.

In geval van ambtshalve inkohiering, wordt de belasting opgesteld op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 50% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 10

De belastingplichtige is ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, met name door de levering van alle documenten en inlichtingen die hem hiervoor zouden gevraagd worden.

Artikel 11

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 12

De belasting dient betaald te worden binnen de 2 maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrestvoet wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift dient schriftelijk, ondertekend en gemotiveerd ingediend te worden, en, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzenddatum van het aanslagbiljet.

Artikel 14

De regels betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn toepasbaar in hun geheel.

Artikel 15

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de parkeerplaatsen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 april 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 13 onthoudingen.

17.12.2018/A/0025 **Département Finances**
Taxes communales - Taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés à la vente en Belgique ou à l'exportation - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés à la vente en Belgique ou à l'exportation, établi par décision du Conseil communal du 25 janvier 2017 pour les exercices 2017 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant la jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres ou dont elle estime le développement nuisible (voir CE, 5 octobre 2004, n°135.709 ; CE, 18 avril 2008, n°182.145) ;

Considérant que le type d'activité visé par le présent règlement porte atteinte à

l'environnement et engendre des charges supplémentaires, notamment en matière de maintenance et de sécurisation des voiries et de renforcement de surveillance policière, sans qu'il y ait une contrepartie financière ;

Considérant que dans l'exercice de son autonomie fiscale reconnue par la Constitution, la commune choisit librement les taxes qu'elle entend lever ou augmenter ;

Considérant qu'il est équitable que ces entreprises contribuent au redressement financier de la commune ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés soit à la vente en Belgique soit à l'exportation.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion », les commerces, dépôts et autres espaces, bâtis ou non, visibles ou non de la voie publique, dans lesquels une activité liée principalement au commerce de véhicules d'occasion est susceptible d'être exercée, sans que ces lieux soient nécessairement munis de l'équipement et du matériel adéquats.

Article 3

La taxe a pour base la surface brute (aires d'exposition, de manœuvres, de triage, de traitement, de stockage, ... etc.), située dans les locaux ou sur les terrains non entièrement clos ou en plein air, utilisés pour exercer l'activité visée à l'article 1er du présent règlement.

A défaut de preuve contraire, les renseignements repris dans les fichiers du Cadastre et dans les relevés régionaux de situation existante du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) font foi.

Article 4

La taxe est due annuellement et fixée à 24,00 EUR par m² de surface brute telle que mentionnée ci-dessus ;

Article 5

La taxe est due par l'exploitant. Le propriétaire, personne physique ou morale, du bien bâti ou non bâti, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

En cas de cessation ou de début d'activités, en cours d'exercice, la taxe est établie sur la base du nombre effectif de mois d'exploitation. Pour l'application des présentes dispositions, toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés à la vente en Belgique ou à l'exportation, établi par décision du Conseil communal du 25 janvier 2017 pour les exercices 2017 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 39 votes positifs, 4 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij

voor de export - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij voor de export gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 januari 2017 voor de dienstjaren 2017 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, waaronder deze om het levenskader van de inwoners te garanderen en te verbeteren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Overwegende dat de rechtspraak van de Raad van State volgens dewelke geen wettelijke of reglementaire bepaling een gemeente verbiedt, wanneer ze een belasting opstelt die gerechtvaardigd is door de staat van haar financiën, om deze prioritair te doen dragen op activiteiten die ze als meer betwistbaar acht dan andere of waarvan ze de ontwikkeling nadelig vindt (zie EG, 5 oktober 2004, nr.135.709; EG, 18 april 2008, nr.182.145);

Overwegende dat dit soort activiteit het milieu aantast en extra lasten veroorzaakt, in het bijzonder wat betreft het behoud en de veiligstelling van het wegennetwerk en de versterking van het politietoezicht, zonder dat er een financiële tegenprestatie is;

Overwegende dat bij de uitoefening van haar fiscale autonomie erkend door de Grondwet, de gemeente vrij de belastingen kiest die ze wenst te heffen of te doen toenemen;

Overwegende dat het aangewezen is dat deze ondernemingen bijdragen tot het herstel van de gemeentelijke financiën;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij voor de export.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement dient onder “bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen” te worden verstaan, de handels, opslagplaatsen of andere ruimte, gebouwd of niet, zichtbaar van de openbare weg of niet, waarin een activiteit voornamelijk in verband met de handel van tweedehands voertuigen uitgeoefend kan worden, met of zonder behulp van een aangepaste uitrusting en materiaal.

Artikel 3

De belasting heeft als basis de bruto oppervlakte (areaal van uitstalling, manoeuvres,

opslaan, sorteren, bewerking, ...enz.), gelegen in lokalen of op gronden niet volledig omheind of in openlucht gelegen, gebruikt tot de oogmerken vastgesteld in artikel 1. Bij gebrek aan tegenstrijdig bewijs, zijn de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster en in de bestaande situatie van de Gewestelijke Grond Bestemmingsplan rechtsgeldig.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd en vastgesteld op 24,00 EUR per m² van de bruto oppervlakte zoals hierboven vermeld.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De eigenaar, natuurlijke of rechtspersoon, van het goed bebouwd of niet, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

In geval van beëindigen of van begin van activiteit, in de loop van het dienstjaar, zal de belasting op basis van de effectieve maanden van exploitatie vastgesteld worden. Bij de toepassing van deze bepalingen worden alle fracties van een maand als een volledige maand aangerekend.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 7

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 11

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij voor de export, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 januari 2017 voor de dienstjaren 2017 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 39 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

17.12.2018/A/0026 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés, établi par décision du Conseil communal du 27 mai 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés ainsi que les appareils distributeurs automatiques de billets de banques installés ou placés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux

politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur :

1) les établissements bancaires et assimilés.

2) les appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque.

Article 2

Par "établissements bancaires et assimilés", il y a lieu d'entendre les structures dans lesquelles des personnes, physiques ou morales, se livrent, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Par « appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque », il y a lieu d'entendre les appareils permettant d'effectuer des opérations de retrait et/ou de dépôt de billets de banque, les distributeurs automatiques de courrier et les appareils de « self banking ».

Article 3

La taxe est due :

1. pour les établissements bancaires et assimilés : par la personne physique ou morale à l'intervention de laquelle l'établissement bancaire ou assimilé est installé sur le territoire de la commune et/ou au nom de laquelle il est exploité.
2. pour les appareils automatiques : par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient le ou les appareil(s) automatique(s).

Article 4

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. 3.400,00 EUR par an par établissement bancaire ou assimilé.
2. 4.000,00 EUR par an par appareil automatique.

La taxe est due pour la totalité de l'année d'imposition, quel que soit le moment de l'ouverture ou de la fermeture de l'établissement bancaire ou assimilé ou du placement de l'appareil automatique.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou

imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 8

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés, établi par décision du Conseil communal du 27 mai 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 38 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikels 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen alsook de automatische verdeelapparaten van bankbiljetten geïnstalleerd of geplaatst op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten inzake de openbare veiligheid waarvan de financiering ten laste van de gemeentes is;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op:

- 1) de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen.
- 2) de automatische apparaten voor alle bankverrichtingen.

Artikel 2

Onder "bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen" dient te worden verstaan de structuren waarin natuurlijke of rechtspersonen die, als hoofd- of bijzaak, zich bezighouden met het beheer van de fondsen en/of kredieten, in welke vorm ook.

Onder "automatische apparaten voor alle bankverrichtingen" dient te worden verstaan apparaten voor afname en/of storting van bankbiljetten, de automatische verdelers voor briefwisseling en de apparaten van "self banking".

Artikel 3

De belasting is verschuldigd:

1. voor de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen: door de natuurlijke of de rechtspersoon door wiens tussenkomst de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling geïnstalleerd is op het grondgebied van de gemeente en/of op wiens naam deze uitgebaat wordt.
2. voor de automatische apparaten: door de beheerder van de bank- of daarmee

gelijkgestelde instelling aan wie het automatische apparaat/de automatische apparaten behoort/behoren.

Artikel 4

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

1. 3.400,00 EUR per jaar per bank- of daarmee gelijkgestelde instelling.
2. 4.000,00 EUR per jaar per automatisch apparaat.

De belasting is verschuldigd voor het hele aanslagjaar, ongeacht het moment van de opening of de sluiting van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling of de plaatsing van het automatische apparaat.

Artikel 5

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 6

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekende brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 8

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2019 het reglement van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 38 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

17.12.2018/A/0027 **Département Finances**

Taxes communales - Redevance sur les droits de place sur les marchés - Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le règlement communal relatif aux activités ambulantes – marchés ;

Vu le règlement fixant la redevance sur les droits de place sur les marchés établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-redevance;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1 :

Il sera perçu une redevance communale pour le droit d'usage d'un emplacement sur les marchés publics organisés sur la voie publique.

Article 2 :

Les tarifs des droits de place sont fixés comme suit :

a. **marché du dimanche** de la Place Communale et alentours :

5,50 EUR le mètre courant d'occupation pour les marchands abonnés ;

6,00 EUR le mètre courant d'occupation pour les marchands occasionnels.

b. **marché du mardi** de la place de la Duchesse de Brabant et alentours:

par jour : 6,00 EUR le mètre courant d'occupation pour les marchands abonnés;

par jour: 6,50 EUR le mètre courant d'occupation pour les marchands occasionnels;

par abonnement trimestriel payable anticipativement : 10 % d'escompte.

c. **marché du jeudi** de la Place Communale et alentours :

par jour : 6,50 EUR le mètre courant d'occupation pour les marchands abonnés;

par jour: 7,00 EUR le mètre courant d'occupation pour les marchands occasionnels;

par abonnement trimestriel payable anticipativement : 10 % d'escompte.

Article 3 :

La redevance est due par le titulaire de l'autorisation prévue au chapitre 1er du règlement communal relatif aux activités ambulantes - marchés.

Les abonnements trimestriels sont payables au plus tard le vingt du mois précédent le trimestre auquel ils se rapportent, entre les mains du Receveur communal ou par virement sur le compte de l'Administration Communale, suivant les dispositions du règlement communal relatif aux activités ambulantes - marchés.

Les droits, par jour, sont perçus au comptant contre quittance.

Article 4 :

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement fixant la redevance sur les droits de place sur les marchés établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributie op de standplaatsrechten op de markten - Vernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de ambulante activiteiten – markten;

Gelet op het reglement tot vaststelling van de retributie op de rechten op een standplaats op de markten gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16

december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Overwegende dat het nodig is om deze belastingsreglement te vernieuwen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Er wordt een gemeentelijke retributie ingevorderd op het recht op een standplaats op de openbare markten georganiseerd op de openbare weg.

Artikel 2:

De tarieven van de rechten op een standplaats worden vastgesteld als volgt:

a. **Zondagsmarkt** op de Gemeenteplaats en omgeving:

5,50 EUR per bezette lopende meter voor de geabonneerde handelaars

6,00 EUR per bezette lopende meter voor de occasionele handelaars.

b. **Dinsdagsmarkt** op het Hertogin van Brabantplein en omgeving:

per dag : 6,00 EUR per bezette lopende meter voor de geabonneerde handelaars

per dag : 6,50 EUR per bezette lopende meter voor de occasionele handelaars

per driemaandelijks abonnement voorafgaandelijk te betalen : 10 % disconto.

c. **Donderdagsmarkt** op de Gemeenteplaats en omgeving:

per dag : 6,50 EUR per bezette lopende meter voor de geabonneerde handelaars

per dag : 7,00 EUR per bezette lopende meter voor de occasionele handelaars

per driemaandelijks abonnement voorafgaandelijk te betalen : 10 % disconto.

Artikel 3 :

De retributie is verschuldigd door de titularis van de toelating zoals voorzien in hoofdstuk 1 van het gemeentelijk reglement van 24 juni 2015 betreffende de ambulante activiteiten – markten.

De driemaandelijkse abonnementen zijn betaalbaar ten laatste de twintigste van de maand voor het kwartaal waarop zij betrekking hebben, in de handen van de gemeenteontvanger of per storting op de rekening van het Gemeentebestuur, volgens de beschikkingen van het gemeentelijk reglement betreffende de ambulante activiteiten – markten.

De rechten, per dag, zijn contant ingevorderd tegen afgifte van een kwitantie.

Artikel 4:

Dit reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement tot vaststelling van de retributie op de rechten op een standplaats gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

17.12.2018/A/0028 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur les magasins de nuit - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu le règlement de la taxe sur les magasins de nuit, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que les magasins de nuit engendrent des nuisances sonores pour les habitants et des troubles à l'ordre public, de nature à causer un surcoût de travail pour les forces de l'ordre et les services communaux ; qu'il est dès lors légitime de faire contribuer spécialement les exploitants de ce type de commerces au financement des missions de la commune ;

Considérant qu'il existe une communauté d'intérêts entre le propriétaire et le locataire de tels biens et que celle-ci justifie qu'ils soient tenus solidairement au paiement de la taxe instaurée par le présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe d'ouverture et une taxe mensuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « magasin de nuit » : un magasin qui vend des produits d'alimentation générale, d'entretien ou de boissons sous quelque forme ou conditionnement que ce soit, ouvert entre 21h00 et 7h00.

Article 3

Le taux de la taxe d'ouverture est fixé à 10.000,00 EUR et est dû à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit tel que défini à l'article 2 du présent règlement. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux de la taxe mensuelle est fixé à 200,00 EUR par mois par magasin de nuit avec un maximum de 2.000,00 EUR par an.

La taxe d'ouverture est due pour la totalité de l'exercice, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe mensuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises et celles reprises dans les fichiers du Cadastre font foi.

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 5

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et autorisations à l'autorité communale à la première demande.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de l'imposition.

L'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des autorisations requises. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire est tenu d'en réclamer un au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

A défaut de déclaration, en cas de déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des Bourgmestre et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base du procès-verbal tel que défini à l'article 5 du présent règlement.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de

la volonté du contribuable : pas d'accroissement

- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 11

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les magasins de nuit établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de nachtwinkels - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik.

Gelet op het reglement der belasting op de nachtwinkels gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat de nachtwinkels geluidsoverlast veroorzaken voor de inwoners alsook moeilijkheden voor de openbare orde, zodanig dat er een werkoverlast ontstaat voor de orde- en de gemeentediensten; dat het aldus rechtmatig is om de uitbaters van dit soort zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de gemeente;

Overwegende er een belangengemeenschap bestaat tussen de eigenaar en de huurder van de goederen en dat dit het rechtvaardigt dat ze solidair zijn wat betreft de

betaling van de belasting vastgesteld door huidig reglement;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, zowel een openingsbelasting als een maandelijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder “nachtwinkels” verstaan worden: elke winkel die in algemene voedingswaren, onderhoudsproducten of dranken handelt onder om het even welke vorm, en die tussen 21u00 en 7u00 open is.

Artikel 3

Het bedrag van de openingsbelasting is vastgesteld op 10.000,00 EUR en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel zoals gedefinieerd in artikel 2 van huidig reglement. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

Het bedrag van de maandelijkse belasting is vastgesteld op 200,00 EUR per nachtwinkel met een maximum van 2.000,00 EUR per jaar.

De openingsbelasting is verschuldigd voor het hele dienstjaar ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van uitbating in het jaar van de inkohiering.

De maandelijkse belasting gaat in volgend op het jaar van inkohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van huidig belastingreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De gegevens die in de Kruispuntbank van Onderneming registreert zijn en de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, zijn rechtsgeldig.

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 5

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan alsook de eigenaar van het pand zijn ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Het gemeentebestuur stuurt naar alle bedrijven in uitbating een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden, samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke vergunningen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffend

belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij gebreke aan aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij bedrijven waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. De vaststelling van economische activiteit zal geschieden door een beëdigd ambtenaar die daartoe een proces-verbaal opstelt. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met vaststelling van opening van een nachtwinkel. De opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

De belasting is ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht op basis van het proces-verbaal zoals gedefinieerd in artikel 5 van huidig reglement.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 11

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de nachtwinkels, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

17.12.2018/A/0029 **Département Finances**

Taxes communales - Redevance sur les activités ambulantes - Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le règlement communal relatif aux activités ambulantes – marchés ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines et son arrêté royal d'exécution du 24 septembre 2006 ;

Vu le règlement fixant la redevance sur les activités ambulantes, établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus;

Vu la situation financière de la commune;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-redevance;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

D'arrêter comme suit le règlement établissant une redevance sur les activités ambulantes :

Article 1

Il sera perçu une redevance sur les activités ambulantes fixée comme suit :

1. COMMERÇANTS AMBULANTS AVEC OU SANS UTILISATION D'UN VEHICULE AUTOMOTEUR :

Par unité de vente (par commerçant, par véhicule, par stand, etc.) :

- par mois : 100,00 EUR

- par trimestre : 250,00 EUR

- par an : 750,00 EUR

2. MARCHANDS D'ESCARGOTS, POISSONS, CONFISERIES, OBJETS PUBLICITAIRES, ETC... A L'OCCASION DE FOIRES, FETES DE QUARTIER, REUNIONS SPORTIVES, ETC. :

Par unité de vente (par commerçant, par véhicule, par stand, etc.) :

- 13,00 EUR par jour.

C. OCCUPATION PERMANENTE DE LA VOIE PUBLIQUE PAR DES FRITERIES :

- Emplacement attribué par voie d'adjudication publique avec un minimum de 1.250 EUR par an.

Article 2

La redevance est due par le titulaire de l'autorisation prévue au chapitre 3 du règlement communal du 24 juin 2015 relatif aux activités ambulantes - marchés.

Article 3

La redevance est payable au plus tard trois jours avant la date ou la période à laquelle elle se rapporte, entre les mains du Receveur communal ou par virement sur le compte de l'Administration Communale.

Article 4

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement établissant une redevance sur les activités ambulantes, établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributie op de ambulante activiteiten - Vernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de ambulante activiteiten – markten;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten en het koninklijk besluit tot uitvoering van 24 september 2006;

Gelet op het reglement tot vaststelling van de retributie op ambulante activiteiten, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het nodig is om deze retributiereglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

het reglement van de retributie gevestigd op de ambulante activiteiten als volgt te bepalen :

Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd op de ambulante activiteiten als volgt vastgesteld :

A. REIZENDE HANDELAARS MET OF ZONDER GEBRUIK VAN EEN VOERTUIG MET EIGEN BEWEEGKRACHT

Per verkoopeenheid (per handelaar, per voertuig, per stand, enz..)

- per maand : 100,00 EUR
- per trimester : 250,00 EUR
- per jaar : 750,00 EUR

B. HANDELAARS IN ZEESLAKKEN, VISSEN, SUIKERGOED, PUBLICITEITSARTIKELEN, ENZ... TER GELEGENHEID VAN KERMISSEN, WIJKFEESTEN, SPORTVERENIGINGEN, ENZ...

Per verkoopeenheid (per handelaar, per voertuig, per stand, enz..)

- 13,00 EUR per dag.

C. PERMANENTE INBEZITNEMING VAN DE OPENBARE WEG DOOR DE FRITUREN :

Plaatsen toegekend bij openbare aanbesteding met een minimum van 1.250,00 EUR per jaar.

Artikel 2

De retributie is verschuldigd door de titularis van de toelating voorzien in hoofdstuk 3 van het gemeentelijk reglement van 24 juni 2015 betreffende de ambulante activiteiten – markten.

Artikel 3

De retributie moet ten laatste drie dagen vóór de datum of de periode waarop deze betrekking heeft betaald worden, persoonlijk aan de Gemeenteontvanger of via inschrijving op de rekening van het Gemeentebestuur.

Artikel 4

Dit reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement tot vaststelling van een retributie op de ambulante activiteiten, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

17.12.2018/A/0030 **Département Finances**

**Taxes communales - Taxe sur les logements et commerces surnuméraires -
Renouvellement pour 2019.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les logements et commerces surnuméraires, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que le pouvoir fiscal des communes est fondé sur l'article 170 § 4 de la Constitution qui dispose : « Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie *par l'agglomération, par la fédération de communes ou par la commune, que par une décision de leur conseil.*

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa 1^{er}, les exceptions dont la nécessité est démontrée » ;

Considérant que l'autonomie communale en matière fiscale a été érigée en principe fondamental du droit public belge ; que s'il ressort de l'article 170 § 4 de la Constitution que le législateur peut établir des exceptions relatives au pouvoir fiscal des communes, le principe de l'autonomie communale implique une interprétation restrictive de ses exceptions ; que la prohibition des impôts locaux doit être expressément prévue par la loi ; que la possibilité de restrictions à l'autonomie communale ne saurait se construire sur un principe général de « *non bis in idem* » ;

Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ; que dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la compétence de la commune d'établir des taxes n'est nullement limitée au contenu de ses compétences matérielles ; qu'il a ainsi été jugé que la commune est autorisée, en vertu de l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale, à mener une politique générale foncière et d'habitation qui vise la rénovation de la ville et qu'elle peut, à cet effet, avoir recours à toutes les mesures utiles, notamment fiscales (voir Anvers, 11 mars 1997, *F.J.F.*, n°97/179) ;

Considérant qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres ou dont elle estime le développement nuisible (C.E., 5 octobre 2004, n°135.709, C.E., 18 avril 2008, n°182.145) ;

Considérant que le présent règlement vise également à dissuader de l'adoption de

comportements générateurs de troubles ou d'une baisse de qualité de vie dans la commune ;

Considérant que la commune est compétente en matière de salubrité et de sécurité publique ;

Considérant que la prolifération de logements et de commerces surnuméraires est de nature à nuire à la sécurité et à la santé publiques ; qu'en effet, ces logements et commerces surnuméraires sont susceptibles d'échapper plus aisément au contrôle des autorités, notamment sanitaires ;

Considérant que la commune entend s'assurer du nombre exact des personnes habitant sur son territoire ; que l'exécution de travaux de subdivision d'immeubles en vue d'augmenter le nombre de logements engendre une densification accrue non maîtrisée des quartiers qui peut entraîner des problèmes de sécurité et d'hygiène, ainsi que des charges supplémentaires pour la commune ;

Considérant que les situations reprises ci-dessus conduisent à une réduction des recettes fiscales communales; que chaque subdivision ou maintien d'un logement devrait, outre faire l'objet d'une déclaration à l'administration du cadastre et de l'urbanisme, entraîner la détermination d'un nouveau revenu cadastral et la perception d'un précompte immobilier complémentaire; que le revenu cadastral des logements surnuméraires n'est pas adapté ou fixé et qu'il en résulte une perte pour la commune dans la perception des centimes additionnels au précompte immobilier ; qu'il en est de même concernant l'impôt des personnes physiques ; qu'en effet, les personnes non domiciliées officiellement dans des logements surnuméraires ne permettent ni à l'administration communale de faire un recensement ni à l'administration fiscale fédérale d'établir une taxation à l'impôt des personnes physiques ; qu'il en est de même de la perception de taxes sur des profits non déclarés provenant de commerces surnuméraires ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxé;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les logements et commerces surnuméraires.

Article 2

Par « logement surnuméraire», il y a lieu d'entendre, l'unité de logement non munie d'un permis d'urbanisme.

Par « unité de logement », on entend la partie privative d'un immeuble occupé habituellement par un ménage composé d'une ou de plusieurs personnes.

Par « commerce surnuméraire», il y a lieu d'entendre la partie d'immeuble utilisée pour l'exercice d'un commerce sans avoir fait l'objet d'un permis d'urbanisme.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- La première année : 1.500,00 EUR par unité de logement surnuméraire ou par commerce surnuméraire ;
- La deuxième année : 2.000,00 EUR par unité de logement surnuméraire ou par commerce surnuméraire ;
- À partir de la troisième année : 3.000,00 EUR par unité de logement surnuméraires ou par commerce surnuméraires.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant ou la personne qui tire profit de chaque unité de logement surnuméraire ou de chaque commerce surnuméraire.

La taxe est due solidairement par le propriétaire ou par tout titulaire de droits réels sur la partie d'immeuble concerné par le logement surnuméraire ou le commerce surnuméraire.

La taxe est due par année entière, quelle que soit la date à laquelle le logement surnuméraire ou le commerce surnuméraire a été recensé par l'administration communale.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration et qui n'a jamais déclaré la taxe est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné et de la renvoyer selon les mêmes modalités que celles énoncées ci-dessus.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 6

La taxe cesse d'être due pour l'année suivant celle au cours de laquelle le permis d'urbanisme a été délivré.

Dans le cas où le permis ou l'autorisation délivré nécessite l'exécution d'une ou de plusieurs obligations de faire, la taxe reste due jusqu'à l'année au cours de laquelle l'administration communale constate l'accomplissement de ces obligations.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives, au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées en matières d'impôts directs.

Article 9

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 10

En cas de réclamation, le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe, sans préjudice du droit pour le receveur communal de prendre toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles de mettre en œuvre en vue de préserver les droits de la Commune.

La réclamation de même que le recours en justice éventuel contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ne suspend pas le cours des intérêts.

Article 11

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les logements et commerces surnuméraires, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de boventallige woningen en handelslokalen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de boventallige woningen en handelslokalen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het fiscaal vermogen van de gemeentes gebaseerd is op het artikel 170 § 4 van de Grondwet dat stelt: "*Geen last of belasting kan door de agglomeratie, de federatie van gemeenten en de gemeente worden ingevoerd dan door een beslissing van hun raad.*"

De wet bepaalt ten aanzien van de in het 1^{ste} artikel bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt";

Overwegende dat de gemeentelijke autonomie inzake fiscale materie werd ingevoerd volgens het fundamentele principe van het Belgisch publiek recht; dat het uit artikel 170 § 4 voortvloeit dat de wetgever uitzonderingen kan stellen betreffende het fiscaal vermogen van de gemeentes, het principe van de gemeentelijke autonomie impliceert een beperkende interpretatie van haar uitzonderingen; dat het verbod op de lokale belastingen moet nadrukkelijk voorzien zijn door de wet; dat de mogelijkheid van beperkingen aan de gemeentelijke autonomie niet kan opgebouwd worden op het algemene principe van "*non bis in idem*";

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen

rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Overwegende dat de bevoegdheid van de gemeente om belastingen in te voeren geenszins beperkt is tot de inhoud van haar materiële bevoegdheden; dat er aldus werd geoordeeld dat het de gemeente toegestaan is krachtens artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, om ee, algemeen grond- en woonbeleid te voeren dat de renovatie van de stad beoogt en dat ze hiertoe een beroep kan doen op alle nuttige maatregelen, met name fiscale (zie Antwerpen, 11 maart 1997, F.J.F., nr.97/179);

Overwegende dat geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling het aan een gemeente verbiedt, wanneer deze een belasting invoert die gerechtvaardigd is door de staat van haar financiën, om deze prioritair te laten voorgaan op activiteiten die ze aanvechtbaar acht dan andere of waarvan de effecten schadelijk vindt (R.S., 5 oktober 2004, nr. 135.709, R.S., 18 april 2008, nr. 182.145);

Overwegende dat onderhavig reglement eveneens het beletten beoogt van de aanneming van gedragswijzen die verstoringen of een verlaging van de levenskwaliteit in de gemeente;

Overwegende dat de gemeente bevoegd is inzake de openbare hygiëne en veiligheid;

Overwegende dat de snelle toename van de boventallige woningen en handelslokalen van dien aard is de openbare veiligheid en gezondheid te schaden; dat deze boventallige woningen en handelslokalen, op een eenvoudigere manier kunnen ontsnappen aan de controle van de overheden, met name sanitaire;

Overwegende dat de gemeente het precieze aantal personen wonende op haar grondgebied hoort te kunnen nagaan; dat de uitvoering van werken van onderverdeling van gebouwen met het zicht op het aantal woningen te verhogen een ongematigde verhoogde densiteit veroorzaakt van de wijken die problemen van veiligheid en hygiëne met zich kan meebrengen, alsook bijkomende lasten voor de gemeente;

Overwegende dat de situaties hierboven vermeld leiden tot een vermindering van de gemeentelijke inkomsten; dat iedere onderverdeling of onderhoud van een woning zou moeten, niet enkel het voorwerp uitmaken van een aangifteformulier aan het bestuur van het kadaster en de stedenbouw, maar eveneens leiden tot de bepaling van een nieuw kadastraal inkomen en de inning van de bijkomende opcentiemen bij de onroerende voorheffing; dat het kadastraal inkomen van de boventallige woningen niet wordt aangepast of vastgesteld, en dat hieruit een verlies voortvloeit voor de gemeente betreffende de inning van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing; dat dit hetzelfde is betreffende de personenbelasting; dat de personen die niet officieel gedomicilieerd zijn in de boventallige woningen, het niet toelaten aan het gemeentebestuur om een telling te houden, noch aan het federaal fiscaal bestuur om een personenbelasting te kunnen instellen; dat dit hetzelfde is wat betreft de inning van de belastingen op de niet aangegeven opbrengsten afkomstig uit de boventallige handelslokalen;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de opheffing van het bestaande belastingsreglement op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving vanwege het gebrek van voldoende motivatie in dit belastingsreglement, en dit te vervangen door een nieuw reglement;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de boventallige woningen en handelslokalen.

Artikel 2

- Onder “boventallige woning” dient te worden verstaan de wooneenheid zonder stedenbouwkundige vergunning.

Onder “wooneenheid” dient te worden verstaan het private gedeelte van een gebouw dat gewoonlijk bewoond wordt door een gezin samengesteld uit één of meerdere personen.

- Onder “boventallig handelslokaal” dient te worden verstaan het gedeelte van het gebouw gebruikt voor de uitoefening van een handel zonder dat dit het voorwerp uitmaakte van een stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 3

Het belastingstarief is vastgesteld op:

- Het eerste jaar: 1.500,00 EUR per boventallige wooneenheid of per boventallig handelslokaal;
- Het tweede jaar: 2.000,00 EUR per boventallige wooneenheid of per boventallig handelslokaal;
- Vanaf het derde jaar: 3.000,00 per boventallige wooneenheid of per boventallig handelslokaal;

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater of de persoon die voordeel trekt uit iedere boventallige wooneenheid of uit ieder boventallig handelslokaal.

De belasting is solidair verschuldigd door de eigenaar of iedere houder van een zakelijk recht op het gedeelte van het gebouw dat deel uitmaakt van de boventallige woning of het boventallige handelslokaal.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, ongeacht de datum waarop de boventallige woning het boventallige handelslokaal werd vastgesteld door het gemeentebestuur.

Artikel 5

Het gemeentebestuur betekent aan de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze dienst terugsturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de vermelde datum vermeld op dit formulier. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft en die nooit de belasting verklaard heeft, is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar, en dit terug te sturen volgens dezelfde hierboven uiteengezette modaliteiten.

Het niet aangeven binnen de voorziene termijn, of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte leidt tot ambtshalve inkohiering van de belasting.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden als volgt verhoogd, overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaald; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 6

De belasting is niet langer verschuldigd voor het jaar volgend op het jaar waarin de stedenbouwkundige vergunning werd afgeleverd.

In het geval waarbij de afgeleverde vergunning of toelating de uitvoering het vereist om één of verschillende verplichtingen te voltooien, blijft de belasting verschuldigd tot het jaar waarin het gemeentebestuur de voltooiing van deze verplichtingen vaststelt.

Artikel 7

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn brengen de verschuldigde sommen ten gunste van het gemeentebestuur, een nalatigheidinterest op, brekend volgens de bepalingen vastgesteld betreffende de inkomstenbelasting.

Artikel 9

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 10

Bij bezwaar, moet de bezwaarindiener de betaling van de belasting niet aantonen, onverminderd het recht voor de gemeenteontvanger om alle bewarende maatregelen te nemen die hij noodzakelijk acht om in werking te stellen met het oog op de rechten van de Gemeente te beschermen.

Het bezwaar alsook het eventuele beroep tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen schorst de invorderbaarheid van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 11

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de boventallige woningen en handelslokalen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

Taxes communales - Taxe sur le placement d'étalages de marchandises et de terrasses sur la voie publique - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses;

Vu le règlement de la taxe relatif aux étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses sur la voie publique, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur le placement d'étalages de marchandises et de terrasses sur la voie publique.

Article 2

L'autorisation prévue au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses, si elle est accordée, entraîne l'application d'une taxe annuelle qui est due dès qu'il y a occupation de la voie publique ou fixation d'objets imposables au-dessus de la voie publique.

Article 3

Dans le cadre de l'entreposage des marchandises, des étals, des rôtissoires, des accessoires et des distributeurs, cette taxe est de :

- Pour les étalages de marchandises, les étals, les rôtissoires et les accessoires aux étals :

- 18,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir.
- 22,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher.

- Pour les distributeurs automatiques de menus articles de commerce ou tous autres appareils similaires :

- 18,00 EUR par appareil et par an. La taxe est réduite de moitié pour les distributeurs automatiques placés après le 30 juin ou enlevés avant le 1er juillet.

La taxe est due par le propriétaire de l'appareil.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si l'étalage est placé entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents. De même, si les paravents dépassent l'alignement de l'étalage, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si l'étalage de marchandises s'étend des deux côtés de la porte d'entrée.

Toute autorisation d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir comptera pour une superficie taxée d'au moins 1 m².

La taxe ne sera pas appliquée aux étalages n'offrant pas plus de 0,20 m de saillie à partir du nu de la façade. Lorsque cette mesure est dépassée, la taxe sera due pour tout l'espace autorisé ou pour toute la saillie au-dessus du trottoir, sans préjudice des sanctions prévues au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

Article 4

Dans le cadre du placement de terrasses, cette taxe est de :

- 18,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique;
- 22,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher.

Elle est portée au triple pour les "terrasses fermées", séparées de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc. et qui sont situées sur un trottoir ou sur une zone de recul le long d'une voie publique.

La superficie imposable terrasses est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

La superficie imposable des terrasses est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si la terrasse est placée entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents; de même, si les paravents dépassent l'alignement de la terrasse, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si la terrasse s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement.

Article 5

La taxe est due par le titulaire de l'autorisation. Elle est toujours due au taux plein pour l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a occupation du trottoir ou fixation d'objets imposables au-dessus du trottoir.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable. Une nouvelle autorisation devra toutefois être obtenue suivant la procédure prévue au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

Article 6

§ 1. Lors de travaux de voirie d'une durée excédant 2 mois, rendant impossible le placement d'un étalage ou d'une terrasse, il sera accordé un dégrèvement proportionnel au nombre de mois pendant lesquels l'occupation du trottoir aura été empêchée.

Il en va de même en cas de suspension, d'une durée excédant deux mois, de l'usage accordé par l'autorisation lorsque l'intérêt général l'exige.

Pour bénéficier de cette disposition, l'exploitant doit introduire, pendant la durée des travaux, une demande écrite auprès de l'administration communale et permettre le contrôle par le fonctionnaire désigné à cet effet.

§ 2. L'interdiction d'occuper privativement la voie publique lors des jours de tenue des marchés, telle que visée à l'article 7 du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses, n'entraînera aucun dégrèvement de la taxe.

§ 3. Les cas repris au présent article ne donneront en aucun cas lieu à une quelconque indemnité.

Article 7

Le paiement de la taxe n'implique pas pour la commune l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Article 8

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de déclaration doit en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

L'autorisation accordée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses n'enlève pas l'obligation d'introduire une déclaration annuelle.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %.

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur

entièreté.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe relatif aux étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 29 votes positifs, 14 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op het plaatsen van uitstallingen of terrassen op de openbare weg - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen;

Gelet op het belastingsreglement betreffende de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen op de openbare weg.

Artikel 2

De toelating die voorzien is in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen, als ze toegestaan wordt, de toepassing van een jaarlijkse taks die verschuldigd is zodra de openbare weg bezet is of de belastbare voorwerpen boven de openbare weg bevestigd zijn.

Artikel 3

In het kader van de opslag van de koopwaren, uitstallingen, grills, toebehoren en distributietoestellen, bedraagt deze taks:

Voor de uitstallingen van koopwaren, de uitstallingen, grills en toebehoren van de uitstallingen:

- 18,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt;
- 22,00 EUR per vierkante meter, voor de oppervlakte van het voetpad, dat bedekt is met een plankenvloer,

Voor de automatische distributietoestellen van kleine handelsartikels of alle andere gelijkaardige toestellen:

- 18,00 EUR per toestel per jaar. De taks wordt met de helft verminderd voor de automatische distributietoestellen die geplaatst worden na 30 juni of verwijderd worden voor 1 juli;
- de taks is verschuldigd door de eigenaar van het toestel.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van de koopwaren wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van waren is berekend naar hun algehele lengte gemeten van het ene tot het andere uiteinde en naar de breedte vanaf de huisgevel. Indien de uitstalling tussen windschermen geplaatst wordt, is de belastbare lengte degene die tussen de windschermen begrepen is. Evenzo, indien de windschermen op de lijn van de uitstalling vooruitkomen, wordt de belastbare breedte van de uitstalling opgevoerd tot de lengte van de windschermen.

Indien de uitstalling zich langs beide kanten van een toegangsdeur uitstrekt, zal, forfaitair, een band van één meter van de lengte afgetrokken worden.

Alle vergunningen voor de bezetting van de openbare weg of het deel dat over het voetpad uitsteekt, zal aangerekend worden voor een getaxeerde oppervlakte van minstens 1m².

De taks zal niet worden toegepast op uitstallingen die niet meer dan 0,20m uitspringen vanaf de naakte muur van de gevel. Wanneer deze afmeting overschreden wordt, zal de taks verschuldigd zijn voor de gehele toegelaten ruimte of voor het ganse deel dat over het voetpad uitsteekt, onverminderd de sancties die voorzien zijn in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

Artikel 4

In het kader van het plaatsen van terrassen wordt de belasting bepaald op :

- 18,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt;
- 22,00 EUR per vierkante meter voor de oppervlakte van het voetpad dat bedekt is met een plankenvloer.

Ze wordt verdrievoudigd voor de “gesloten terrassen”, die hoe dan ook van de openbare weg afgescheiden zijn en een afgeschermd ruimte tegen onweer vormen door middel van vaste of mobiele systemen zoals panelen, geruite scheidingswanden, zonneblinden enz... en die op een voetpad of op een bouwvrije strook langs een openbare weg gelegen zijn.

De belastbare oppervlakte van de terrassen wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

De belastbare oppervlakte van de terrassen is berekend volgens de totale lengte die gemeten is van een uiteinde naar het andere en volgens de breedte, te rekenen vanaf de gevel. Als het terras geplaatst wordt tussen windschermen, is de belastbare lengte die welke tussen deze windschermen vervat is; als de windschermen de rooilijn van het terras overschrijden, wordt de belastbare breedte uitgebreid tot de lengte van deze windschermen.

Een strook van één meter zal forfaitair afgetrokken worden van de totaallengte als het terras uitgebreid wordt tot beide kanten van een toegangspoort tot de inrichting.

Artikel 5

De taks is verschuldigd door de houder van de vergunning. Ze is steeds verschuldigd aan het volle tarief voor het jaar dat aan de gang is, ongeacht de data vanaf en tot wanneer het voetpad bezet is of er belastbare voorwerpen over het voetpad bevestigd worden.

Geen enkele korting of vergoeding wordt toegestaan, om welke reden dan ook. Ingeval van herneming van een inrichting die vrijgesteld wordt van de taks voor het jaar dat aan de gang is, zal er geen nieuwe taks geïnd worden voor eenzelfde belastbare oppervlakte. Een nieuwe toelating zal evenwel verkregen moeten worden volgens de procedure die voorzien is in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

Artikel 6

§1. Tijdens wegenwerken, met een duur van meer dan 2 maanden, waardoor de installatie van een uitstalling of een terras onmogelijk wordt, zal er een proportionele belastingverlichting naargelang het aantal maanden waarin de bezetting van het voetpad belemmerd zal zijn toegekend worden.

Hetzelfde geldt in geval van schorsing, voor een duur van meer dan twee maanden, van het door de vergunning toegestane gebruik wanneer het algemeen nut het vereist.

Om deze bepaling te genieten, moet de uitbater tijdens de duur van de werken een schriftelijk verzoek indienen bij het gemeentebestuur en de controle mogelijk maken door de ambtenaar die hiertoe aangesteld is.

§2. Het verbod om de openbare weg privaat te bezetten tijdens de dagen waarop de markten georganiseerd worden, zoals bedoeld in artikel 7 van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen, zal geen enkele belastingverlichting met zich meebrengen.

§ 3. De in dit artikel vermelde gevallen geven in geen geval aanleiding tot om het even welke vergoeding.

Artikel 7

De betaling van de belasting impliceert voor de gemeente de verplichting niet om hiertoe een bijzonder toezicht te vrijwaren.

Artikel 8

Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier op dat deze laatste volledig ingevuld en ondertekend moet terugsturen vóór de vervalltermijn die op dit formulier vermeld is. De belastingplichtige die geen aangifte ontvangen heeft, moet er een aanvragen, ten laatste op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

De vergunning die krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen verkregen wordt, doet geen afbreuk aan de verplichting om een jaarlijkse aangifte in te dienen.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten

kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De taks wordt geïnd via kohier. Het kohier van de taks wordt uitgevaardigd en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

Indien er klachten zijn, zal de eisende partij de betaling van de belasting niet moeten rechtvaardigen. De indiening van een klacht heft echter niet de opeisbaarheid van de taks en de nalatigheidinteressen op.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het belastingsreglement betreffende de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 29 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

Taxes communales - Taxe sur les terrains non bâtis - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 13 mai 2004 ;

Vu le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis, établi par décision du Conseil communal du 25 février 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les terrains non bâtis.

Article 2

Par terrain non bâti, il y a lieu d'entendre :

- soit tout bien immobilier non bâti dont la parcelle cadastrale est l'unité d'identification, conformément aux articles 471 et 472 du CIR 1992 ;
- soit le bien immobilier repris comme terrain non bâti, d'après la carte de la situation existante de fait du PRAS entré en vigueur le 29 juin 2001 modifiée suivant les autorisations par permis d'urbanisme délivrées ultérieurement à la date d'entrée en vigueur du PRAS.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- Pour la première année d'imposition : 10,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
- Pour la deuxième année d'imposition : 15,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
- À partir de la troisième année d'imposition : 20,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
- Pour les terrains qui se trouvent dans le périmètre d'un PPAS en cours

d'élaboration : 2,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;

Une imposition minimale est fixée à 300,00 EUR par terrain non bâti tel que défini à l'article 2 du présent règlement.

Article 4

La taxe est due par le(s) propriétaire(s) ou le(s) titulaire(s) de droits réels sur le terrain ou sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- par le propriétaire ;
- par le tréfoncier, en cas d'emphytéose ou de superficie.

L'emphytéote ou le superficiaire est solidairement responsable du paiement de la taxe ;

- par l'usufruitier en cas d'usufruit. Le nu-propriétaire est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 5

Sont exonérés de la taxe :

- les nouveaux propriétaires d'un terrain non bâti, tel que défini à l'article 2 du présent règlement, durant les cinq exercices qui suivent l'acquisition du terrain, pour autant qu'ils soient propriétaires d'un seul terrain non bâti à l'exclusion de tout autre bien immobilier.

N'est pas exonéré de la taxe, le propriétaire ayant obtenu une autorisation par permis d'urbanisme à durée limitée comme défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif du 29 janvier 2004.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe :

- les terrains non bâtissables tels que définis au PRAS (zones d'espaces verts et zone agricoles, prescriptions particulières – point F) ou dans les PPAS en vigueur ;
- les terrains d'une superficie de moins de 150 m² complètement aménagés en jardins d'agrément au 1^{er} janvier de l'exercice, pourvus des clôtures constituées et implantées de façon réglementaire, jouxtant un terrain bâti appartenant au même propriétaire.

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans le recouvrement de la taxe.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %.

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'ordonnance du 3 avril 2014 susvisée sont applicables dans leur entièreté.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis établi par décision du Conseil communal du 25 février 2015 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 38 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de niet-bebouwde gronden - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Brusselse Wetboek Inzake Ruimtelijke Ordening van 13 mei 2004;

Gelet op het belastingsreglement op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de niet-bebouwde gronden.

Artikel 2

Onder een niet-bebouwde grond verstaat men:

- hetzij ieder onbebouwd onroerend goed waarvan het kadastraal perceel de identificatie-eenheid is, overeenkomstig de artikels 471 en 472 van het WIB 1992;
- hetzij het onroerend goed opgenomen als niet-bebouwde grond, volgens de kaart van de bestaande toestand van het GBP, van kracht geworden op 29 juni 2001, gewijzigd volgens de vergunningen per bouwvergunning geleverd na de datum van de inwerkingtreding van het GBP.

Artikel 3

De belastingvoet is vastgesteld op:

- voor het eerste belastingsjaar: 10,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- voor het tweede belastingsjaar: 15,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- vanaf het derde belastingsjaar: 20,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- voor de gronden die zich bevinden in de perimeter van een BBP in opmaak: 2,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar, zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;

Er is een minimale aanslag van 300,00 EUR vastgesteld per niet-bebouwde grond zoals omschreven in artikel 2 van huidig reglement.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar(s) of de houder(s) van zakelijke rechten op de grond of op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing,

namelijk:

- door de eigenaar.
- door de opstalgever, in geval van recht van erfpacht of van opstal. De erfpachter of de opstalhouder is solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting;
- door de vruchtgebruiker, in geval van vruchtgebruik. De naakte eigenaar is solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 5

Worden van de belasting vrijgesteld:

- de nieuwe eigenaars van een niet-bebouwde grond, zoals omschreven in artikel 2 van huidig reglement, gedurende de vijf dienstjaren die volgen op de aankoop van de grond, zolang ze eigenaar zijn van één enkele onbebouwde grond met uitsluiting van elk ander onroerend goed.

Wordt niet vrijgesteld van de belasting, de eigenaar die een vergunning gekregen heeft per bouwvergunning van beperkte duur zoals beschreven in het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 januari 2004.

Worden vrijgesteld van het toepassingsgebied van huidige belasting:

- de niet bouwbare gronden zoals omschreven in het GBP (groene zones en landbouwgronden, bijzondere voorschriften – punt F) of in de BBP's van kracht.
- de gronden met een oppervlakte van minder dan 150 m² die volledig ingericht zijn als tuin op 1 januari van het dienstjaar, uitgerust met afsluitingen die op reglementaire wijze gemaakt en gevestigd zijn, en die grenzen aan een bebouwde grond die aan dezelfde eigenaar behoort.

Artikel 6

Het gemeentebestuur stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 7

De belastingplichtige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend schrijven, van alle veranderingen die kunnen tussenkomen bij de invordering van de belasting.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering

- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de bovenvermelde ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het belastingsreglement op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2015 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 38 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

17.12.2018/A/0033 **Département Finances**

**Taxes communales - Taxe sur les pompes distributrices de carburants -
Renouvellement pour 2019.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe sur les pompes distributrices de carburants, établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour l'exercice 2019, une taxe annuelle sur les pompes distributrices de carburants pour véhicules automobiles, fixes ou mobiles, accessibles au public et installées sur la voie publique ou sur un terrain privé le long de la voie publique.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Pompe mobile : appareil distributeur dont le réservoir, le compteur et le système d'approvisionnement peuvent être déplacés en permanence comme un ensemble.
- Pompe automatique : appareil distributeur permettant de manière permanente ou non, le paiement de l'approvisionnement au moyen de la monétique.

Article 2

Le montant de la taxe est fixé, par bec verseur, à :

- a. Pompe mobile : 125,00 EUR.
- b. Pompe fixe manuelle : 500,00 EUR.
- c. Pompe fixe automatique : 1500,00 EUR.

Article 3

La taxe sera réduite de moitié pour les pompes distributrices de carburants placées après le 30 juin ou supprimées avant le 1er juillet de l'exercice.

Article 4

La taxe n'est pas due :

- a. Pour les pompes qui ne sont pas accessibles au public ;
- b. Pour les pompes installées dans une propriété privée (garage ou établissement similaire) et qui ne sont ni visibles ni annoncés de l'extérieur, ni utilisés pour l'approvisionnement de véhicules de passage ;
- c. Pour les pompes permettant d'alimenter les véhicules, en :
 - Gaz naturel
 - Biogaz
 - LPG (Liquified Petroleum Gas).

Article 5

La taxe est due par le propriétaire de l'appareil distributeur de carburant.

Si un appareil distributeur de carburant change de propriétaire en cours d'exercice, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

Article 6

Les personnes physiques ou morales auxquelles la taxe est applicable sont tenues de faire déclaration à l'administration communale de l'ouverture, de la fermeture, du transfert ou de la cession d'exploitations dans les 15 jours de l'événement. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'é luder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'é luder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 9

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 10

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 11

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur les pompes distributrices de carburants établi par décision du Conseil communal du 16 décembre 2015 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 38 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de brandstofpompen - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingsreglement op de brandstofpompen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor het dienstjaar 2019, een belasting geheven op de brandstofpompen voor voertuigen, vast of verplaatsbaar, toegankelijk voor het publiek en geplaatst op de openbare weg of op een privé terrein langs de openbare weg.

Voor de toepassing van het huidig reglement verstaat men onder:

- Beweegbare pomp: apparaat waarvan de tank, de teller en het bevoorradingssysteem permanent kunnen verplaatst worden als een geheel;
- Automatische pomp: apparaat die al dan niet bestendig, de betaling van de bevoorrading op een automatische manier toelaat.

Artikel 2

De aanslagvoet van de belasting is, per brandstofpistool, vastgesteld op:

- a. Beweerbare pomp: 125,00 EUR.
- b. Met de hand verrichte vaste pomp: 500,00 EUR.
- c. Automatische vaste pomp: 1.500,00 EUR.

Artikel 3

De belasting zal tot de helft herleid worden voor de distributietoestellen van brandstof, smeerolie of samengeperste lucht die na 30 juni geplaatst of voor 1 juli weggenomen werden.

Artikel 4

De belasting is niet verschuldigd:

- a. Voor de pompen die niet toegankelijk zijn voor het publiek;
- b. Voor de pompen geplaatst in een privé eigendom, een garage of dergelijke inrichting en die noch zichtbaar noch aangeduid zijn van de openbare weg en die niet voor bevoorrading van voorbij rijdende voertuigen worden

aangewend.

c. Voor de pompen die de bevoorrading van de voertuigen toelaten in:

- Natuurlijk gas

- Biogas

- LPG (Liquified Petroleum Gas).

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van brandstofpomp.

Indien een brandstofpomp van eigenaar verandert, zal geen nieuwe belasting voor het lopend jaar gevorderd worden.

De eigenaar, natuurlijke- of rechtspersoon, van het goed bebouwd of niet, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingsschuldige.

Artikel 6

De natuurlijke of rechtspersonen op wie deze belasting van toepassing is zijn ertoe gehouden aangifte aan het gemeentebestuur te doen van de opening, de sluiting, de overbrenging of de overlating van uitbatingen, binnen de vijftien dagen van de gebeurtenis. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %.

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 7

De belasting is ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 9

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 10

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 11

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het belastingsreglement op brandstofpompen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2015 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 38 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

17.12.2018/A/0034 **Département Finances**

Taxes communales - Taxe sur l'occupation temporaire du domaine public - Renouvellement pour 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune ;

Vu le règlement de la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public, établi par décision du Conseil communal du 25 février 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus;

Considérant que le domaine public est par nature affecté à l'usage de tous ; que si un particulier ou une entreprise souhaite occuper momentanément et de manière précaire une portion de ce domaine pour des raisons légitimes ou appropriées, il lui appartient d'en demander l'autorisation à l'autorité communale compétente ;

Considérant que le droit exclusif d'occupation procure un avantage financier ou économique certain pour son bénéficiaire ;

Considérant, en outre, que l'exercice de ce droit exclusif emporte pour la collectivité locale des frais de surveillance ou de sécurité ;

Considérant qu'une procédure unique et simplifiée assurera une prévisibilité et une sécurité optimale pour les riverains d'une part et facilitera les activités entrepreneuriales sur le territoire communal d'autre part ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une

répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exonération de la présente taxe, notamment lorsque l'occupation du domaine public est effectuée dans le cadre d'une mission légale ou réglementaire d'une personne de droit public et dans le but de défendre ou de promouvoir l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la commune et la nécessité d'assurer un équilibre budgétaire ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

Il est établi, pour l'exercice 2019, une taxe sur l'occupation temporaire du domaine public.

Sont visées par le présent règlement les situations suivantes : le placement de conteneurs simples et/ou de conteneurs bureaux sur le domaine public, le placement d'échafaudages et/ou de tours empiétant ou surplombant le domaine public, le placement de grues (mobiles, tours ou chantiers) sur le domaine public, les installations de zones de chantier sur le domaine public, les réservations de zones de stationnement à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier.

Article 2 :

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

-Domaine public : ensemble des biens affectés directement à l'usage du public ainsi que tous les biens affectés à la poursuite d'une mission de service public, notamment :

- la voie publique, entendue comme toute voie ouverte à la circulation sur terre du public en général même si cette voie est une impasse et en ce compris les accotements, les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage;
- les espaces verts (squares, parcs, jardins publics,...) ;
- les plaines et aires de jeu publiques.

-Chantier : zone où des travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments sont exécutés et où il est possible de stocker des matériaux de construction, des conteneurs, des silos, des grues et autres objets nécessaires à l'exécution des travaux.

-Conteneur de débris : conteneur fermé ou ouvert destiné à amener ou évacuer des matériaux de construction ou autres à l'occasion de travaux ou autres activités.

-Conteneur à usage divers : conteneur fermé éventuellement pourvu de portes et fenêtres, pour y héberger notamment un réfectoire, une salle de réunion de chantier, une installation sanitaire ou un commerce temporaire dans le cadre de transformations en cours.

-Mobilier : ensemble des meubles destinés à l'usage personnel et à l'aménagement d'une habitation.

-Superficie taxable : superficie totale d'occupation effective du domaine public. La superficie taxable correspond soit à la superficie d'occupation telle que reprise dans l'autorisation accordée par l'autorité communale, soit à la superficie d'occupation effective calculée et notifiée par l'administration communale dans l'hypothèse où cette

occupation est effectuée sans autorisation ou que la superficie occupée dans les faits dépasse celle accordée initialement.

1. **Occupation temporaire du domaine public par des chantiers à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation ou de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments.**

Article 3 :

La taxe est calculée sur base de la superficie occupée du domaine public.

Pour le calcul de la superficie taxable, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Le taux de la taxe est fixé à 1,00 EUR par m² et par jour ou fraction de jour.

L'imposition ne peut être inférieure à 50,00 EUR.

Lorsqu'une grue est placée à l'intérieur de la zone de chantier installée sur le domaine public, la taxe prévue à l'article 5 est due, indépendamment de la taxe due en vertu du présent article.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être sollicitée auprès du service Signalisation par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irsient.be) ou sur place (sur rendez-vous), au moins 30 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

2. **Occupation temporaire du domaine public à l'occasion du placement de conteneurs de déchets ou de conteneurs à usages divers.**

Article 4 :

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 15,00 EUR par jour et par conteneur.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

3. **Occupation temporaire du domaine par des échafaudages, grues-tours, grues, lifts et autres dispositifs dont l'implantation permet de surplomber le domaine public à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation ou de rénovation d'immeubles ou autres travaux aux bâtiments.**

Article 5 :

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 1,00 EUR par mètre courant d'échafaudage, par jour.

-50,00 EUR par jour pour une grue-tour ou une grue.

-25,00 EUR par jour pour une grue dont seule la flèche est susceptible de surplomber le domaine public.

-15,00 EUR par jour pour un lift.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 10 jours ouvrables avant le début de l'occupation, sauf en ce qui concerne le placement d'une grue-tour ou d'une grue pour lequel un délai de 30 jours ouvrables est exigé.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

4. Occupation temporaire du domaine public à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier.

Article 6 :

L'occupation temporaire du domaine public à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier nécessite la réservation d'une zone de stationnement de vingt mètres de long.

Le taux de la taxe est fixé à 15,00 EUR par jour, quel(s) que soi(en)t le(s) dispositif(s) éventuellement placés dans la zone de stationnement réservée afin d'effectuer ou faciliter le déménagement ou la livraison de mobilier.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

5. Dispositions communes

Article 7 :

Toute occupation du domaine public visée par le présent règlement doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

Outre l'identité du requérant, cette demande mentionne la raison d'être de l'occupation, sa durée, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper en cas d'installation d'une zone de chantier.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa demande en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés par l'administration communale à cet effet.

L'occupation temporaire du domaine public ne pourra débuter qu'après qu'une autorisation ait été délivrée par l'autorité communale compétente.

L'autorisation reste valable jusqu'à son terme ou jusqu'à sa révocation.

L'autorisation délivrée par la commune ainsi que la preuve de paiement de la taxe doivent pouvoir être présentées lors de tout contrôle.

Toute demande de prolongation de l'occupation doit être introduite auprès de la commune au moins 3 jours avant la fin de l'occupation initialement autorisée.

En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 8 :

La taxe est due par la personne, physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité communale.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation

requis en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public.

Dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation, le titulaire du droit réel sur l'immeuble au profit duquel l'occupation est effectuée est considéré comme étant le redevable de la taxe.

Lorsque l'occupation est liée à la réalisation de travaux de bâtisse, l'entrepreneur de ceux-ci, s'il n'est pas le titulaire de l'autorisation, est solidairement et indivisiblement tenu au paiement de la taxe avec le maître de l'ouvrage et à défaut avec le titulaire du droit réel sur le bien.

Article 9 :

Sont exemptées du paiement de la taxe :

- a. les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- b. les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la Commune ou du C.P.A.S. de Molenbeek-Saint-Jean ;
- c. les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement ;
- d. l'Etat, les provinces, la région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 10 :

La taxe est due à partir du premier jour de l'occupation du domaine public jusqu'au jour de la notification par écrit à l'administration communale de la cessation de cette occupation.

Toute journée entamée est comptée dans son entièreté.

Article 11 :

La taxe est due sans que le redevable puisse revendiquer un quelconque droit de concession ou de servitude sur le domaine public. Il lui incombera de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité communale. A défaut pour lui de se plier à pareille injonction, l'autorité communale y fera procéder d'office aux frais du redevable.

Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payées.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance de l'espace public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

L'application de la taxe ou les exemptions visées à l'article 9 sont faites sans préjudice de l'obtention des autorisations administratives ou de police requises et sous réserve du respect des droits des tiers.

Article 12 :

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée. Lorsque la taxe est enrôlée, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 13 :

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 14 :

Le paiement de la taxe due en exécution du présent règlement ne dispense aucunement

le redevable du paiement de toute autre taxe ou redevance communale due pour d'autres motifs et notamment de la redevance due à la commune en contrepartie de services techniques rendus par elle.

Article 15 :

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant.

Article 16 :

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 17 :

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2019, le règlement de la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public, établi par décision du Conseil communal du 25 février 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 38 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein - Vernieuwing voor 2019.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest;

Gelet op het Algemeen Politierglement van de gemeente;

Gelet op het belastingsreglement op de de tijdelijke bezetting van het openbaar domein gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Overwegende dat het openbaar domein natuurlijkerwijze bestemd is voor gebruik door allen; dat indien een particulier of een privaatrechtelijke onderneming kortstondig en met het oog op precaire bezetting, op grond van legitieme of geëigende redenen, een deel van dit domein wil innemen, deze laatste hiervoor de bevoegde gemeentelijke overheid om een machtiging dient te verzoeken;

Overwegende dat het exclusieve gebruiksrecht een zeker financieel of economisch voordeel verschaft aan de gebruiker;

Overwegende, bovendien, dat de uitoefening van dit exclusieve recht voor de lokale collectiviteit bewakings- of beveiligingskosten met zich meebrengt;

Overwegende dat een unieke en vereenvoudigde procedure enerzijds voorspelbaarheid en optimale veiligheid voor de bewoners meebrengt, en anderzijds de ondernemingsactiviteiten op het gemeentelijk grondgebied vergemakkelijkt;

Overwegende dat de inning van de belasting bedoeld in dit reglement een billijke verdeling van de fiscale last verzekert tussen de verschillende belastingplichtigen in functie van de duur van de bezetting van het openbaar domein verzocht door de

belastingplichtige;

Overwegende echter dat er moet overgegaan worden tot hypothesen van vrijstellingen van deze belasting, met name wanneer de bezetting van het openbaar domein uitgevoerd wordt in het kader van een wettelijke of reglementaire opdracht van een persoon van publiek recht en met de bedoeling om het algemeen nut te verdedigen en te promoten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om een budgettaire evenwicht te verzekeren;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1:

Er wordt voor de het dienstjaar 2019, een belasting geheven voor de tijdelijke bezetting van het openbaar domein.

De volgende situaties worden bedoeld door dit reglement: de plaatsing van simpele containers en/of containers voor kantoorgebouwen op het openbaar domein, de plaatsing van stellingen en/of torenkranen of die zich uitbreiden tot het openbaar domein of er over hangen, de plaatsing van kranen (mobiele, torenkranen of werven) op het openbaar domein, installaties van werfzones op het openbaar domein, reservaties van parkeerzones ter gelegenheid van een verhuizing of een levering van meubilair.

Artikel 2:

Voor de toepassing van dit reglement, verstaan we onder:

- **Openbaar domein:** het geheel van de goederen rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor openbaar gebruik alsook alle goederen bedoeld voor de opvolging van een opdracht van openbare dienstverlening, met name:

- de openbare weg, te weten iedere weg toegankelijk voor het bovengronds verkeer in het algemeen, zelfs indien deze weg doodlopend is en met inbegrip van de bermen, de trottoirs, de voetgangersbruggen en -tunnels, de paden en erfdienstbaarheden;
- de groene ruimten (squares, parken, openbare tuinen, ...);
- de publiek toegankelijke speelpleinen en -tuinen.

- **Werk:** zone waar bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie-, renovatiewerken aan gebouwen of andere werken aan gebouwen uitgevoerd worden en waar het mogelijk is om bouwmaterialen, containers, silo's, kranen en andere voorwerpen nodig voor de uitvoering van de werken op te bergen.

- **Afvalcontainers:** gesloten of open container bestemd om bouw- of andere materialen naartoe te brengen of af te voeren naar aanleiding van werkzaamheden of andere activiteiten.

- **Containers voor divers gebruik:** eventueel gesloten container voorzien van deuren en ramen, om er met name een refter, een vergaderzaal voor de werf, een sanitaire installatie of een tijdelijke handel te installeren in het kader van de veranderingen die aan de gang zijn.

- **Meubilair**: het geheel van de meubels bestemd voor persoonlijk gebruik en inrichting van een woning.
- **belastbare oppervlakte**: totale oppervlakte van de effectieve bezetting van het openbaar domein. De belastbare oppervlakte komt overeen hetzij met de oppervlakte van de bezetting zoals hernomen in de toelating toegekend door de gemeentelijke overheid, hetzij met de oppervlakte van de effectieve bezetting berekend en betekend door het gemeentebestuur in de veronderstelling dat deze bezetting uitgevoerd wordt zonder toelating of dat de feitelijk gebruikte oppervlakte deze overschrijdt die oorspronkelijk toegelaten werd;

A. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein door werfplaatsen naar aanleiding van bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie- of renovatiewerken van gebouwen of andere werken aan gebouwen.

Artikel 3:

De belasting wordt berekend op basis van de bezette oppervlakte van het openbaar domein.

Voor de berekening van de belastbare oppervlakte, wordt iedere fractie van de vierkante meter geteld als één eenheid.

De aanslagvoet van de belasting is vastgelegd op 1,00 EUR per m² en per dag of fractie van de dag.

De heffing kan niet lager bedragen dan 50,00 EUR.

Wanneer een kraan wordt geplaatst binnen de werfzone geïnstalleerd op het openbaar domein, is de belasting voorzien in artikel 5 verschuldigd, onafhankelijk van de verschuldigde belasting krachtens dit artikel.

De aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement moet ingediend worden bij de dienst Signalisatie op elektronische manier (signalisation.1080@molenbeek.irsient.be) of ter plaatse (op afspraak), minstens 30 werkdagen vóór het begin van de bezetting.

De belasting wordt geïnd via inkohiering.

De belastingplichtige ontvangt, kosteloos, een aanslagbiljet. De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

B. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein naar aanleiding van de plaatsing van afvalcontainers of containers voor divers gebruik.

Artikel 4:

De aanslagvoet van de belasting op de containers is vastgesteld op 15,00 EUR per dag en per container.

De aanvraag voor het gebruik van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 5 werkdagen vóór het begin van het gebruik.

De belasting dient betaald te worden in contanten, minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

C. Tijdelijke bezetting van het domein door stellingen, torenkranen, kranen,

liften en andere inrichtingen waarvan de installatie het toelaat over het openbaar domein te hangen naar aanleiding van bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie- of renovatiewerken van gebouwen of andere werken aan gebouwen.

Artikel 5:

De aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld als volgt:

- 1,00 EUR per lopende meter stelling, per dag.
- 50,00 EUR per dag voor een torenkraan of een kraan.
- 25,00 EUR per dag voor een kraan waarvan enkel de arm over het openbaar domein kan uitsteken.
- 15,00 EUR per dag voor een lift.

De aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 10 werkdagen vóór het begin van de bezetting, behalve wat betreft de plaatsing van een torenkraan of een kraan waarvoor een termijn van 30 werkdagen vereist wordt.

De belasting dient betaald te worden in contanten minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

D. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein voor een verhuizing of een levering van meubilair.

Artikel 6:

De tijdelijke bezetting van het openbaar domein naar aanleiding van een verhuizing of een levering van het meubilair vereist de reservatie van een parkeerzone van twintig meter lang.

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 15,00 EUR per dag, ongeacht de eventueel geplaatste inrichting(en) in de parkeerzone gereserveerd teneinde de verhuizing of de levering van meubilair uit te voeren of te vergemakkelijken.

De aanvraag voor het gebruik van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 5 werkdagen vóór het begin van de bezetting.

De belasting dient betaald te worden in contanten minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

E. Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 7:

Iedere bezetting van het openbaar domein bedoeld in dit reglement dient het voorwerp uit te maken van een voorafgaande aanvraag tot toelating.

Naast de identiteit van de verzoeker, vermeldt deze aanvraag de reden voor de bezetting, de duur ervan, de precieze locatie, alsook de oppervlakte die voorzien wordt in geval van installatie van een werfzone.

De belastingplichtige dient de eventuele controle van zijn aanvraag te vergemakkelijken door de indiening van alle documenten en inlichtingen die hem

hiervoor zouden gevraagd worden door het gemeentebestuur.

De tijdelijke bezetting van het openbaar domein kan enkel beginnen na levering van een toelating door de bevoegde gemeentelijke overheid.

De toelating blijft geldig tot het einde of de herroeping ervan.

De geleverde toelating door de gemeente alsook het betalingsbewijs van de belasting dienen te kunnen voorgelegd worden bij iedere controle.

Iedere aanvraag tot verlenging van de bezetting dient minstens 3 dagen vóór het einde van de oorspronkelijke toegelaten bezetting ingediend te worden bij de gemeente.

In geval van de wijziging aan de belastbare basis, dient een nieuwe aanvraag opgemaakt te worden op de dag zelf of op de eerste werkdag die volgt op deze wijziging.

Artikel 8:

De belasting is verschuldigd door de fysieke of rechtspersoon, houder van de toelating voor het gebruik, behoorlijk geleverd door de gemeentelijke overheid.

In geval van het gebruik van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toestemming in uitvoering van dit reglement, is de belasting verschuldigd door de fysieke of morele persoon die de openbare ruimte effectief gebruikt.

In de veronderstelling dat het tijdelijk gebruik van de openbare weg niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag tot toelating, wordt de houder van het zakelijk recht op het gebouw ten voordele van wie het gebruik wordt uitgevoerd, beschouwd als zijnde de belastingplichtige.

Wanneer het gebruik te maken heeft met de uitvoering van bouwwerken, wordt de ondernemer van deze werken, indien hij niet de houder is van de toelating, solidair en ondeelbaar gehouden voor de betaling van de belasting met de bouwheer en bij gebrek met de houder van het zakelijk recht op het goed.

Artikel 9:

Zijn vrijgesteld van de betaling van de belasting:

- a. de bezettingen van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een beveiligings- of onderhoudsopdracht van het openbare domein;
- b. de bezettingen van het openbaar domein voor de rekening van de Gemeente of het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- c. de gewestelijke of plaatselijke erkende ondernemingen die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- d. de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 10:

De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag van de bezetting van het openbaar domein tot de dag van de schriftelijke betekening aan het gemeentebestuur van de stopzetting van deze bezetting.

Iedere begonnen dag telt voor een volledige dag.

Artikel 11:

De belasting is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige ongeacht welk concessierecht of recht op erfdienstbaarheid op het openbaar domein kan eisen. Hij heeft de plicht om de toegekende bezetting in te trekken of te reduceren bij het eerste bevel van de gemeentelijke overheid. Bij gebrek vanwege hem om zich te schikken naar dergelijk bevel, gaat de gemeentelijke overheid er ambtshalve over op kosten van de belastingplichtige.

De intrekking van de geleverde toelating of het afstand doen van het gebruik ervan

door de belastingplichtige leidt voor deze laatste niet tot het recht op het verkrijgen van ongeacht welke schadevergoeding of de terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij reeds zou betaald hebben.

De betaling van de belasting leidt, voor de gemeente, niet tot een bijzondere verplichting van toezicht op de bezette openbare ruimte. Deze bezetting gebeurt op risico van en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

De toepassing van de belasting of de vrijstellingen bedoeld in artikel 9 gebeuren zonder afbreuk te doen aan het verkrijgen van administratieve toelatingen of toelatingen door de politie, vereist en onder voorbehoud van de naleving van de rechten van derden.

Artikel 12:

Wanneer de inning niet in contanten kan uitgevoerd worden, wordt de belasting ingekohierd. Wanneer de belasting ingekohierd wordt, ontvangt de belastingplichtige, kosteloos, een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 13:

Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrest op de voorziene aanslagvoet inzake directe belastingen verschuldigd, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze van het einde van de termijn.

Artikel 14:

De betaling van de verschuldigde belasting in uitvoering van dit reglement stelt de belastingplichtige niet vrij van alle andere gemeentelijke belastingen of retributies verschuldigd voor andere redenen en met name de retributie verschuldigd aan de gemeente in ruil voor de technische dienstverlening.

Artikel 15:

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet schriftelijk, ondertekend en gemotiveerd, en, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden te tellen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzenddatum van het aanslagbiljet of te tellen vanaf de datum van de inning in contanten, ingediend worden.

Artikel 16:

De regels betreffende de vestiging en invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn toepasbaar in hun geheel.

Artikel 17:

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2019, het reglement van de belasting op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 38 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

17.12.2018/A/0035 **Département Finances**
**Taxes communales - Redevance sur la délivrance de documents administratifs -
Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117, alinéa 1^{er} de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le règlement de la redevance sur la délivrance de documents administratifs, établi par sa décision du 17 décembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus ;

Vu ses décisions des 23 mars 2017 et 24 janvier 2018 modifiant le règlement susvisé;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et de procéder à une coordination dudit règlement;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il sera perçu, aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.

Article 2

Les montants de cette redevance sont fixés comme suit :

a. Délivrance de document d'identité électronique :

- procédure normale : 22,00 EUR par document d'identité électronique
- procédure urgente : 130,00 EUR par document d'identité électronique
- procédure d'extrême urgence : 195,00 EUR par document d'identité électronique

Frais de production inclus.

b. Délivrance de document d'identité électronique pour les enfants de moins de 12 ans (Kids ID) :

- procédure normale : 7,00 EUR par document d'identité électronique
- procédure urgente : 125,00 EUR par document d'identité électronique
- procédure d'extrême urgence : 185,00 EUR par document d'identité électronique

Frais de production inclus.

c. Demande de nouveaux codes (PIN/PUK) pour cartes d'identité électroniques actives : 5,00 EUR

d) Délivrance d'un certificat d'identité aux enfants de moins de 12 ans, d'une durée de validité de deux ans : 1,50 EUR par certificat d'identité ainsi que pour tout renouvellement

e) Passeports : délivrance d'un nouveau passeport :

- procédure normale : 25,00 EUR
- procédure d'urgence : 35,00 EUR
- frais pour livraison hors heures d'ouverture : 25,00 EUR

f) Délivrance de copies certifiées conformes, législations, délivrées d'office ou sur demande : 5,00 EUR

Les photocopies simples des documents administratifs délivrées conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes seront délivrées au prix de 0,15 EUR par photocopie.

g) Demandes d'inscriptions aux registres de la population, des étrangers et au registre d'attente après une radiation d'office : 25,00 EUR par demande.

h) Demandes de modification de documents administratifs :

- 5,00 EUR par document (changement d'adresse sur certificat d'immatriculation, etc.)
- 25,00 EUR par personne pour la rectification des registres de population ou des étrangers lors de tout changement d'identité (nom, prénom, lieu et date de naissance)

i) Délivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement de documents en vertu des Arrêtés royaux des 8-10-1981 et 15-8-1984 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : 10,00 EUR par document.

j) Délivrance de permis de conduire : 5,00 par permis.

k) Délivrance de titres de voyage aux réfugiés, apatrides ou étrangers:

-procédure normale: 25,00 EUR par titre de voyage

-procédure d'urgence: 35,00 EUR par titre de voyage

Article 3

Les droits sont perçus au comptant. Ils sont valablement acquittés par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

En cas de transaction internationale, les frais d'expédition par la poste et la commission de paiement sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Article 4

Sont exonérés de la redevance :

- les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un Arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité ;
- les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;
- les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;
- les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;
- la délivrance de cartes et de pièces d'identité et la modification de documents administratifs à la suite d'une renumérotation ou d'un changement de nom de rue résultant d'une décision ou d'un fait de l'autorité publique ;
- les documents qui, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune, exception faite pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par les dispositions légales en matière de taxes Consulaires et de

droits de Chancellerie ;

- les extraits du registre national destinés aux services de l'Inspection de l'Enseignement ;
- document délivrés pour emploi et affaires sociales ;
- documents délivrés en matière de logement ;
- documents délivrés en matière de primes.

Article 5

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 30 votes positifs, 6 votes négatifs, 7 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributie op de afgifte van administratieve documenten - Vernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117, 1^{ste} alinea van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het reglement van de retributie op de afgifte van administratieve documenten vastgesteld door zijn beslissing van 17 december 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gelet op zijn beslissingen van 23 maart 2017 en 24 januari 2018 tot wijziging van het bovenvermelde reglement;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot vernieuwing en opstelling van het vermelde reglement;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd, volgens de hieronder vastgestelde voorwaarden, op de afgifte van getuigschriften en andere documenten. De retributie valt ten bezwaar van de personen of andere instellingen aan wie deze documenten door de gemeente op verzoek of ambtshalve worden uitgereikt.

Artikel 2

De bedragen van de retributie worden als volgt vastgesteld:

a. Afgifte van de elektronische identiteitskaart:

- gewone procedure: 22,00 EUR per elektronische identiteitskaart
- spoedprocedure: 130,00 EUR per elektronische identiteitskaart
- extreme spoedprocedure: 195,00 EUR per elektronische identiteitskaart

Productiekosten inbegrepen.

- b. Afgifte van de elektronische identiteitskaart voor kinderen onder 12 jaar (KidsID):
- gewone procedure: 7,00 EUR per elektronische identiteitskaart
 - spoedprocedure: 125,00 EUR per elektronische identiteitskaart
 - extreme spoedprocedure: 185,00 EUR per elektronische identiteitskaart

Productiekosten inbegrepen.

- c. Aanvraag van nieuwe codes (PIN/PUK) voor elektronische identiteitskaarten: 5,00 EUR
- d. Afgifte van een identiteitsbewijs voor kinderen onder 12 jaar, geldig voor een periode van twee jaar: 1,50 EUR per identiteitsbewijs en voor elke vernieuwing.
- e. Paspoorten: afgifte van een nieuw paspoort:
- gewone procedure: 25,00 EUR
 - spoedprocedure: 35,00 EUR
 - kosten voor levering buiten openingsuren: 25,00 EUR
- f. Afgifte van afschriften voor eensluidend verklaard, wetgevingen, ambtshalve afgeleverd of op aanvraag: 5,00 EUR.

De gewone afschriften van administratieve documenten afgeleverd krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van het bestuur in de provincies en gemeenten zullen afgeleverd worden tegen 0,15 EUR per afschrift.

- g. Aanvragen tot inschrijving in de bevolkings en vreemdelingenregisters en in het wachtregister na een van ambtswege schrapping: 25,00 EUR per aanvraag
- h. Aanvragen tot wijziging van administratieve documenten:
- 5,00 EUR per document (verandering van adres op een immatriculatieattest, enz.)
 - 25,00 EUR per persoon voor de verbeteringen van de bevolkings- en vreemdelingenregisters bij iedere identiteitsverandering (naam, voornaam, geboorteplaats en -datum)
- i. Afgifte, vernieuwing, verlenging of vervanging van documenten krachtens de Koninklijke Besluiten van 8 oktober 1981 en 15 augustus 1984 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen: **10,00** EUR per document.
- j. Afgifte van rijbewijzen: 5,00 per rijbewijs.
- k. Afgifte van reistitels aan vluchtelingen, staatlozen of vreemdelingen:
- normale procedure: 25,00 EUR
 - spoedprocedure: 35,00 EUR.

Artikel 3

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte

van een kwitantie.

In geval van een internationale transactie, zijn de verzendkosten en het commissieloon ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

Artikel 4

Zijn van de retributie vrijgesteld:

- de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit, een decreet, een verordening, een besluit van de executief of een overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgegeven;
- de documenten die aan behoeftige personen worden afgeleverd. De behoefte wordt vastgesteld door elk overtuigend bewijsstuk;
- de machtigingen met betrekking tot godsdienstige of politieke manifestaties;
- de machtigingen met betrekking tot activiteiten die als dusdanig reeds het voorwerp uitmaken van de heffing van een belasting of retributie ten behoeve van de gemeente;
- de documenten vastgesteld bij de wet van 13 juni 1986 op het wegnemen en transplanteren van organen;
- de afgifte van identiteitskaarten en identiteitsstukken en de wijziging van administratieve documenten tengevolge van een hernoeming of een wijziging van de naam van een straat die het gevolg zijn van een beslissing of een daad van de overheid;
- de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening, reeds aan de betaling van een recht ten behoeve der gemeente onderworpen zijn, met uitzondering voor de rechten welke, met het afgeven van paspoorten aan de gemeente ambtshalve toekomen en waarvan in de wettelijke inrichtingen betreffende de consulaire belastingen en kanselarijrechten sprake is;
- de uittreksels uit de Rijksregister bestemd voor de diensten van de Onderwijsinspectie.
- documenten afgeleverd voor tewerkstelling en sociale zaken;
- documenten afgeleverd betreffende huisvesting;
- documenten afgeleverd betreffende premies.

Artikel 5

Huidig reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 30 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

Taxes communales - Redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs - Modification et Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes ;

Vu l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement ;

Vu l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure;

Vu la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms;

Vu le règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014, pour les exercices 2015 à 2018 inclus;

Considérant qu'à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juin 2018 susvisée, à savoir le 1er août 2018, les officiers de l'état civil peuvent être saisis directement de demandes de changement de prénoms et sont tenus d'en examiner la recevabilité et de leur donner la suite appropriée;

Considérant qu'il se déduit de l'article 3, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 15 mai 1987 susvisée et de l'article 170, § 4, alinéa 1er de la Constitution que le conseil communal peut, en toute autonomie, décider de soumettre, soit les demandes de changements de prénoms, soit uniquement les autorisations de changer de prénoms accordées à une redevance;

Considérant que le montant de la redevance et la perception de celle-ci dès l'introduction de la demande et non a posteriori peuvent avoir un effet direct sur le nombre de demandes introduites et sont de nature à éviter une certaine légèreté dans le chef du demandeur;

Considérant qu'il convient par conséquent d'établir le montant de la redevance due en contrepartie du traitement des dossiers de changement ou d'adjonction de prénoms pour les citoyens Belges;

Considérant que dans un souci de cohérence, il est proposé de reprendre les montants des droits d'enregistrement qui étaient perçus par le bureau d'enregistrement du SPF Finances dans le cadre des demandes de changement de prénoms;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler le règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

De modifier le règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs établi par décision du Conseil communal du 17 décembre

2014, pour les exercices 2015 à 2018 inclus en y intégrant, à l'article 1, 2) les montants relatifs au traitement des dossiers de changement ou d'adjonction de prénoms pour les citoyens Belges, à savoir:

Dossiers de changement ou d'adjonction de prénoms pour les citoyens Belges:

-dossier normal

- dossiers pour lesquels le montant de la redevance peut être réduit :

- si le prénom présente un caractère ridicule ou odieux par lui-même, par son association avec le nom ou en raison de son caractère manifestement désuet ;
- si le prénom est de consonance étrangère ;
- si le prénom est de nature à porter confusion ;
- si le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe de ponctuation ou d'un signe qui en modifie la prononciation ;
- si le prénom est abrégé ;
- si le prénom est modifié pour une personne transgenre.

- dossiers pour lesquels la gratuité doit exceptionnellement être accordée :

- demande d'adjonction de prénom(s) introduite par une personne étrangère qui en est dénuée lors de l'introduction de sa demande de nationalité Belge

Article 2

Les montants fixés à l'article 1 seront d'application à dater de la publication officielle de la présente décision.

Article 3

De renouveler l'ensemble des autres dispositions du règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014.

Article 4

De coordonner le texte du règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, qui se présentera comme suit:

Article 1

Il sera perçu une redevance sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs.

La délivrance de pièces et de renseignements administratifs à des particuliers ou à des établissements privés et la constitution de dossiers administratifs donnent lieu au paiement d'une redevance dont les taux sont fixés comme suit :

1) DELIVRANCE DE PIECES ET DE RENSEIGNEMENTS :

<i>Recherche d'adresses dans les registres de la population ou des étrangers</i>	<i>5,00 EUR</i>
<i>Délivrance de 4 photographies d'identité par le service de la population (Une réduction de 50 % est accordée aux personnes handicapées à 66 % et aux personnes âgées de 65 ans et plus)</i>	<i>5,00 EUR</i>
<i>Duplicata de permis d'urbanisme ou de lotir</i>	<i>10,00 EUR</i>
<i>Duplicata d'autorisations délivrées par la commune en matière de permis d'environnement</i>	<i>10,00 EUR</i>
<i>Demande de prorogation de permis d'urbanisme</i>	<i>40,00 EUR</i>
<i>Renseignements urbanistiques - article 275 du Cobat</i>	<i>135,00 EUR</i>
<i>Confirmation du nombre de logements/affectation</i>	<i>160,00 EUR</i>
<i>Avis sur les divisions de biens</i>	<i>80,00 EUR</i>
<i>Copie de prescriptions urbanistiques relatives aux P.P.A.S. et lotissements (quel que soit le nombre de pages)</i>	<i>15,00 EUR</i>
<i>Copie de plans noir et blanc - le m²</i>	<i>10,00 EUR</i>
<i>Photocopies de toute nature</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>la page en noir et blanc</i>• <i>la page en couleurs</i>	<i>0,15 EUR</i> <i>0,25 EUR</i>
<i>Copie de plans digitalisées (par plan)</i>	<i>5,00 EUR</i>
<i>Carnets de mariage</i>	<i>20,00 EUR</i>
<i>Catalogue des bibliothèques</i>	<i>1,25 EUR</i>
<i>Extraits des registres de « l'Etat civil » conformément à l'article 45 du Code civil :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>extraits d'actes sans filiation – photocopie simple, non signée</i>• <i>copies conformes ou extraits mentionnant la filiation des personnes que l'acte concerne après autorisation du président du Tribunal de Première Instance en application à l'article susmentionné</i> <i>(Les photocopies délivrées aux étudiants ou membres de centres de recherches effectuant des recherches "historiques" sont exonérées de la redevance)</i>	<i>0,15 EUR</i> <i>0,15 EUR</i>

2) CONSTITUTION DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS :

Mariages

Lundi : mariage possible l'après-midi, à partir de 13h30

Mardi : mariage possible l'après-midi, à partir de 13h30

Mercredi : pas de mariage possible

Jeudi : mariage possible l'après-midi, à partir de 13h30

Vendredi : mariage possible en matinée, à partir de 10h00

Samedi : mariage possible en matinée, à partir de 09h30

Cohabitation légale

Exploitation de débits de boissons ou établissements assimilés : ouverture, réouverture, reprise, placement ou changement

a) de gérants et de préposés

b) autorisation d'aidant

Prises en charge (documents, légalisations signatures, etc.)

Constitution de dossier de demande de nationalité

Constitution de dossier de demande de rectification d'actes d'état civil en fonction des articles 99 et 100 du code civil

Constitution d'un dossier de transcription d'un acte d'état civil dressé à l'étranger et relatif à un ressortissant belge en vertu de l'article 31 du Code de Droit international Privé

Changement ou adjonction de prénoms pour les citoyens Belges:

-dossier normal

- dossiers pour lesquels le montant de la redevance peut être réduit :

- si le prénom présente un caractère ridicule ou odieux par lui-même, par son association avec le nom ou en raison de son caractère manifestement désuet ;*
- si le prénom est de consonance étrangère ;*
- si le prénom est de nature à porter confusion ;*
- si le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe de ponctuation ou d'un signe qui en modifie la prononciation ;*
- si le prénom est abrégé ;*
- si le prénom est modifié pour une personne transgenre.*

- dossiers pour lesquels la gratuité doit exceptionnellement être accordée :

demande d'adjonction de prénom(s) introduite par une personne étrangère qui en est dénuée lors de l'introduction de sa demande de nationalité Belge

Permis d'urbanisme :

<i>Dossier de demande de permis d'urbanisme</i>	<i>120,00 EUR</i>
<i>Demande de permis d'urbanisme en régularisation</i>	<i>500,00 EUR</i>
<i>Demande de permis d'urbanisme pour l'abattage d'arbre</i>	<i>25,00 EUR</i>
<i>Demande de permis d'urbanisme pour l'abattage d'arbre en régularisation</i>	<i>100,00 EUR</i>

Certificat d'urbanisme :

<i>Demande de certificat d'urbanisme</i>	<i>100,00 EUR</i>
<i>Dans le cadre de l'article 126 du Cobat, lorsque le demandeur introduit d'initiative un projet modifié:</i>	<i>100,00 EUR</i>
<i>Dossier mixte (certificat d'urbanisme et certificat d'environnement)</i>	<i>200,00 EUR</i>

Permis de lotir et certificat (ou modification) :

<i>Par parcelle</i>	<i>25,00 EUR</i>
<i>Minimum</i>	<i>100,00 EUR</i>

Permis d'environnement :

<i>Exploitation de classe 3, demande</i>	<i>25,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 3, demande de régularisation suite à une mise en demeure</i>	<i>50,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 3, demande de régularisation suite à PV</i>	<i>75,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 3, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement</i>	<i>100,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 2, demande</i>	<i>125,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 2, demande de régularisation suite à une mise en demeure</i>	<i>175,00 EUR</i>

<i>Exploitation de classe 2, demande de régularisation suite à PV</i>	<i>250,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 2, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement</i>	<i>500,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1B, demande</i>	<i>150,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1B, demande de régularisation suite à une mise en demeure</i>	<i>200,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1B, demande de régularisation suite à PV</i>	<i>300,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1B, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement</i>	<i>600,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1A, demande</i>	<i>200,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1A, demande de régularisation suite à une mise en demeure</i>	<i>250,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1A, de régularisation suite à PV</i>	<i>400,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1A, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement</i>	<i>800,00 EUR</i>

Certificat d'environnement :

<i>Exploitation de classe 2</i>	<i>100,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1b</i>	<i>150,00 EUR</i>
<i>Exploitation de classe 1a</i>	<i>200,00 EUR</i>

Article 2

La redevance est due pour toute demande introduite laissée sans suite ou délivrée ou refusée. Les frais d'expédition par la poste sont à charge des particuliers et des établissements privés qui demandent les documents. En cas de transaction internationale, la commission de paiement et la T.V.A. sur celle-ci sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Le paiement de la redevance est dû préalablement à l'introduction des demandes de permis d'urbanisme, de certificat d'urbanisme, de permis de lotir, de certificat de lotir, de permis d'environnement ou de certificat d'environnement.

Article 3

La redevance est perçue au comptant. Elle est valablement acquittée par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

Article 4

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014, pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 30 votes positifs, 6 votes négatifs, 7 abstentions.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen - Wijziging en Vernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten;
Gelet op de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunningen;
Gelet op de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;
Gelet op de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing;
Gelet op de omzendbrief van 11 juli 2018 betreffende de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing, waarbij de bevoegdheid inzake verandering van voornamen wordt overgedragen aan de ambtenaren van de burgerlijke stand en de voorwaarden en de procedure ervan worden geregeld;
Gelet op de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen;
Gelet op het reglement tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;
Overwegende dat vanaf de inwerkingtreding van de voormelde wet, namelijk op 1 augustus 2018, de ambtenaren van de burgerlijke stand direct verzoeken tot voornaamsverandering voorgelegd kunnen krijgen en zij de ontvankelijkheid ervan dienen te onderzoeken en er het gepaste gevolg aan te geven;
Overwegende dat uit artikel 3, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen en artikel 170, § 4, eerste lid, van de Grondwet blijkt dat de gemeenteraad in alle autonomie kan beslissen om hetzij de toegekende verzoeken tot voornaamsverandering, hetzij enkel de vergunningen tot verandering van voornamen te onderwerpen aan een retributie;
Overwegende dat het bedrag van de retributie en de inning ervan bij het indienen van het verzoek en niet a posteriori, een directe invloed kunnen hebben op het aantal ingediende verzoeken en van aard zijn een zekere lichtzinnigheid in hoofde van de verzoeker te vermijden;
Overwegende dat het bijgevolg past om het bedrag vast te stellen van de verschuldigde retributie als tegenprestatie van de behandeling van dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers;
Overwegende dat men stelt voor, met het oog op samenhang, om de bedragen van de registratierechten te hernemen die door het registratiekantoor van de FOD Financiën geïnd werden in het kader van verzoeken tot voornaamsverandering;
Overwegende dat het nodig is om het reglement tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen te vernieuwen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1

Het reglement te wijzigen tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, door er, in artikel 1,2) de bedragen te hernemen betreffende de behandeling van dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers, te weten:

Dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers:	
- gewoon dossier:	490,00 EUR
- dossiers waarvoor het bedrag van de retributie kan verminderd zijn :	
<ul style="list-style-type: none"> • indien de voornaam op zichzelf of samengenomen met de naam, belachelijk of hatelijk is, of omdat hij manifest ouderwets is; • indien de voornaam vreemd-klinkend is; • indien de voornaam tot verwarring aanleiding kan geven; • indien de voornaam slechts door het toevoegen of het verwijderen van een leesteken wordt gewijzigd, ofwel door een teken dat de uitspraak ervan wijzigt; • indien de voornaam wordt verkort; • indien de voornaam voor een transgender wordt gewijzigd. 	49,00 EUR
- dossiers waarvoor de kosteloosheid uitzonderlijk toegekend moet worden:	0,00 EUR
<ul style="list-style-type: none"> • verzoek van toevoeging van voorna(a)m(en) dat door een buitenlandse persoon wordt ingediend, die bij de invoering van zijn verzoek van Belgische nationaliteit dit is ontzegd 	

Artikel 2

De vastgestelde bedragen in artikel 1 zullen van toepassing zijn vanaf de officiële publicatie van deze beslissing.

Artikel 3

Alle andere beschikkingen te vernieuwen van het reglement tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014.

Artikel 4

De tekst op te stellen van het reglement tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, die er als volgt uitziet:

Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen.

De afgifte van administratieve stukken en inlichtingen aan particulieren of aan privé-instellingen en de samenstelling van administratieve dossiers zijn onderworpen aan het betalen van een retributie waarvan de bedragen als volgt zijn vastgesteld:

1. AFGIFTE VAN STUKKEN EN INLICHTINGEN:

Opzoeken van adressen in de bevolkings- of vreemdelingenregisters	EUR
-------------------------------------------------------------------	-----

Aflevering van 4 identiteitsfoto's door de dienst bevolking €5 (Er wordt een vermindering van 50 % toegestaan aan personen met een handicap van 66 % en aan personen van 65 jaar en ouder)	10 E
Duplicaat van bouw- of verkavelingtoelatingen	10 E
Duplicaat van de door de gemeente afgeleverde toelatingen in zake milieuvergunningen	10 E
Aanvraag van prorogatie van stedenbouwkundige vergunning	40 E
Stedenbouwkundige inlichtingen (voor notarissen) – artikel 275 van het BWRO:	130 E
Bevestiging van het aantal wooneenheden/bestemming	160 E
Advies aangaande de verdeling van een gebouw	80 E
Kopie van stedenbouwkundige voorschriften met betrekking op de B.P.A.'S. en verkavelingen (ongeacht het aantal bladzijden)	10 E
Zwart-wit afdrukken van plannen – per m ²	10 E
Fotokopieën van alle aard <ul style="list-style-type: none"> • per bladzijde in zwart-wit • per bladzijde in kleur 	(E (E
Kopie van gedigitaliseerde plannen (per plan)	10 E
Trouwboekjes	20 E
Catalogi van bibliotheken	10 E
Uittreksels uit de registers van de “Burgerlijke Stand” krachtens het artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek: <ul style="list-style-type: none"> • uittreksels van akten zonder afstamming – gewone kopie, niet ondertekend: €0,15 • voor eensluidend verklaard afschrift of uittreksel over de afstamming van de personen op wie de akte betrekking heeft na toestemming van de voorzitter van de Rechtbank van de Eerste Aanleg in toepassing van bovenvermeld artikel 	(E (E
(De fotokopieën afgeleverd aan de studenten of leden van opzoekingscentra die "geschiedkundige" opzoekingen doen zijn van de retributie vrijgesteld)	

2) SAMENSTELLING VAN ADMINISTRATIEVE DOSSIERS:

Huwelijken	150. EU
<ul style="list-style-type: none"> • Maandag: huwelijk mogelijk in de namiddag, vanaf 13u30 • Dinsdag: huwelijk mogelijk in de namiddag, vanaf 13u30 • Woensdag: geen huwelijk mogelijk • Donderdag: huwelijk mogelijk in de namiddag, vanaf 13u30 • Vrijdag: huwelijk mogelijk in de voormiddag, vanaf 10u00 • Zaterdag: huwelijk mogelijk in de voormiddag, vanaf 9u30 	150. EU 150. EU gr 150. EU
Wettelijk samenwonen	20. EU
Uitbating van dranksluiterijen of gelijkgestelde inrichtingen: opening, heropening, overname, plaatsing of verandering:	
a) van zaakvoerders en aangestelden:	50. EU
€50	5. EU
b) toelating als helper:	EU
Tenlastenemingen (documenten, legalisering van handtekeningen, enz.)	40. EU
Samenstelling van een dossier voor een nationaliteitsaanvraag	30. EU
Samenstelling van een dossier voor de aanvraag van verbetering van de akten van de burgerlijke stand krachtens artikels 99 en 100 van het Burgerlijk Wetboek	25. EU
Samenstelling van een dossier van overschrijving van een akte van de burgerlijke stand opgemaakt in het buitenland en betreffende een Belgische onderdaan krachtens artikel 31 van het Wetboek van Internationaal Privaatrecht	20. EU

Dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers:	
- gewoon dossier:	490. EU
- dossiers waarvoor het bedrag van de retributie kan verminderd zijn :	49. EU
<ul style="list-style-type: none"> • indien de voornaam op zichzelf of samengenomen met de naam, belachelijk of hatelijk is, of omdat hij manifest ouderwets is; • indien de voornaam vreemd-klinkend is; • indien de voornaam tot verwarring aanleiding kan geven; • indien de voornaam slechts door het toevoegen of het verwijderen van een leesteken wordt gewijzigd, ofwel door een teken dat de uitspraak ervan wijzigt; • indien de voornaam wordt verkort; • indien de voornaam voor een transgender wordt gewijzigd. 	
- dossiers waarvoor de kosteloosheid uitzonderlijk toegekend moet worden:	
<ul style="list-style-type: none"> • verzoek van toevoeging van voorna(a)m(en) dat door een buitenlandse persoon wordt ingediend, die bij de invoering van zijn verzoek van Belgische nationaliteit dit is ontzegd 	0. EU

Stedenbouwkundige vergunningen:

Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning	120,00 EUR
Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning in regularisatie	500,00 EUR
Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning voor het vellen van een boom	25,00 EUR
Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning voor het vellen van een boom in regularisatie	100,00 EUR

Stedenbouwkundig attest:

Aanvraag van een stedenbouwkundig attest	100,00 EUR
In het kader van artikel 126 van het BWRO, indien de aanvrager op eigen initiatief een gewijzigd project indient	100,00 EUR
Gemengd dossier (stedenbouwkundige vergunning en milieuvergunning)	200,00 EUR

Verkavelingvergunning en -attest (of wijziging)

Per perceel	25,00 EUR
Minimum	100,00 EUR

Milieuvergunning:

Gebruik van klasse 3 spontane aanvraag	25,00 EUR
----------------------------------------	-----------

Gebruik van klasse 3 aanvraag volgend op een ingebrekestelling	50,00 EUR
Gebruik van klasse 3 aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	75,00 EUR
Gebruik van klasse 3 aanvraag volgend op een PV en een sluiting	100,00 EUR
Gebruik van klasse 2 spontane aanvraag	125,00 EUR
Gebruik van klasse 2 aanvraag volgend op een ingebrekestelling	175,00 EUR
Gebruik van klasse 2 aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	250,00 EUR
Gebruik van klasse 2 aanvraag volgend op een PV en een sluiting	500,00 EUR
Gebruik van klasse 1B spontane aanvraag	150,00 EUR
Gebruik van klasse 1B aanvraag volgend op een ingebrekestelling	200,00 EUR
Gebruik van klasse 1B aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	300,00 EUR
Gebruik van klasse 1B aanvraag volgend op een PV en een sluiting	600,00 EUR
Gebruik van klasse 1A spontane aanvraag	200,00 EUR
Gebruik van klasse 1A aanvraag volgend op een ingebrekestelling	250,00 EUR
Gebruik van klasse 1A aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	400,00 EUR
Gebruik van klasse 1A aanvraag volgend op een PV en een sluiting	800,00 EUR

Milieuattest:

Gebruik van klasse 2	100,00 EUR
Gebruik van klasse 1B	150,00 EUR
Gebruik van klasse 1A	200,00 EUR

Artikel 2

De retributie is verschuldigd voor elke aanvraag waaraan de belanghebbenden geen gevolg geven of voor elke geweigerde vergunning. De verzendingskosten voor de door dit reglement bedoelde documenten vallen ten bezwaar van de particulieren en van de privé-instellingen die de stukken vragen. In het geval van een internationale geldtransactie zijn het commissieloon en de B.T.W. ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

Voor de aanvragen van stedenbouwkundige vergunning, stedenbouwkundig attest, verkavelingsvergunning, verkavelingsattest, milieuvergunning of milieuattest dient de retributie vooraf betaald te worden.

Artikel 3

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie.

Artikel 4

Huidig reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement van de retributie voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014 voor de periode van 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 30 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

17.12.2018/A/0037 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale article 234 § 2 et 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 § 2 et 3 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 42 §1, 1°, a) et b) de la Loi du 17.06.2016

Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 08.10.2018 : Remplacement de chaudières individuelles dans diverses propriétés communales (logements et infrastructures) - Cahier spécial des charges N° 127_REMPLACEMENT_CHAUDIERES_INDIVIDUELLES_2018 - Approbation des conditions et du mode de passation du marché ;

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable – 80.000 EUR TVAC - article 0000/724/60 (Equipement et maintenance) du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 12.10.2018: Remplacement de châssis et portes dans diverses propriétés communales - Cahier spécial des charges n°116_LOG_REMPLACEMENT_CHASSIS_2018 – Approbation des conditions du marché et du mode de passation du marché ;

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable – 50.000 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 22.10.2018: Travaux divers de rafraichissement (peinture, revêtements de sol, ...) dans différentes propriétés communales. Cahier spécial des charges n°79bis_RAFRAICHISSEMENT PEINTURE_2018 - Approbation des conditions du marché et du mode de passation du marché. Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 150.000,00 EUR TVAC - article 9220/724-60 (Equipement et maintenance des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 19.11.2018 : Site Belle-vue sis Quai du Hainaut, 41-43 et rue Evariste Pierron, 1 - Marché de services relatif à la maintenance, la réparation et l'entretien des installations techniques du site - Cahier spécial des charges 157_INFRA_HAI041_ENTRETIEN_2018 - Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 140.000 EUR TVAC - article 9220/724/60 (équipement et maintenance du bâtiment) du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 43 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

**Gemeentelijke Eigendommen - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 § 2 en 3 -
Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van
Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 2 en 3;
Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende
de gunning van opdrachten via onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42 §1, 1°,
a) en b) van de Wet van 17.06.2016;

Is geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

Zitting van 08.10.2018: Vervanging van individuele verwarmingsketels in
verschillende gemeentelijke eigendommen (woningen en infrastructuur) - Bestek nr.
127_VERVANGING_INDIVIDUELE VERWARMINGSKETELS_2018-Goedkeuring
van de voorwaarde en de gunningswijze van de opdracht;

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande
bekendmaking – 80.000 EUR BTW inbegrepen - artikel 0000/724/60 (Uitrusting en
onderhoud) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.

Zitting van 12.10.2018: Vervanging van ramen en deuren in verschillende
gemeentelijke eigendommen - Bestek nr.
116_WONINGEN_VERVANGING_RAMEN_2018 – Goedkeuring van de
voorwaarden van de opdracht en de gunningswijze van de opdracht;

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande
bekendmaking – 50.000 EUR BTW inbegrepen - artikel 0000/724/60 van de
buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.

Zitting van 22.10.2018: Diverse oprisingswerken (schilderwerk, vloerbekleding, ...) in
verschillende gemeentelijke eigendommen. Bestek nr.79bis_OPFRISSING
SCHILDERWERK_2018 - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en de
gunningswijze van de opdracht. Overheidsopdracht voor werken via
onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - 150.000,00 EUR
BTW inbegrepen - artikel 9220/724-60 (Uitrusting en onderhoud van de gebouwen)
van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.

Zitting van 19.11.2018: Site Belle-vue gelegen Henegouwenkaai 41-43 en Evariste
Pierron straat,1 - Overheidsopdracht voor diensten betreffende het onderhoud, de
herstelling en het onderhoud van de technische installaties van de site – bestek
157_INFRA_HAI041_ENTRETIEN_2018 - Vaststellen van de voorwaarden van de
opdracht – Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder
voorafgaande bekendmaking - 140.000 btw inbegrepen - artikel 9220/724/60
(Uitrusting en onderhoud van de gebouwen) van het buitengewoon budget van
begrotingsjaar 2018

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998
houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 43 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0038 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Quai du Hainaut 41-43 - Malterie (site Bellevue) -
Occupation temporaire d'un local au rez-de-chaussée par l'asbl Atelier Groot-
Eiland.

LE CONSEIL,

Considérant que le bâtiment communal, la Malterie (site Bellevue), sis Quai du Hainaut 41-43 à 1080 Bruxelles est occupé par plusieurs associations locataires des propriétés communales ;

Considérant qu'un local est prévu au rez-de-chaussée du bâtiment de la Malterie pour assurer la réception des clients du futur hammam ;

Considérant que cet espace ne fait, à ce jour, l'objet d'aucune occupation ;

Considérant qu'il peut être proposé, provisoirement, à l'asbl Atelier Groot Eiland d'occuper cet espace pour en faire une salle d'exposition, de lunch, de réunion et/ou de formation ;

Considérant que l'association supportera la responsabilité et l'entièreté des dépenses liées aux travaux d'aménagement;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation temporaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Atelier Groot Eiland pour une période allant du 01 janvier 2019 au 30 juin 2019 avec possibilité de reconduction tacite ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 96,63 EUR et que le montant des charges pour les consommations d'énergie peut être fixé à la somme de 20,00 EUR;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 06 décembre 2018;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire par l'asbl Atelier Groot Eiland d'un local sis au rez-de-chaussée de la Malterie sis Quai du Hainaut 41-43 à 1080 Bruxelles et cela, pour une durée limitée allant du 01 janvier 2019 au 30 juin 2019 avec possibilité de reconduction par période d'un mois;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 96,63 EUR et d'approuver le montant des charges forfaitaires à la somme de 20,00 EUR.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 39 votes positifs, 4 abstentions.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Project Bellevue - Mouterij - Tijdelijk gebruik van
een lokaal van de benedenverdieping door vzw Atelier Groot-Eiland.

DE RAAD,

overwegende dat het gemeentelijke gebouw, de Mouterij (Bellvuesite), gelegen in Senegouwenkaai 41-43 te 1080 Brussel gebruikt wordt door verschillende verenigingen die huurders zijn van de gemeentelijke eigendommen;

overwegende dat de ruimten van kleedkamers en douches oorspronkelijk voorzien zijn op de kelderverdieping bestemd voor de gebruikers van het gebouw;

overwegende dat deze ruimten onbruikbaar zijn wegens vochtproblemen;

overwegende dat een ruimte voorzien is op de benedenverdieping van het gebouw van de Mouterij voor de ontvangst van de klanten van de toekomstige hammam;

overwegende dat deze ruimte momenteel geen voorwerp uitmaakt van gebruik;

overwegende dat deze ruimte, tijdelijk, kan aangeboden worden aan de vzw Atelier Groot Eiland, om gebruikt te worden als een ruimte voor tentoonstellingen, lunches, vergaderingen en/of opleidingen;

overwegende dat de vereniging de aansprakelijkheid en alle uitgaven gekoppeld aan de richtingswerken op zich zal nemen;

overwegende dus dat er kan overgegaan worden tot het afsluiten van een tijdelijke gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Atelier Groot Eiland voor een periode van 01 januari 2019 tot 30 juni 2019 met de mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging;

overwegende dat deze overeenkomst de betaling voorziet van een gebruiksrecht van 6,63 EUR en dat het bedrag van de lasten voor het energieverbruik vastgelegd kan worden op 20,00 EUR;

overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken; geleet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 december 2018;

ESLIST :

Artikel 1 :

het ontwerp goed te keuren van de tijdelijke gebruiksovereenkomst door de vzw Atelier Groot Eiland van een ruimte gelegen op de benedenverdieping van de Mouterij gelegen in Senegouwenkaai 41-43 te 1080 Brussel, en dit, voor een beperkte duur van 01 januari 2019 tot 30 juni 2019 met mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging;

Artikel 2 :

het bedrag van het maandelijks gebruiksrecht vast te leggen op 96,63 EUR en het bedrag van 20,00 EUR voor forfaitaire lasten goed te keuren;

deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 39 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

17.12.2018/A/0039 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement fondamental communal francophone -
Appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à

L'Ecole n° 13 « L'Ecole qui bouge ».

LE CONSEIL,

Vu les articles 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 143 et 149, 2^o de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 1^{er}, 12 *bis*, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 28, alinéa 1^{er}, 3^o de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 34, 52 *quater* et 102 du Décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 12 à 34, 56 à 59 *bis*, 99, 100, 102 et 141 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1^{er} et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1^{er} à 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2007 déterminant le plan de formation relatif au volet commun à l'ensemble des réseaux de la formation des directeurs ;

Vu les articles 1^{er} et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 portant exécution de l'article 23, § 2 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1^{er} à 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 portant exécution de l'article 25, § 2, b) du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1^{er} à 3 et les annexes de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 2008 approuvant les plans de formation propres au réseau d'enseignement officiel subventionné de l'enseignement fondamental et secondaire et

de l'enseignement artistique à horaire réduit, en application de l'article 18 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1^{er} à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 2017 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 6 décembre 2016 relative à l'actualisation de l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée de plus de quinze semaines ;

Considérant que par délibération prise le 20 novembre 2013, le Conseil communal a procédé à la nomination définitive de Madame Laïla GHARBAOUI à la fonction de Directrice de l'Ecole communale n° 7 « *Arc-en-Ciel* » à dater du 1^{er} septembre 2013 ;

Considérant que par délibération du 19 février 2014, le Conseil communal a décidé de lui accorder un changement d'affectation vers l'Ecole communale n° 13, « *L'Ecole qui bouge* » ;

Considérant que par un courrier ordinaire daté du 19 septembre 2018, et reçu le 25 septembre 2018 par le secrétariat communal, la Direction générale des Personnels de l'Enseignement subventionné de la Communauté française a informé l'Administration communale du fait que Madame Laïla GHARBAOUI était déclarée définitivement inapte à assurer ses fonctions et admise à la pension prématurée définitive au 1^{er} juillet 2018 ;

Considérant que l'emploi de promotion de direction de l'Ecole communale n° 13 est dès lors vacant ;

Considérant que la Commission paritaire locale de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée, en sa séance du 22 septembre 2009, sur le profil de la fonction de directeur d'un établissement scolaire communal et que celui-ci a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 8 juillet 2010 ;

Considérant que la Commission paritaire locale de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée, en sa séance du 15 octobre 2018, concernant l'appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole n° 13 ;

Considérant que l'appel susmentionné est ouvert au palier 1, conformément aux dispositions de l'article 57 du Décret du 2 février 2007 précité :

« Nul ne peut être admis au stage à la fonction de promotion de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné ;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret ;

4° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 56, 2, 2° ;

5° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, §1^{er} et 18, §1^{er} du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1° doit avoir été acquise au niveau fondamental » ;

Considérant qu'il y a lieu d'admettre au stage dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole communale n° 13 et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et

de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE:

Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de directeur de l'Ecole communale n° 13, « *L'Ecole qui bouge* », tel que repris en annexe de la présente.

Article 2 :

De lancer un appel interne à candidatures ouvert au palier 1 tel que défini par l'article 57 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole fondamentale n° 13, et ce dans le respect des formes, délais et conditions de diffusion fixés par la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné, dans sa décision du 6 décembre 2016 relative à l'actualisation de l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée de plus de quinze semaines, décision rendue obligatoire par Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 2017.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le point est retiré de l'ordre du jour de la séance publique et est transféré en séance à huis clos.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Oproep tot kandidatuurstelling voor de toelating tot de stage van directeurfunctie van de School n° 13 « L'Ecole qui bouge ».

Het punt wordt van de dagorde van de openbare zitting gehaald en naar de zitting met gesloten deuren overgebracht.

17.12.2018/A/0040 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement supérieur artistique à horaire réduit - Académie de Musique et des Arts de la Parole - Propriété intellectuelle - Droits de reproduction de partitions musicales - Approbation de la convention proposée par la SCRL SEMU (BCE n° 0465.841.213).

LE CONSEIL,

Vu les articles 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1er, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;
Vu les articles 1er, § 2, 3, 6, § 1er, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1er à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;
Vu les articles 84 à 102, 116 et 117 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;
Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu les articles 1er, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;
Vu les articles 1er, 6 et 7 de Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;
Vu les articles 3, § 1er, 24, § 2, alinéa 2, 12°, 25, 32 et 36, § 1er, alinéa 1er de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;
Vu les articles 2, 3, 4, §§ 1er à 3, 7, 16, 39 et 129 du Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;
Vu les articles 1 à 7, 11, 13 et 14 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 janvier 2007 approuvant programme du cours de guitare d'accompagnement présenté par le Directeur de l'Académie de Musique et des Arts de la Parole ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 mars 2007 approuvant les différents programmes de cours présentés par le Directeur de l'Académie de Musique et des Arts de la Parole, pour la formation instrumentale pour le violon et la guitare, ainsi que l'Histoire de la musique – analyse ;
Vu les articles I.16, XI.165 à XI.171, XI.191/1, § 1er, 3°, XI.240 à XI.242, XI.246 à XI.247, XI.249, XI.258, XI.261 à 264 du Code de droit économique du 28 février 2013, ainsi que les articles 1er à 42 de la Loi du 29 décembre 2016 modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique ;
Vu l'article unique de l'Arrêté ministériel du 14 février 2000 autorisant une société de gestion des droits à exercer ses activités sur le territoire national ;
Considérant qu'aux termes de l'article XI.165 du Code de droit économique, « l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a seul le droit de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie (...) et d'autoriser la distribution au public, par la vente ou autrement, de l'original de son œuvre ou de copies de celle-ci » ;
Considérant que l'article XI.191/1 dudit Code précise que l'auteur ne peut interdire la reproduction d'œuvres, à l'exception des partitions musicales, à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, pour autant que l'utilisation soit justifiée par le but non lucratif poursuivi, et que l'utilisation ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'œuvre ;
Considérant que l'article XI.240, alinéa 1er du même Code reconnaît aux auteurs et aux éditeurs un droit à une rémunération en raison de la

reproduction et de la communication de leurs œuvres ;

Considérant que les finalités de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit organisé par la Commune, telles que définies par l'article 3 du Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, requièrent notamment que les élèves puissent acquérir des socles de compétence, dont la capacité de perception de la cohérence d'un langage artistique et la capacité de dominer l'utilisation des éléments techniques propres à chaque spécialité ;

Considérant que la mise en œuvre des programmes de cours fixés pour l'apprentissage de la musique nécessite l'utilisation de partitions musicales, lesquelles sont reproduites et distribuées par les enseignants ;

Considérant que la reproduction des partitions musicales est expressément exclue du régime dérogatoire fixé pour la reproduction d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique ;

Considérant que la SCRL SEMU (Société des Editeurs de Musique) a été autorisée à exercer des activités de gestion collective des droits d'auteurs portant sur la reproduction de partitions musicales reprises dans son répertoire ;

Considérant qu'à ce titre, la SCRL SEMU propose un contrat de licence destiné aux Pouvoirs organisateurs de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, par lequel elle autorise la reproduction de son répertoire aux conditions d'usage définies par la convention, et moyennant le paiement d'une rémunération indexable fixée comme suit :

- 7 € (TVAC) par élève de la section Musique ayant payé l'intégralité des droits d'inscription sur base du comptage officiel de l'année scolaire précédente, à l'exclusion des élèves n'utilisant pas de partitions ;
- 4 € (TVAC) par élève de la section Musique ayant payé des droits d'inscription réduits ou ayant été exonérés du paiement de droit d'inscription sur base du comptage de l'année scolaire précédente, à l'exclusion des élèves n'utilisant pas de partitions ;

Considérant que cette convention fixe les conditions d'usage des partitions musicales protégées, que les tarifs proposés par la SCRL SEMU sont raisonnables, et qu'il est intéressant et avantageux pour l'Académie de Musique et des Arts de la parole, compte tenu des particularités de l'enseignement artistique à horaire réduit dans le domaine musical, de pouvoir en bénéficier ;

Considérant qu'en application des articles 24, § 2, alinéa 2, 12°, et 25 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est légalement tenu de disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques pour être admis aux subventions, et que les frais de l'instruction qui y est donnée sont à charge du Pouvoir organisateur ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention ci-annexée, proposée par la SCRL SEMU, société de droit civil dont le siège social est établi à 9170 De Klinge, Oude Molenstraat, 27, immatriculée à la BCE sous le numéro BE 0465.841.213, convention dont l'objet est d'autoriser la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, en sa qualité de débitrice et de Pouvoir organisateur de l'Académie de

Musique et des Arts de la parole, à reproduire les partitions musicales qui font partie du répertoire de la SCRL SEMU, moyennant le paiement de la rémunération annuelle fixée par l'article 2 de la convention, et ce pour un terme de trois ans prenant cours le 1er septembre 2018 et expirant le 31 août 2021, avec tacite reconduction par termes successifs de trois ans, jusqu'à ce qu'une des deux parties résilie la convention par courrier recommandé notifié avant le 31 décembre précédant la date d'échéance triennale.

Article 2 :

De compléter la convention type « SEMU – Pouvoirs organisateurs » relative à l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ci-annexée, ainsi que la déclaration contractuelle annuelle qui y est jointe.

Article 3 :

De prévoir la dépense dont la Commune de Molenbeek-Saint-Jean sera redevable en exécution de la convention pour l'Académie de Musique et des Arts de la parole à l'article budgétaire 7340/122/04.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et expédition en sera adressée au B 4 et B 6.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 43 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan - Academie voor Muziek en Woord - Intellectueel eigendom - Reproductierechten van muziekpartituren - Goedkeuring van de overeenkomst voorgesteld door de CVBA SEMU (KBO nr 0465.841.213).

De Raad keurt het punt goed.

43 stemmers : 43 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0041 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Nouvel outil d'évaluation du cours de « Philosophie et Citoyenneté » à destination des élèves.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°6270 du 28 juin 2018 relative à l' « organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2018-2019 » ;

Vu la circulaire n°6280 du 12 juillet 2017 relative à l' « encadrement des cours de religion, de morale et de philosophie et de citoyenneté pour les élèves dispensés et du

cours de philosophie et de citoyenneté commun dans l'enseignement primaire ordinaire – Dévolution des emplois et nouvelles dispositions pour la fonction de maître de philosophie et citoyenneté » ;

Etant donné que le programme des cours de Philosophie et Citoyenneté pour les cycles 2, 3 et 4 de l'enseignement fondamental est entré en application définitive le 1^{er} septembre 2017 dans tous les établissements de l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, notamment dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que la réflexion concernant ce nouveau cours a débuté l'année qui suit, le temps que les nombreux nouveaux engagements pour ce nouveau cours aient pu avoir lieu ;

Considérant que l'évaluation est un des points importants tel que le précise le Programme d'études commun – Cycles 2, 3 et 4 ;

Considérant que la réflexion est donc partie de rien, étant donné qu'il s'agit d'un nouveau cours ;

Considérant que ce nouvel outil a été conçu dans un souci de continuité (de la 1^{ère} primaire à la 6^e primaire) et qu'il permet de donner une indication sur les acquis de chacun des élèves sans qu'il y ait de points, avec un regard bienveillant sur les apprentissages ;

Considérant que ce nouvel outil est le fruit d'un travail commun de l'ensemble des enseignants du cours de Philosophie et Citoyenneté, avec l'aide de la Cellule Pédagogique ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver ce nouvel outil d'évaluation du cours de « Philosophie et Citoyenneté » à destination des élèves (annexé ci-joint).

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalige onderwijs - Nieuwe evaluatiegereedschap voor de cursus "filosofie en bugerzaken " ten gunste van de leerlingen.

Het punt wordt verdaagd.

17.12.2018/A/0042 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Approbation du projet d'établissement de l'école n°15.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :
« *Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.*

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire n°6270 du 28 juin 2018 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2018-2019 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « *dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement* » ;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été approuvé par le Conseil de Participation de l'école n° 15 en sa séance du 12 novembre 2018.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°15 – Les Lutins du Petit Bois, approuvé en Conseil de Participation de l'école, en sa séance du 12 novembre 2018 ;

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'établissement à la présente.

Le Conseil approuve le point.

43 votants : 43 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalige onderwijs - Goedkeuring van het schoolproject school nr. 15.

De Raad keurt het punt goed.
43 stemmers : 43 positieve stemmen.

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting.

17.12.2018/A/0043 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics -
PTI 2016-2018 - Projets 02, 03, 04, 07 et 08 - Demande de subsides dans le cadre du
programme triennal d'investissement 2016-2018.

LE CONSEIL,

Vu la décision du conseil communal en date du 22 novembre 2017 décidant :

Article unique

D'approuver les formulaires A et B et de présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018 et d'approuver :

- Projet n°01 : « Réaménagement de voirie de l'avenue des Myrtes » ;
- Projet n°02 : « Réaménagement de voirie de la Place Mennekens » ;
- Projet n°03 : « Réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » en collaboration avec la Commune de Koekelberg ;
- Projet n°04 : « Etudes préalables aux travaux de réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » ;
- Projet n°07 : « Réaménagement de la rue des Bougainvillées » ;
- Projet n°08 : « Réaménagement de voirie de l'avenue du Scheutbosch »

Vu sa délibération du 12 septembre 2018;

Vu l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2018 fixant les procédures de demande et de liquidation des subsides visées par l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

DECIDE :

Article unique

De demander les subsides à hauteur de 70% dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018 pour les projets suivants :

- Projet n°02 : « Réaménagement de voirie de la Place Mennekens » ;
- Projet n°03 : « Réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » en collaboration avec la Commune de Koekelberg ;
- Projet n°04 : « Etudes préalables aux travaux de réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » ;
- Projet n°07 : « Réaménagement de la rue des Bougainvillées » ;
- Projet n°08 : « Réaménagement de voirie de l'avenue du Scheutbosch ».

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst

Overheidsopdrachten - Driejarenplan 2016-2018 - Projecten 02, 03, 04, 07 en 08 - Aanvraag subsidies in het kader van het driejarenplan 2016-2018.

DE RAAD,

Gelet op haar beslissing van 22.11.2017 waarbij beslist werd:

Enig artikel

Formulieren A en B goed te keuren en de volgende dossiers voor te leggen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het driejarenplan 2016-2018 en goed te keuren:

- Project nr. 01: “Herinrichting van de wegenis van de Myrtenlaan”;
- Project nr. 02: “Herinrichting van de Jef Mennekensplaats”;
- Project nr. 03: “Herinrichting van de Van Hoegaerdestraat” in samenwerking met de gemeente Koekelberg;
- Project nr. 04: “Studies voorafgaand aan de herinrichting van de wegenis van de Van Hoegaerdestraat”;
- Project nr. 07: “Herinrichting van Bougainville’s straat”;
- Project nr. 08: “Herinrichting van de Scheutboschlaan”;

Gelet op haar beslissing van 12 september 2018;

Gezien de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2018 tot vastlegging van de procedures voor het aanvragen en de vereffening van de subsidies beoogd door de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren

van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

BESLUIT:

Enig artikel:

De subsidies ter hoogte van 70% in het kader van het driejarenplan 2016-2018 aan te vragen voor volgende projecten:

- Project nr. 02: “Herinrichting van de Jef Mennekensplaats”;
- Project nr. 03: “Herinrichting van de Van Hoegaerdestraat” in samenwerking met de gemeente Koekelberg;
- Project nr. 04: “Studies voorafgaand aan de herinrichting van de wegnis van de Van Hoegaerdestraat”;
- Project nr. 07: “Herinrichting van Bougainville’s straat”;
- Project nr. 08: “Herinrichting van de Scheutboschlaan”.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0044 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier Durable Autour du Parc de l'Ouest - Approbation du Règlement d'Ordre intérieur de la Commission de Quartier du Contrat de Quartier Durable Autour du Parc de l'Ouest ainsi que de la composition de la Commission de Quartier du Contrat de Quartier Durable Autour du Parc de l'Ouest.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 06/1/2016) du 24 novembre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2017 (séance du 16/11/2017) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide le lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable autour du périmètre urbain « Parc de l'Ouest » ;

Vu la décision de la Commission de quartier du 5 juillet 2018 de valider la composition de la Commission de quartier du contrat de quartier durable “Autour du Parc de l'Ouest”;

Vu la décision de valider en Commission de quartier du 18 avril 2018, le règlement d'ordre intérieur de la Commission de quartier du contrat de quartier durable "Autour du Parc de l'Ouest";

DECIDE :

Article 1er :

D'approuver la composition de la Commission de quartier du contrat de quartier durable "Autour du Parc de l'Ouest".

Article 2:

D'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission de quartier du contrat de quartier durable "Autour du Parc de l'Ouest".

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rondom Westpark - Goedkeuring van het reglement van inwendige orde van de Wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract Rondom Westpark evenals de samenstelling van de Wijkcommissie van het duurzaam wijkcontract Rondom Westpark.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de uitvoering van de ordonnantie van 06/1/2016) van 24 november 2016 ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 21 november 2017 (zitting van 16/11/2017) waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest besluit om het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de beslissing van de wijkcommissie van 5 juli 2018 waarin het besluit werd genomen om de samenstelling van de Wijkcommissie van het duurzaam wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren ;

Gezien de beslissing van de Wijkcommissie van 18 april 2018 waarin het besluit werd genomen om het reglement van inwendige orde van het duurzaam wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De samenstelling van de wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren.

Artikel 2 :

Het reglement van inwendige orde van de Wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

17.12.2018/A/0045 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Service Marchés Publics -
Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » - Opérations 1.C1, 1.C2A, et 1.C3 -
Marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean
en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77 et 79 à
Molenbeek-Saint-Jean - Rectificatif de l'avis de marché - CDC 18.025.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 24 octobre 2018 décidant :

Article 1:

D'approuver les modifications aux documents du marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs au marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77 et 79, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » et de les faire sien;

Article 2:

De relancer le marché de travaux et de le passer par une procédure ouverte belge ;

Article 3 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 4:

D'approuver la dépense globale estimée pour les travaux à 4.005.268,39 EUR HTVA (à différents taux selon l'opération, soit de 458.008,90 EUR de TVA), soit un total de 4.463.277,55 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.909.605,30 EUR.

Article 5 :

D'approuver l'application de la clé de répartition des coûts par opération, à savoir :

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la communication au Département Infrastructures et Développement Urbain (service Marchés Publics) d'un opérateur économique concernant une question à propos des postes du métré récapitulatif qui nécessitent une modification ;

Considérant la consultation du bureau d'études qui a confirmé que certains postes du

métré récapitulatif doivent être modifiés afin de rectifier ces omissions;
Vu qu'un rectificatif de l'avis de marché est par conséquent nécessaire en ce qui concerne le métré récapitulatif,
Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les adaptations apportées à l'avis de marché pour le marché relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77 et 79 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », plus spécifiquement en ce qui concerne le métré récapitulatif.

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst

Overheidsopdrachten - Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» - Operaties 1.C1, 1.C2A, en 1.C3 - Opdracht voor werken betreffende de reconversie van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, Nijverheidskaai 75, 77 en 79 te Sint-Jans-Molenbeek - Rectificatie van de aankondiging van de opdracht. - Bestek 18.025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 oktober 2018 waarin werd beslist:

Artikel 1:

De aanpassingen aan de opdrachtdocumenten, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de opdracht voor werken betreffende de reconversiewerken van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen te Nijverheidskaai 75, 77 en 79, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» goed te keuren.

Artikel 2:

De opdracht voor werken te herlanceren en te plaatsen via een Belgische openbare procedure.

Artikel 3:

Het ontwerp van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren.

Artikel 4 :

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 4.005.268,39 EUR btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 458.008,90 EUR) hetzij 4.463.277,55 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 4.909.605,30 EUR btw. incl. goed te keuren.

Artikel 4:

De toepassing van de sleutelverdeling van de kosten per operatie goed te keuren, met

name :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de communicatie ten aanzien van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling (dienst Overheidsopdrachten) van een ondernemer betreffende een vraag over posten van de samenvattende meetstaat die een wijziging vereisen;

Gezien de raadpleging van het studie bureau die bevestigd heeft dat bepaalde posten van de samenvattende meetstaat gewijzigd dienen te worden om deze leemtes recht te zetten;

Gezien een rectificatie van de aankondiging van de opdracht bijgevolg noodzakelijk is wat betreft de samenvattende meetstaat ;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De aangebrachte aanpassingen in de aankondiging van de opdracht goed te keuren voor de opdracht voor werken betreffende de reconversie van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, Nijverheidskaai 75, 77 en 79 te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke», meer bepaald wat de samenvattende meetstaat betreft.

Kopie van onderhavige beraadslaging over te maken aan de volgende diensten: B4, B6, B32, B40.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0046 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Service Marchés Publics -
Projet « Ulens » - Construction d'une école primaire et d'une crèche
néerlandophones, Rue Ulens 40/44 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Collaboration
entre la Commune et GO ! - Prise de connaissance des documents du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu la décision du Conseil Communal en date du 25 octobre 2017 décidant :
Article unique :
D'approuver la convention de collaboration entre la commune et GO !, en ce compris son préambule.
Vu la décision du Conseil Communal en date du 12 septembre 2018 décidant :
Article unique :
De revoir la délibération du 25 octobre 2017 et d'approuver le nouveau projet de convention de collaboration entre la commune, GO ! et la VGC en ce compris son préambule;
Considérant que cette convention définit les droits et les obligations de chacune des parties ;
Considérant que l'école et la crèche se situeront dans un seul bâtiment et que GO ! construira le bâtiment abritant ces 2 fonctions ;
Considérant que le maître d'ouvrage pour ce dossier est le GO !;
Considérant que l'élaboration des documents du marché, la publication de l'avis de marché, l'ouverture et l'analyse des offres sera entièrement prise en charge par le GO !;
Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché de Design & Build pour ce dossier ;
Considérant que la Commune finance les travaux relatifs à la construction de la crèche par le biais des moyens du FEDER pour un montant maximal de 1.657.069,88 EUR ;
Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

De prendre connaissance du dossier Design & Build, à savoir des documents du marché, plus précisément du 'Selectieleidraad' et de l'avis de marché et ses annexes, établis par GO ! (Gemeenschapsonderwijs), concernant la construction d'une école primaire et d'une crèche néerlandophones, Rue Ulens 40/44 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40 et B12.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst

Overheidsopdrachten - Project « Ulens » - Bouw van een Nederlandstalige

basisschool en een Nederlandstalig kinderdagverblijf, Ulensstraat 40/44 te Sint-

Jans-Molenbeek - Samenwerking tussen de Gemeente en GO! - Kennisname van de opdrachtdocumenten.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad in datum van 25 oktober 2017 waarin werd beslist:

Enig artikel:

De samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en GO! goed te keuren, hierin begrepen de inleiding.

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad in datum van 12 september 2018 waarin werd beslist:

Enig artikel:

De beslissing van de Raad van 25 oktober 2017 te herzien en de nieuwe samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente, GO! en de VGC goed te keuren, hierin begrepen de inleiding.

Overwegende dat deze overeenkomst de rechten en plichten van alle partijen vastlegt;

Overwegende dat de school en het kinderdagverblijf zich in 1 gebouw zullen bevinden en dat GO! het gebouw zal bouwen waarin deze 2 functies zich zullen bevinden;

Overwegende dat de bouwheer voor dit dossier het GO! is;

Overwegende dat de opstelling van de opdrachtdocumenten, de publicatie van de aankondiging van de opdracht, de opening en de analyse van de offertes volledig ten laste zal genomen worden door het GO!;

Overwegende dat het noodzakelijk is de Design & Build-opdracht voor dit dossier te lanceren;

Overwegende dat de Gemeente de werken voor de bouw van het kinderdagverblijf financiert via EFRO-middelen, strikt beperkt tot 1.657.069.88 EUR;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Kennis te nemen van het Design & Build-dossier, met name van de opdrachtdocumenten, meer bepaald van de 'Selectieleidraad' en van de aankondiging van de opdracht en haar bijlagen, opgesteld door het GO! (Gemeenschapsonderwijs), betreffende de bouw van een Nederlandstalige basisschool en een Nederlandstalig kinderdagverblijf, Ulensstraat 40/44 te Sint-Jans-Molenbeek.

Kopie van onderhavige beraadslaging over te maken aan de volgende diensten: B4, B6, B32, B40 en B12.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

17.12.2018/A/0047 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département infrastructures et Développement Urbain - Politique de la Ville -
Convention 2018 - Approbation des glissements des montants.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 25 octobre 2017 approuvant la convention Politique de la Ville 2018 pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 ;

Considérant que le Service Public Régional de Bruxelles (SPRB) octroie une subvention totale de 896.868,90 € pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018;

Vu les directives financières et administratives 2016-2018 du programme triennal de phasing out indiquant la possibilité de glissements financiers et modifications entre projets inscrits dans la convention 2018;

Vu les budgets repris en annexe de la convention 2018 répartissant le soutien financier entre les différents projets;

Considérant que les frais en personnel prévus pour le projet Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale ont été surestimés et peuvent donc être réduits (de 43.920,00 € à 17.725,19 €) ;

Considérant que le budget libéré de 26.194,81 € initialement prévu pour le projet Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale peut être transféré sur le projet de Parc Etangs Noirs qui nécessite un budget complémentaire en investissements ;

Considérant que les frais en personnel prévus pour le projet Hall des sports Heyvaert ont été surestimés et peuvent donc être réduits (de 78.265,00 € à 76.256,63 €) ;

Considérant que le budget libéré de 2.008,37 € initialement prévu pour le projet Hall des sports Heyvaert peut être transféré sur le projet de Parc Etangs Noirs qui nécessite un budget complémentaire en investissements ;

Considérant que le budget de 3.000,00 € en fonctionnement prévu pour le projet Belle-Vue n'a pas été engagé et est donc disponible pour un autre projet;

Considérant que le budget libéré de 3.000,00€ initialement prévu pour le projet Belle-Vue peut être transféré sur le projet de Parc Etangs Noirs qui nécessite un budget complémentaire en investissements ;

Considérant que le budget en investissements prévu pour le projet Schols n'a pas été nécessaire;

Considérant que le budget libéré de 1,00 € initialement prévu pour ce projet peut être transféré sur le projet de Parc Etangs Noirs qui nécessite un budget complémentaire en investissements ;

Considérant que les frais en personnel prévus pour la coordination ont été surestimés et peuvent donc être réduits (de 52.500,00 € à 49.927,10 €) ;

Considérant que le budget libéré de 2.572,90 € initialement prévu pour la coordination peut être transféré sur le projet de Parc Etangs Noirs qui nécessite un budget complémentaire en investissements ;

Considérant que le budget prévu en personnel pour le projet MOVE (anciennement LES) peut être diminué pour augmenter le budget en fonctionnement de cette dernière ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les nouveaux montants relatifs aux projets inscrits dans la convention 2018 se répartissant comme suit :

- Parc Etangs Noirs: 183.777,08 € en frais d'investissement ;
- MOVE (anciennement LES) : 96.792,88 € en frais de personnel et 43.187,12 € en frais de fonctionnement ;
- Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale : 17.725,19 € en frais de personnel ;
- Hall des sports Heyvaert : 76.256,63 € en personnel ;
- Belle-Vue : 0,00 € en fonctionnement ;
- Schols : 0,00 € en investissements ;
- Coordination : 49.927,10 € en frais de personnel

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement infrastructuur en stedelijke ontwikkeling - Stedelijk Beleid - Overeenkomst 2018 - Goedkeuring van verschuivingen van bedragen.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 oktober 2017 tot goedkeuring van de overeenkomst Stedelijk Beleid 2018 voor de periode gaande van 1 januari 2018 tot 31 december 2018;

Overwegende dat de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB) een totale subsidie van 896.868, 90 EUR toekent voor de periode van 1 januari 2018 tot 31 december 2018;

Gelet op de financiële en administratieve richtlijnen 2016-2018 van het driejarenprogramma van uitdoving ("phasing out"), die voorzien in de mogelijkheid van financiële verschuivingen en wijzigingen tussen projecten die in de overeenkomst 2018 zijn opgenomen;

Gelet op de budgetten in bijlage bij de overeenkomst 2018 die de financiële steun verdeelt over de verschillende projecten;

Overwegende dat de personeelskosten van het Huis van Culturen en Sociale samenhang werden overschat en daarom kunnen worden verminderd (van 43.920,00 € naar 17.725,19 €);

Overwegende dat het vrijgekomen budget van 26.194,81 €, aanvankelijk gepland voor het project het Huis van Culturen en Sociale samenhang, kan worden overgeheveld naar het project van het park Zwarte Vijvers waarvoor een bijkomend budget nodig is in investeringen;

Overwegende dat de personeelskosten voor de Heyvaertsportzaal overschat waren en daarom kunnen worden verminderd (van 78.265,00 € naar 76.256,63 €);

Overwegende dat het vrijgekomen budget van 2.008,37 €, aanvankelijk gepland voor het project Heyvaertsportzaal, kan worden overgeheveld naar het project van het park Zwarte Vijvers waarvoor een bijkomend budget nodig is in investeringen;

Overwegende dat het budget van 3.000,00 €, aanvankelijk gepland voor het project Bellevue, niet werd vastgelegd en dus beschikbaar is voor een ander project;

Overwegende dat het vrijgekomen budget van 3.000. €, aanvankelijk gepland voor het

project Bellevue, kan worden overgeheveld naar het project van het park Zwarte Vijvers waarvoor een bijkomend budget nodig is in investeringen;
Overwegende dat de investeringskosten voor Schols niet noodzakelijk waren;
Overwegende dat het vrijgekomen budget van 1,00 €, aanvankelijk gepland voor het project Schols kan worden overgeheveld naar het project van het park Zwarte Vijvers waarvoor een bijkomend budget nodig is in investeringen;
Overwegende dat de personeelskosten van coördinatie werden overschat en daarom kunnen worden verminderd (van 52.500,00 € naar 49.927,10 €);
Overwegende dat het vrijgekomen budget van 2.572,90 €, aanvankelijk gepland voor de coördinatie, kan worden overgeheveld naar het project van het park Zwarte Vijvers waarvoor een bijkomend budget nodig is in investeringen;
Overwegende dat de personeelskosten van het project MOVE (voorheen LES) kan worden verminderd om zijn werkingskosten te verhogen;
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:

De nieuwe bedragen goed te keuren m.b.t. de projecten die zijn opgenomen in de overeenkomst 2018, als volgt verdeeld:

- Park Zwarte Vijvers : 183.777,08 € in investeringskosten;
- MOVE (voorheen LES) : 96.792,88 € in personeelskosten en 43.187,12 € in werkingskosten;
- Huis van Culturen en Sociale samenhang: 17.725,19 € in personeelskosten;
- Heyvaertsportzaal: 76.256,63 € in personeelskosten;
- Bellevue : 0,00 € in werkingskosten;
- Schols: 0,00 € in investeringskosten;
- Coördinatie: 49.927,10 € in personeelskosten.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0048 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Communication (Image et valorisation de la Commune) - Octroi d'un subside
exceptionnel à l'asbl Bien ou Bien pour son projet de voyage en Israël - Palestine.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 26 novembre 2018 de demande de soutien à l'asbl Bien ou Bien, créé en mai 2018, pour son projet de voyage en Israël;

Considérant que 5 jeunes de Molenbeek devaient se rendre en Israël pour un voyage éducatif en septembre 2018 mais que ceux-ci n'ont pas reçu l'autorisation d'entrée sur le territoire alors que les billets d'avion avaient déjà été réservés et payés, soit un montant de 1.220,69 EUR;

Considérant que l'asbl Bien ou Bien qui avait financé le voyage se retrouve aujourd'hui avec des dépenses importantes;

Considérant qu'un soutien de la Commune à cette jeune asbl permettrait de poursuivre ses activités au quotidien;

Considérant qu'un subside de 1.220,69 EUR pourrait leur être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 1053/332/02 de l'exercice ordinaire 2018 (Image et valorisation de la Commune - Subside aux organismes);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.220,69 EUR à l'asbl Bien ou Bien sise rue de Ribaucourt, 188 à 1080 Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE78 7360 5213 9786, dont le numéro d'entreprise est le 0696.785.840;

Article 2 :

De réserver la somme la somme de 1.220,69 EUR à l'article budgétaire 1053/332/02 de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Communicatie (Imago en opwaardering van de Gemeente) - Bijzondere subsidie aan de asbl Bien ou Bien voor haar reisproject naar Israël - Palestina.

DE RAAD,

Gelet op de e-mail van 26 november 2018 voor de steunaanvraag door de vzw Bien ou Bien, opgericht in mei 2018, voor haar reisproject naar Israël;

Overwegende dat 5 Molenbeekse jongeren in september 2018 op educatieve reis naar Israël moesten vertrekken maar dat ze geen toelating hebben gekregen voor het betreden van het grondgebied, hoewel de vliegtuigtickets van een bedrag van 1.220,69 EUR reeds gereserveerd en betaald waren;

Overwegende dat de vzw Bien ou Bien, die de reis gefinancierd had, momenteel te maken heeft met aanzienlijke uitgaven;

Overwegende dat deze jonge vzw dankzij een steun van de Gemeente haar dagelijkse activiteiten zou kunnen voortzetten;

Overwegende dat een subsidie van 1.220,69 EUR zou kunnen toegekend worden aan deze vzw;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten zijn ingeschreven op het begrotingsartikel 1053/332/02 van de gewone begroting van het begrotingsjaar 2018 (Imago en opwaardering van de Gemeente - Subsidie aan organismen);

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van 1.220,69 EUR toe te kennen aan de vzw Bien ou Bien gelegen de Ribaucourtstraat 188 te 1080 Molenbeek, titularis van de bankrekening BE78 7360 5213 9786, met het ondernemingsnummer 0696.785.840;

Artikel 2 :

Het bedrag van 1.220,69 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 1053/332/02 van het begrotingsjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0049 **Département Services généraux et Démographie**
Communication - Réalisation d'un documentaire « La boîte de demain, c'est maintenant » (titre provisoire) avec Mohamed El Marcouchi - Soutien financier de 1.000 EUR à l'A.S.B.L. Productions associées.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides approuvé par le Conseil communal en sa séance du 23 mai 2018 ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 19 novembre 2018 d'octroyer un soutien de 1.000 EUR (mille euros) pour les frais de production du film "La boîte de demain, c'est maintenant" (titre provisoire) à l'A.S.B.L. Productions associées, sise au n° 70 rue Emile Féron à 1060 Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte de la décision du Collège d'octroyer un soutien de 1.000 EUR (mille euros) pour les frais de production du film "La boîte de demain, c'est maintenant" (titre provisoire) à l'A.S.B.L. Productions associées, sise au n° 70 rue Emile Féron à 1060 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Communicatie - Realisatie van een documentaire "La boîte de demain, c'est maintenant" (voorlopige titel) met Mohamed El Marcouchi - Financiële steun van 1.000 EUR aan de V.Z.W. Productions Associées.

DE RAAD,

Gezien het nieuwe reglement betreffende de toekenning van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 23 mei 2018;

Gezien de beslissing van het College in zijn zitting van 19 november 2018 betreffende het toekennen van een bedrag ten belope van 1.000 EUR (duizend euro) als steun voor de productiekosten van de film "La boxe de demain, c'est maintenant" (voorlopige titel) aan de V.Z.W. Productions associées, gelegen in de Emile Féronstraat nr. 70 te 1060 Brussel ;

BESLUIT :

Enig artikel:

Akte te nemen van de beslissing van het College om een bedrag van 1.000 EUR (duizend euro) toe te kennen als steun voor de productiekosten van de film "La boxe de demain, c'est maintenant" (voorlopige titel) aan de V.Z.W. Productions Associées, gelegen in de Emile Féronstraat 70 te 1060 Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0050 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Petite enfance - Donation de lits cages et de tables surnuméraires.

LE CONSEIL,

Considérant que les crèches « Reine Fabiola » et « Louise Lumen » ont remplacé leurs lits cages et disposent dès lors de lits cages surnuméraires;

Considérant que la crèche « Reine Fabiola » dispose en outre de 2 petites tables d'enfants ;

Considérant qu'une précédente donation avait déjà été faite en 2014 au bénéfice d'une maternité à Kinshasa à la demande de l'asbl « La Nouvelle Jérusalem », rue Picard 174 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant la demande de l'asbl « EquipeEuropa » sise rue Dodonée 22 à 1180 Bruxelles qui soutient une section d'oncologie pédiatrique à l'hôpital d'urgence de Craiova, Roumanie ;

Considérant que le transport du matériel sera assuré par l'asbl « EquipeEuropa ».

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la donation de 17 lits cages des crèches « Reine Fabiola » et « Louise Lumen » ainsi que de 2 petites tables enfants à l'asbl « EquipeEuropa » sise rue Dodonée 22 à 1180 Bruxelles qui soutient une section d'oncologie pédiatrique à l'hôpital d'urgence de Craiova, Roumanie.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Kinderopvang - Schenking niet gereguleerde spijlenbedjes.

DE RAAD,

Gezien de kinderdagverblijven 'Reine Fabiola' en 'Louise Lumen' hun spijlenbedjes vervangen hebben en vanaf nu over een te groot aantal spijlenbedjes beschikken;

Gezien het kinderdagverblijf 'Reine Fabiola' ook over 2 kleine kindertafeltjes beschikt;

Gezien in 2014 een eerdere schenking werd gedaan ten voordele van een kraamkliniek in Kinshasa op vraag van de vzw 'La Nouvelle Jerusalem', Picardstraat 174 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de aanvraag van de vzw 'EquipeEuropa' met zetel Dodonéstraat 22 te 1180 Brussel die een afdeling Pediatische Oncologie ondersteunt in het Spoedhospitaal te Craiova, Roemenië;

Gezien het vervoer van het materiaal verzorgd wordt door de vzw 'Equipe Europa';

Besluit :

Enig artikel :

De schenking goed te keuren van 17 spijlenbedjes van de kinderdagverblijven 'Reine Fabiola' en 'Louise Lumen' alsook 2 kindertafeltjes, aan de vzw 'EquipeEuropa' met zetel Dodonéstraat 22 te 1180 Brussel, die een afdeling Pediatische Oncologie ondersteunt in het Spoedhospitaal te Craiova, Roemenië.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0051 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl l'Amicale de l'Athénée Serge Creuz pour son projet aide scolaire.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 23 octobre 2018 de demande de subside de l'asbl l'Amicale de l'Athénée Serge Creuz, située rue de la Prospérité, 14 à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE26 00166423 1929, dont le numéro d'entreprise est le 833.346.794 pour son projet aide scolaire;

Considérant que ladite asbl propose des cours de remédiation scolaire pour les élèves du secondaire;

Considérant qu'un subside de 2.000,00 EUR pourrait être octroyé par le service Jeunesse;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 2.000,00 EUR à l'asbl l'Amicale de l'Athénée Serge Creuz située rue de la Prospérité, 14 à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE26 00166423 1929, dont le numéro d'entreprise est le 833.346.794 pour son projet aide scolaire;

Article 2 :

De réserver la somme de 2.000,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 41 votes positifs, 1 abstention.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Jeugddienst - Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan de vzw l'Amicale van het Serge Creuz Atheneum voor haar project van leerbijstand.

DE RAAD,

Gelet op de e-mail van 23 oktober 2018 voor de subsidieaanvraag van de asbl l'Amicale de l'Athénée Serge Creuz, gelegen Pastorijsstraat 14 te Molenbeek, titularis van de bankrekening BE26 00166423 1929, met als ondernemingsnummer 833.346.794 voor haar project van leerbijstand;

Overwegende dat de vernoemde vzw cursussen van leerbijstand aanbiedt voor de middelbare scholieren;

Overwegende dat een subsidie van 2.000,00 EUR zou kunnen toegekend worden;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Artikel 1 :

De toekenning goed te keuren van een subsidie van 2.000,00 EUR aan de asbl l'Amicale de l'Athénée Serge Creuz, gelegen Pastorijsstraat 14 te Molenbeek, titularis van de bankrekening BE26 00166423 1929, met als ondernemingsnummer 833.346.794 voor haar project van leerbijstand;

Artikel 2 :

Het bedrag van 2.000,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 41 positieve stemmen, 1 onthouding.

LE CONSEIL,

Considérant l'objectif de l'asbl de promouvoir un sport citoyen auprès des jeunes des quartiers et des clubs ;

Considérant le but visé d'assurer des actions et des activités sportives pour des jeunes dans un premier temps hostile à toute participation sportive responsable ;

Considérant l'aspiration de cette association d'assurer un suivi à ces activités pour les jeunes de sorte qu'ils continuent à s'investir dans le sport toute leur vie;

Considérant sa demande d'un soutien financier pour un projet pédagogique à caractère sportif ;

Considérant le public visé, très jeune, issu principalement de quartiers défavorisés et de clubs bien structurés ;

Considérant les objectifs poursuivis par cette action de donner le goût de la compétition, le plaisir du jeu, donner goût à l'activité aux nouveaux pratiquants pour leur permettre de s'intégrer à un club ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1.000,00 EUR à l'asbl Espoir Molenbeek (n° BE0666.911.523) sise Chaussée de Gand, 240, à 1080 Bruxelles, afin de lui permettre de remplir la mission qu'elle s'est fixée ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte : BE35 3630 6080 9037 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Espoir Molenbeek".

DE RAAD,

Overwegende de doelstelling van de vzw voor de bevordering van sport voor burgers bij jongeren uit wijken en clubs;

Overwegende het beoogde doel om voor sportacties en -activiteiten te zorgen voor jongeren die in eerste instantie onwelwillend staan tegenover elke verantwoorde sportieve deelname;

Overwegende het streven van deze vereniging om een opvolging voor deze activiteiten te verzekeren voor de jongeren zodat ze zich heel hun leven blijven inzetten voor sport;

Overwegende haar aanvraag voor een financiële ondersteuning voor een pedagogisch project met een sportief karakter;

Overwegende de beoogde, zeer jonge, doelgroep, hoofdzakelijk uit benadeelde wijken en goed gestructureerde clubs;

Overwegende de nagestreefde doelstellingen door deze actie om de smaak van competitie en spelplezier te laten proeven, en de nieuwe beoefenaars warm te maken voor de activiteiten zodat ze zich integreren in een club;

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen bij haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1.000,00 toe te kennen aan de vzw Espoir Molenbeek (nr. BE0666.911.523) gelegen Gentssteenweg 240 te 1080 Brussel, teneinde haar toe te laten om alsmede om de taak te vervullen die zij zichzelf heeft gesteld;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE35 3630 6080 9037 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0053 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl Molenbeek Sport.

LE CONSEIL,

Considérant que les objectifs de l'asbl Molenbeek Sport visent à promouvoir la pratique sportive sous toutes ses formes, sans discrimination et promouvoir des pratiques d'éducation à la santé et à l'enseignement par le sport ;

Considérant que le Hall des Sports Muhammad Ali, dont la gestion quotidienne a été confiée à l'ASBL Molenbeek Sport, a pour mission la promotion du sport auprès des

Molenbeekois ;

Considérant que le Hall propose des activités sportives aux habitants, avec la possibilité d'un tarif social tout en prônant le dialogue interculturel et la cohésion sociale ;

Considérant que lors de chaque congé scolaire, des stages multisports sont organisés pour accueillir les plus jeunes, de 3 à 12 ans ;

Considérant qu'afin d'offrir des activités de qualités, il y a lieu de renforcer les moyens matériel mis à disposition par le Hall des Sports Muhammad Ali aux asbl ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 2.000,00 EUR à l'asbl Molenbeek Sport (n° d'entreprise : 0430.823.421), sise Rue Van Kalck, 93, 1080 Bruxelles afin de lui permettre de remplir les missions qu'il s'est fixé;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE96 0012 7306 7305 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Molenbeek Sport.

DE RAAD,

Overwegende de doelstellingen van de vzw Molenbeek Sport om de sportbeoefening in alle vormen en zonder discriminatie te bevorderen en opvoedingspraktijken betreffende gezondheid en onderwijs via de sport te bevorderen;

Overwegende dat de Muhammad Ali sporthal, waarvan het dagelijks beheer werd toevertrouwd aan de VZW Molenbeek Sport, heeft als missie de sport te bevorderen bij de Molenbekenaren;

Overwegende dat de Hal biedt sportactiviteiten aan de inwoners, met de mogelijkheid van een sociaal tarief. De interculturele dialoog en de sociale samenhang krijgen hierbij bijzondere aandacht;

Overwegende dat Tijdens alle schoolvakanties, verschillende stages worden georganiseerd om de allerjongsten te onthalen, tussen 3 à 12 jaar;

Overwegende dat teneinde de goed kwaliteit activiteiten te geven, dienen de materiële middelen beschikbaar worden gesteld door de Hal Muhammad Ali aan de vzw;

Overwegende de beschikbare kredieten in artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende boekjaar;

BESLIST :

Artikel 1:

Een subsidie ten bedrage van 2.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Molenbeek Sport (ondernemingsnummer: 0430.823.421), gelegen Van Kalckstraat 93, 1080 Brussel toe te kennen om ze toe te laten de taken die ze zich heeft gesteld te vervullen;

Artikel 2:

de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidies aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE96 0012 7306 7305 van de vereniging ;

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0054 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Majoros, conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à la prise en compte humanitaire de la situation des 90 personnes sans-abris occupant un bâtiment vide.

LE CONSEIL,

1. Vu :

1.1. La politique commune de lutte contre la spéculation immobilière

1.2. Vu les déclarations unanimes de membres de tous partis au Conseil communal le 21 novembre 2018

1.3. L'ordonnance d'expulsion du tribunal de première instance de Bruxelles prise le 29 octobre 2018 sur base d'une présentation des faits ne correspondant pas à la réalité (indiquer que les occupants ne sont pas connus alors que deux réunions ont eu lieu entre propriétaires et occupants sous l'égide de la Commune, notamment).

1.4. Qu'une tierce opposition a été introduite par l'avocate des habitant.e.s occupant.e.s ce lundi 3/12 devant le Tribunal de Première instance francophone de Bruxelles pour contester l'ordonnance d'expulsion qui avait été rendue sur requête unilatérale en extrême urgence. Et que l'audience a été fixée jeudi 13/12.

1.5. Que le permis d'urbanisme pour les travaux a été délivré le 5/12/2016 avec obligation de démarrer le chantier de manière significative dans les deux ans et qu'aucune demande de prolongation n'a été faite à ce jour.

1.6. Que le devoir de la Commune est de vérifier l'application de la loi avant de menacer, via sa Police et en l'absence d'huissiers, d'expulsion ou d'expulser des personnes d'un bâtiment.

1.7. Que la bourgmestre et l'échevin sortants du logement ont indiqué lors du Conseil du 21 novembre 2018 que des adresses de bâtiments privés et publics permettant à moyen terme d'accueillir en dernier recours, des groupes de personnes sans-abris seraient communiquées à leurs successeurs et que cela a été réalisé dès que les compétences échevinales ont été distribuées et annoncées publiquement.

2. Considérant :

2.1 L'urgence de la situation puisqu'une ordonnance d'expulsion a été délivrée par le Tribunal de Première Instance Francophone de Bruxelles ce 29 octobre 2018 et que la police communale s'est présentée à trois reprises (vendredi 30/11, dimanche 2/12 et lundi 3/12) sur le site de l'occupation (bâtiment sis au 108 rue Vandebogaerde) sans huissier pour demander aux occupants de partir au plus vite sous peine d'être délogés de force au plus tard le 5/12.

2.2 La détresse des occupants et les conséquences qu'aurait une expulsion sur leur eux: une expulsion qui aurait lieu en plein hiver, aggravée encore pour les personnes qui requièrent des soins de santé auxquelles elles ne peuvent avoir accès sans logement et donc sans adresse (puisque sans logement et adresse aucune Aide Médicale Urgente ne peut être délivrée). Lors des visites médicales bénévoles plus de 66% des personnes examinées (total de 50 sur les 90 occupants) ont été reconnues comme personnes ayant besoin de manière urgente d'un suivi médical et de médicaments et près de 30% avec des problèmes chroniques et/ou antécédent médicaux graves entraînant une fragilité permanente. Nous pensons en particulier à deux femmes enceintes dont une est à présent à terme et une au troisième trimestre de sa grossesse, nous pensons également à trois personnes récemment opérées et actuellement en convalescence, nous pensons aux enfants et d'autres personnes du collectif présentant une importante détresse psychologique et pour certains malheureusement déjà des troubles psychiatriques qui requièrent un suivi médical et qui risquent avec une telle instabilité une décompensation de leur état psychologique avec des répercussions graves pour eux-mêmes mais également potentiellement autrui.

2.3 Que les conditions pour commencer des travaux ou mettre en œuvre un permis d'urbanisme ne sont pas remplies au 3/12/2018 :

- Aucune preuve de désignation d'un entrepreneur n'a été présentée par le propriétaire alors que les travaux envisagés sont conséquents.
- Il n'existe pas de preuve présentée aux conseillers que le début de chantier et sa date envisagée n'a pas été signifiée.
- Il n'existe pas de preuve présentée aux conseillers que les charges d'urbanisme ont été payées. Il s'agit de 216.000€ qui doivent être intégralement réglés avant le début des travaux.
- Aucune taxe pour 2017 et 2018 pour « bâtiment inoccupé » n'a été payée
- Les autres formalités administratives n'ont pas été réalisées par le propriétaires.

2.4 La police communale s'est présentée à au moins trois reprises (vendredi 30/11, dimanche 2/12 et lundi 3/12) et à chaque fois sans huissier pour demander aux occupants de partir au plus vite sous peine d'être délogés de force au plus tard le 5/12.

2.5 Que les conditions pour que l'ordonnance d'expulsion obtenue par le propriétaire soient exécutées ne sont pas non plus réunies :

- Le jugement du 29 octobre, il y a 3 semaines a été signifié au Collectif par dépôt dans la boîte aux lettres de l'occupation, plutôt qu'à chaque occupant personnellement
- La Commune devrait donc s'assurer que l'ordonnance d'expulsion a été signifiée selon les règles. La commune a donc engagé un avocat le 26/11 en ce sens et nous devrions donc attendre l'avis rendu par la justice sur cette question avant d'engager une telle procédure.
- De ce fait, chaque occupant pourrait donc aller en Justice en tierce-opposition pour s'opposer à l'ordonnance.
- De nombreux arguments développés par la société propriétaire seront contredit. Ainsi le propriétaire indique ne pas pouvoir identifier les occupants. C'est un

mensonge éhonté : au CCM, le 21 octobre, les occupants et propriétaires se sont mis autour de la table. Le 22 octobre, même chose, dans la Salle du Collège de la Maison communale pour discuter d'une convention d'occupation temporaire offrant toute les garanties aux parties.

- Une demande de tierce opposition a été déposée le lundi 3 décembre face à cette ordonnance obtenue de façon unilatérale par les avocats de VSP et qu'il faut attendre le résultats de débats contradictoire pour que l'ordonnance soit ou non confirmée
- Ainsi Il n'y a donc pas d'ordonnance d'expulsion qui soit actuellement exécutable.

DECIDE :

Article 1 :

Que les services communaux concernés empêcheront tous travaux dans le bâtiment sis situé au 108 rue Vandenboogaerde tant que les charges et autres formalités administratives ne sont pas réglées, comme le prévoit la réglementation régionale.

Article 2 :

Que la commune n'enverra pas sa police exécuter une ordonnance d'expulsion sans être sûre que cette dernière ait été signifiée correctement (et attendra donc l'avis de l'avocat communal en la matière).

Article 3 :

Que la Commune attendra aussi l'issue de la demande en tierce opposition déposée par l'avocate de habitant.e.s le lundi 3 décembre afin que de débats contradictoires entre les parties impliquées puissent avoir lieu.

Article 4 :

Que s'il s'avérait finalement que l'ordonnance avait été correctement signifiée, la Commune n'accordera pas une priorité à l'expulsion, ni en matériel, ni en nombre d'agents, n'utilisera pas la force, laissera un délai raisonnable en cette période hivernale afin que les occupants, à l'aide des autorités communales trouvent une solution humaine et adaptée d'hébergement humanitaire d'urgence pour le collectif avant d'exécuter l'expulsion.

Article 5 :

Que l'ensemble du dossier (courriels, courriers, décisions, rapports des rencontres entre propriétaires et/ou occupants et/ou commune, l'avis de l'avocat de la commune, correspondances, preuve du (non) paiement des charges urbanisme, preuves du (non) paiement des taxes d'inoccupation etc) sera porté à la connaissance des conseillers dans les plus brefs délais.

Article 6 :

Que dans le cas où l'expulsion s'avérait finalement inéluctable, au moins les bâtiments mentionnés au point 1.7 seront rapidement mobilisés, afin d'éviter que des personnes se retrouvent sans toit.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Majoros,

gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende de humanitaire behandeling van de situatie van 90 daklozen die een leeg gebouw bezetten.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

17.12.2018/A/0055 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur El Khannouss, conseiller communal CDH, relative à la diminution des centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2019.

LE CONSEIL,

Attendu qu'il y a eu en 2016 une augmentation du précompte immobilier de l'ordre de 502 centimes additionnels ce qui équivaut à plus ou moins 17%.

Attendu que les raisons financières qui ont justifié cette augmentation, ne sont plus d'actualité.

Attendu que les deux derniers comptes de la commune se sont soldés par des boni importants, le solde positif du compte 2017 à lui seul est de plus de 10 millions d'euros. Attendu qu'au conseil du 12 septembre 2018 dernier, un montant de plus de 12 millions d'euros a été mis en fonds de réserves ordinaires

Attendu qu'au conseil du 24 octobre un autre montant de plus de 1.800.000,00 € est venu augmenté ces réserves.

Attendu qu'entre 2017 et 2018, la commune a pu se constituer des réserves importantes de presque 18.000.000,00 d'euros.

Attendu que tous ces éléments démontrent clairement que les finances de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ont été assainies.

Attendu que le maintien du taux des centimes additionnels au précompte immobilier à 3350 ne justifie plus.

Décide:

Article unique :

De ramener les centimes additionnels au précompte immobilier de 3350 à 2848 au 1^{er} janvier 2019.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer El Khannouss, gemeenteraadslid CDH, betreffende de vermindering van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2019.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

17.12.2018/A/0056 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés Communales - Réalisation de nouveaux logements en RBC, plus précisément à l'angle du boulevard L. Mettwie et de la rue du Scheutbosch à 1080 Bruxelles - Transfert du droit de superficie consenti à la SLRB vers le Logement

molenbeekois

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu sa délibération date du 21.04.2005 décidant d'approuver la convention relative à la réalisation de nouveaux logements en Région de Bruxelles-Capitale entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Le Logement molenbeekois qui comprend la cession d'un droit de superficie de 30 ans sur le terrain à bâtir à l'angle de la rue du Schteubosch et du boulevard Louis Mettwie, cadastré, ou l'ayant été Division 4, Section C n°71d, contenant 17 a 16 ca, en faveur de la Société de Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) ;

Considérant qu'en date du 07.10.2009, suite à la construction desdits logements dont la réception provisoire est intervenue le 06.03.2009, la SLRB et le Logement molenbeekois ont signé une convention de mise à disposition, d'une durée de 27 ans, permettant à la SISP de gérer les logements ;

Considérant que la SLRB dispose toujours du droit de superficie dans le cadre de ce projet mais que ce droit est transféré par convention de mise à disposition au Logement molenbeekois ;

Considérant qu'il est à constater que juridiquement, le droit de superficie bénéficie au gestionnaire des logements et devrait être donc racheté officiellement par le Logement molenbeekois;

Considérant que la SLRB invite la Commune à prendre position quant à cette proposition d'achat par le Logement molenbeekois du droit de superficie et des immeubles ;

Considérant que le Conseil d'administration de la SLRB a approuvé l'opération en date du 16 novembre 2017 et que Le Logement molenbeekois dispose également d'un mandat afin d'effectuer l'opération ;

Considérant que le notaire de la SLRB se chargera de rédiger les actes de renonciation de la SLRB relatifs à son droit de superficie et du transfert de celui – ci au Logement molenbeekois ;

Considérant que pour des raisons budgétaires propres à la SLRB, l'opération devrait être effectuée pour la fin de l'année 2018 ;

Considérant que cette cession peut être acceptée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean également puisqu'il n'est pas en contradiction avec convention initiale signée le 20.06.2005 et que la Commune renonce à faire application de son droit de préemption tel que prévu à l'article 8 de la convention initiale ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.12.2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

De renoncer à appliquer son droit de préemption dans le cadre de la cession du droit de superficie accordé à la SLRB, pour une durée de 30 ans, sur le terrain à bâtir à l'angle de la rue du Schteubosch et du boulevard Louis Mettwie, cadastré, ou l'ayant été Division 4, Section C n°71d, contenant 17 a 16 ca, en faveur du Logement molenbeekois ;

Article 2 :

De marquer son accord sur le transfert de ladite cession sur base du projet d'acte authentique transmis par la SLRB.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Bouw van nieuwe woningen in het BHG, meer bepaald op de hoek van L. Mettewielaan en Scheutboschstraat te 1080 Brussel - Overdracht van het recht van opstal toegekend aan de BGHM naar de Logement molenbeekoïs .**

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gelet op zijn beraadslaging van 21.04.2005 beslissend de overeenkomst goed te keuren betreffende de bouw van nieuwe woningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Logement molenbeekoïs, houdende de afstand van een recht van opstal van 30 jaar op het te bebouwen terrein op de hoek van Scheutboschstraat en Louis Mettewielaan, gekadastraerd Afdeling 4, Sectie C nr.71d, houdende 17 tot 16 ca, ten voordele van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM);

Overwegende dat op 07.10.2009, ten gevolge van de bouw van deze woningen waarvan de voorlopige oplevering plaatsvond op 06.03.2009, de BGHM en de Logement molenbeekoïs een overeenkomst van terbeschikkingstelling hebben ondertekend, van een duur van 27 jaar, die de OVM's toelaat de woningen te beheren; Overwegende dat de BGHM nog steeds over het recht van opstal beschikt in het kader van dit project, maar dat dit recht per overeenkomst van terbeschikkingstelling overgedragen werd aan de Logement molenbeekoïs;

Overwegende dat het vast te stellen is dat het recht van opstal, juridisch gezien, aan de beheerder van de woningen toekomt en dus officieel dient afgekocht te worden door de Logement molenbeekoïs;

Overwegende dat de BGHM de Gemeente verzoekt om een positie aan te nemen betreffende dit koopvoorstel door de Logement molenbeekoïs van het recht van opstal en de gebouwen;

Overwegende dat de Bestuursraad van de BGHM deze operatie goedgekeurd heeft op 16 november 2017 en dat de Logement molenbeekoïs eveneens over een mandaat beschikt teneinde de operatie uit te voeren;

Overwegende dat de notaris van de BGHM belast zal zijn met het opstellen van de aktes van afstand van de BGHM betreffende zijn recht van opstal en de overdracht ervan aan de Logement molenbeekoïs;

Overwegende dat omwille van budgettaire redenen eigen aan de BGHM, de operatie zou moeten uitgevoerd worden tegen eind 2018;

Overwegende dat deze afstand eveneens door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek kan aanvaard worden aangezien deze niet tegenstrijdig is met de oorspronkelijke

overeenkomst ondertekend op 20.06.2005 en dat de Gemeente afziet van de toepassing van haar voorkooprecht zoals voorzien in artikel 8 van de oorspronkelijke overeenkomst;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.12.2018;

BESLIST :

Artikel 1 :

Afstand te doen van de toepassing van haar voorkooprecht in het kader van de afstand van het recht van opstal toegekend aan de BGHM, voor een duur van 30 jaar, op het te bebouwen terrein op de hoek van Scheutboschstraat en Louis Mettwielaan, gekadastreerd Afdeling 4, Sectie C nr.71d, houdende 17 tot 16 ca, ten voordele van de Logement molenbeekois;

Artikel 2 :

Akkoord te gaan met de overdracht van de voornoemde afstand op basis van het ontwerp van de authentieke akte overgemaakt door de BGHM.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

17.12.2018/A/0057 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier
durable Petite Senne - Grande Halle.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu le conseil communal du 23 novembre 2016 qui décide entre autres d'autoriser LIBELCO S.A. à occuper les lieux (sis quai de l'Industrie 79) de manière précaire et à titre gratuit, dès le lendemain de la signature de l'acte authentique jusqu'au 31 décembre 2018 au plus tard, moyennant :

- la prise en charge par l'occupant de tous les impôts et charges établis sur le bien
- la prise en charge par l'occupant des factures d'eau, de gaz, d'électricité et généralement de toutes les factures inhérentes à son occupation
- la souscription d'une assurance de type « risques locatifs ».

Considérant que LIBELCO S.A. avait l'intention de déménager son activité à une nouvelle adresse d'exploitation, sise au quai de l'Industrie 57, à partir de janvier 2019;

Considérant que LIBELCO S.A. a fait une demande de permis d'environnement pour la nouvelle adresse d'exploitation, sise au quai de l'Industrie 57;

Considérant que la commune a refusé tacitement cette demande de permis d'environnement pour la nouvelle adresse d'exploitation, sise au quai de l'Industrie 57;

Considérant que le service concerné n'a envoyé aucune notification à la société LIBELCO S.A. et considérant que LIBELCO S.A. n'a pas été proactif;

Considérant que LIBELCO S.A. souhaite à présent déposer une nouvelle demande de permis d'environnement pour le quai de l'Industrie 57;

Considérant que la Commune a reçu d.d. 14/12/2018 une demande de la société LIBELCO S.A., qui occupe toujours le bien sis 79 Quai de l'Industrie, pour une nouvelle occupation de la Halle Libelco, sise 79 quai de l'Industrie et ce, à titre précaire du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 mars 2019 pour les raisons suivantes:

- "la réponse à sa demande de permis d'exploitation pour le quai de l'Industrie 57 ne lui est parvenue;
- les travaux de mise aux normes dans les bureaux, quai de l'Industrie 55 ont pris du retard sur plusieurs points, comme les installations de gaz, électricité, etc ..."

Considérant le fait qu'aucune offre n'était parvenue à l'Administration communale pour le marché de travaux, ce qui reportera le chantier du projet pour le quai de l'Industrie 79 à avril 2019 au plus tôt et considérant les nombreux problèmes d'effractions dans le quartier et en particulier dans le bien voisin, sis au 77, quai de l'Industrie;

Considérant cela, il serait donc judicieux que le site, sis 79 Quai de l'Industrie, soit occupé;

Considérant l'avis du service juridique qu'il faudra conclure une nouvelle convention d'occupation précaire qui devra être préalablement approuvée par le Conseil communal, seul organe compétent pour approuver les termes de l'occupation tant sur le plan de la durée que sur le montant de l'indemnité d'occupation à régler;

Considérant que suivant l'ancien bail commercial entre la SATRAD S.A. et LIBELCO S.A., auquel ils ont mis fin de commun accord dans l'acte du 26 juin 2017, le loyer mensuel avait été fixé en 1986 à 80.000 Francs Belges avec une indexation annuelle ce qui résulte en 2019 en un montant arrondi de 4.300,00 EUR/mois;

Considérant qu'afin d'éviter toute requalification de la convention d'occupation à conclure en un bail commercial par le juge, il est important que le motif justifiant la signature de cette convention apparaisse dans la convention, c'est-à-dire la valorisation du bien par la Commune jusqu'au commencement effectif des travaux;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver le projet de convention à titre précaire avec LIBELCO S.A. par lequel LIBELCO S.A. peut occuper le site, sis 79 Quai de l'Industrie, pour une période déterminée de 3 mois (du 1 janvier 2019 au 31 mars 2019) moyennant le paiement d'une indemnité d'occupation qui s'élève à 4.300,00 EUR/mois.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam wijkcontract

Zinneke - Grote Hal.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gezien de Gemeenteraad van 23 november 2016 die o.a. beslist om de huidige uitbater (LIBELCO nv) te machtigen om het goed (gelegen te Nijverheidskaai 79) op een preciaire en gratis manier te bezetten vanaf de dag volgend op de handtekening van de authentieke akte tot uiterlijk 31 december 2018, mits:

- de tenlasteneming door de bezetter van alle belastingen en lasten die op het goed van toepassing zijn ten gevolge van zijn gebruik van het goed
- de tenlasteneming door de bezetter van de rekeningen van water, gas, elektriciteit en over het algemeen van alle rekeningen volgend op zijn gebruik
- de afsluiting van een verzekering type "huur risico's".

Overwegende dat LIBELCO nv de intentie had om zijn activiteit te verhuizen naar een nieuw exploitatieadres, gelegen te Nijverheidskaai 57, vanaf januari 2019;

Overwegende dat LIBELCO nv een milieuvergunning heeft aangevraagd voor het nieuwe exploitatieadres, gelegen te Nijverheidskaai 57;

Overwegende dat de gemeente stilzwijgend deze vraag voor milieuvergunning heeft geweigerd voor het nieuwe exploitatieadres, gelegen te Nijverheidskaai 57;

Overwegende dat de betreffende dienst geen kennisgeving heeft verstuurd naar LIBELCO nv en overwegende dat LIBELCO nv niet proactief is geweest;

Overwegende dat LIBELCO nv een nieuwe aanvraag voor milieuvergunning wenst neer te leggen voor de Nijverheidskaai 57;

Overwegende dat de Gemeente op 14/12/2018 een vraag heeft ontvangen van LIBELCO nv, die momenteel nog steeds het gemeentelijk goed, gelegen te Nijverheidskaai 79, gebruikt, betreffende de Libelco Hal, Nijverheidskaai 79, voor een nieuw gebruik en dit ten preciaire titel van 1 januari 2019 tot 31 maart 2019 o.w.v. de volgende redenen:

- "het antwoord voor de exploitatievergunning voor de Nijverheidskaai 57 heeft hen nooit bereikt

- de werken om de burelen op de Nijverheidskaai 55 in orde te brengen hebben vertraging opgelopen op een aantal punten zoals de installatie van gas, electriciteit enz..."

Overwegende het feit dat de Gemeente geen offertes heeft gekregen voor de overheidsopdracht van werken, dat de werf voor de Nijverheidskaai 79 verlaat naar april 2019 ten vroegste en overwegende de vele problemen van inbraak in de wijk en meerbepaald in het naburig goed op de Nijverheidskaai 77;

Overwegende dat hiermee rekening houdend, het verantwoord is dat de Nijverheidskaai 79 in gebruik genomen zou zijn;

Overwegende het advies van de juridische dienst dat er een nieuwe preciaire gebruiksovereenkomst dient afgesloten te worden die voorafgaandelijk door de gemeenteraad, enig orgaan dat de termen van het gebruik kan goedkeuren zowel wat de duur betreft als wat het bedrag van de gebruiksvergoeding betreft, dient goedgekeurd te worden;

Overwegende dat volgens het oude handelscontract tussen SATRAD nv et LIBELCO nv, waaraan ze een einde hebben gesteld met gemeenschappelijk akkoord in de akte van 26 juni 2017, de maandelijkse huur werd vastgelegd in 1986 op 80.000,00 Belgische Frank met een jaarlijkse indexatie, hetgeen in 2019 resulteert in een afgerond bedrag van 4.300,00 EUR/maand;

Overwegende dat om elke herkwalficatie door de rechter van de af te sluiten gebruiksovereenkomst in een handelscontract tegen te gaan, het belangrijk is dat het motief, dat de ondertekening van deze overeenkomst rechtvaardigt, wordt opgenomen in de overeenkomst, namelijk de valorisatie van het goed door de Gemeente tot het effectieve begin van de werken.

BESLUIT:

Enig artikel:

Het ontwerp van gebruiksovereenkomst ten precaire titel met LIBELCO nv goed te keuren waardoor LIBELCO nv de site, gelegen te Nijverheidskaai 79, kan gebruiken voor een periode van bepaalde duur van 3 maanden (van 1 januari 2019 tot 31 maart 2019) mits de betaling van een gebruiksvergoeding die 4.300,00 EUR/maand bedraagt.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

Levée de la séance à 23:10
Opheffing van de zitting om 23:10

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Catherine Moureaux